



Dys rup tion

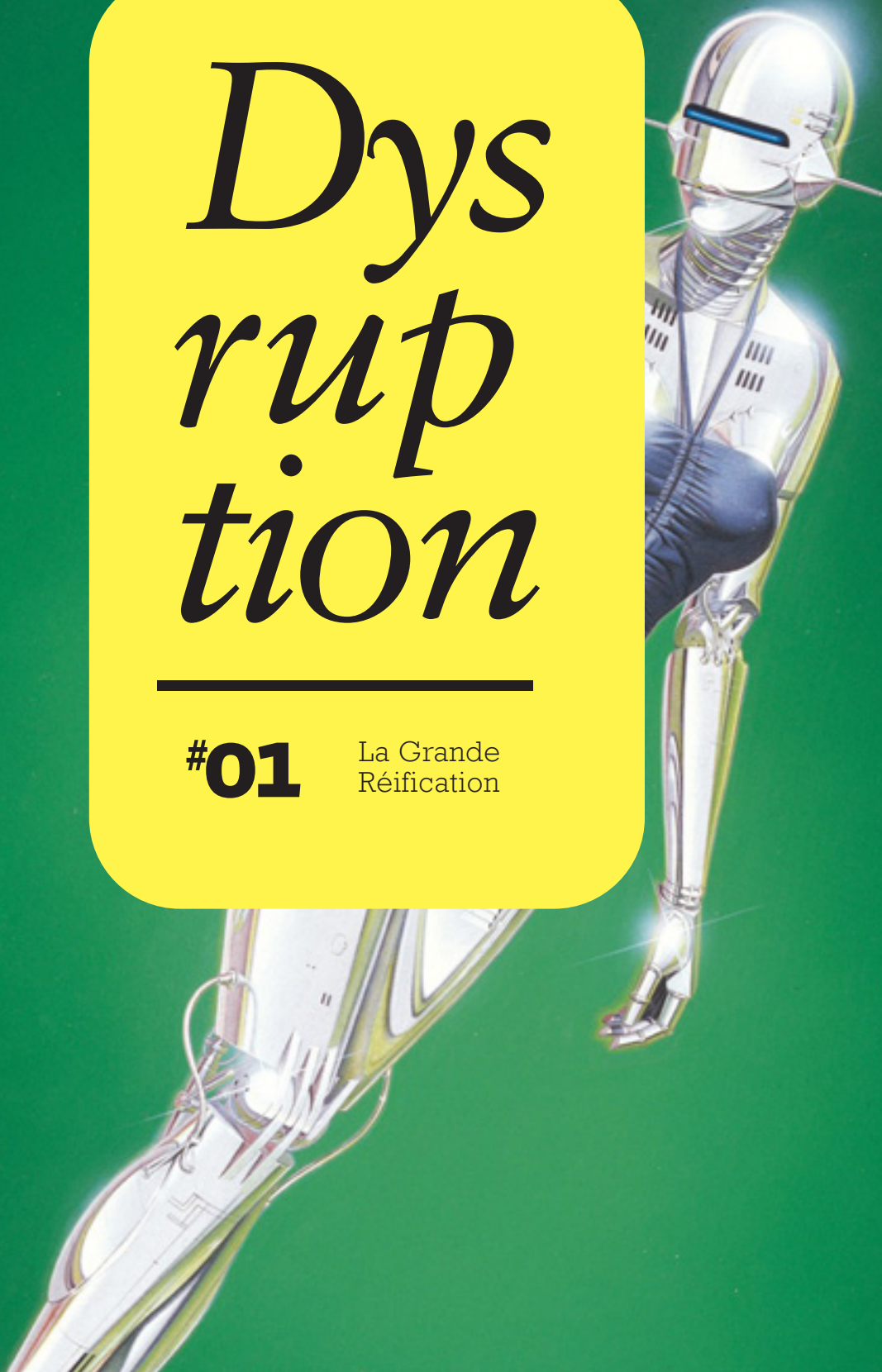
#01

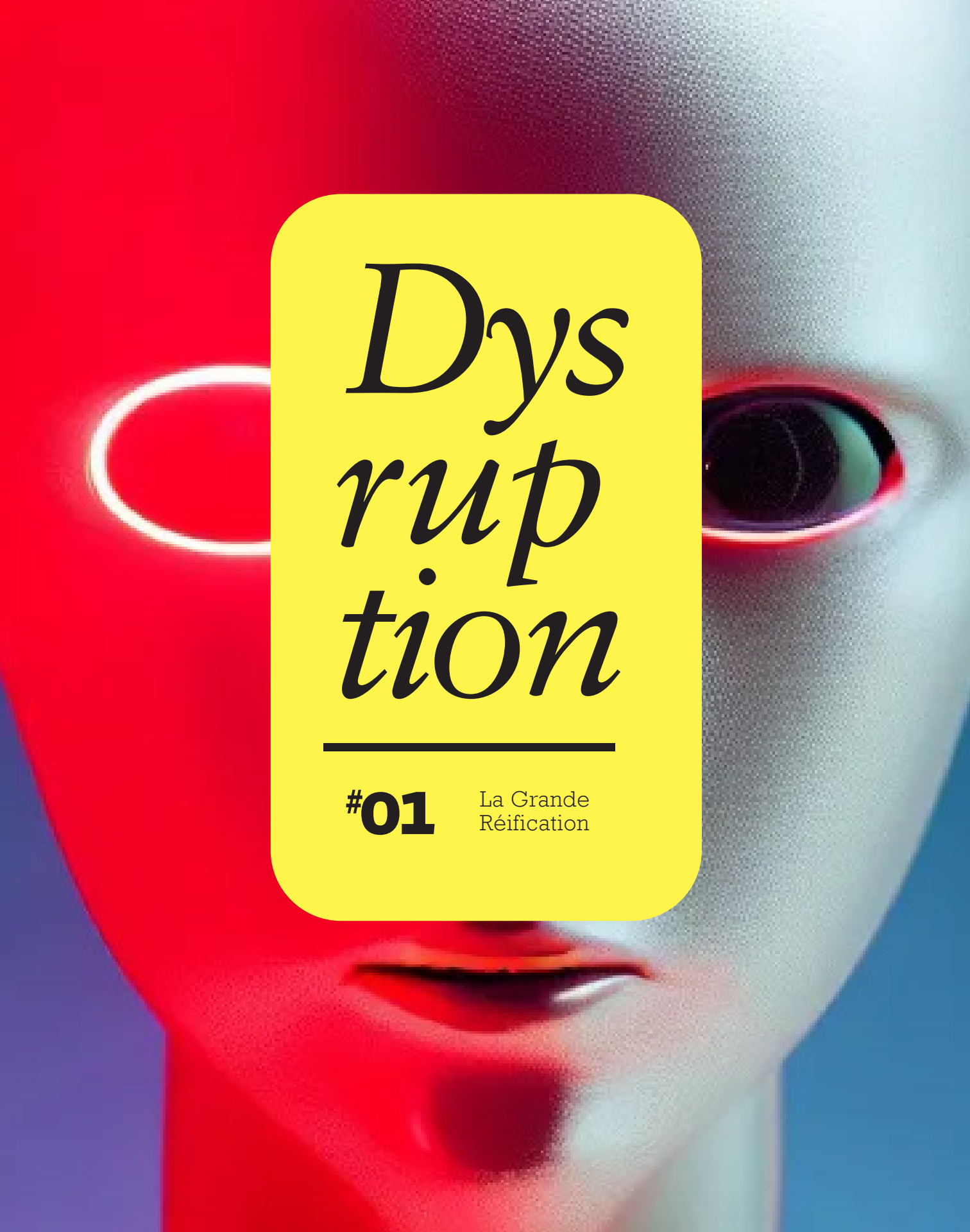
La Grande
Réification

Dys rup tion

#01

La Grande
Réification





Dys rup tion

#01

La Grande
Réification

A close-up, high-angle shot of a blue, metallic robot head. The robot is wearing dark, round sunglasses. Its face is smooth and blue, with a small, rectangular, dark opening on the forehead. The robot is wearing a white collared shirt and a dark tie. The neck is made of a series of horizontal, metallic rings. The background is a solid dark grey.

Dys rup tion

#01

La Grande
Réification

TABLE DES MATIÈRES

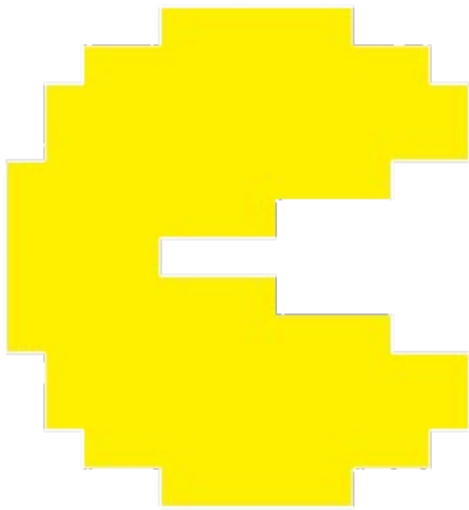


1. Editorial	1
2. Vers la réification du sommeil?	6
3. Etre vers la mort et l'IA comme exemple	17
4. De la militarisation à la réification urbaine	28
5. Militarisation sécurité argentine	54
6. Lorsque l'exception devient la règle : essai sur la réification du Droit	73
7. Une réification sociale par la peur?	85
8. Le cosmisme russe	98
9. Entre management et Intelligence Artificielle : la réification est-elle inévitable?	115
HORS-DOSSIER	
11. Cop-27 : retour d'expérience	136
12. Ernest Renan : entre anachronisme et remède de notre siècle	146

La Grande Réification !

Pour Fiona, la première, sans qui cette revue n'aurait jamais existé et qu'à la fin peut-être.

Pour Robert, l'absent, pour qui cette revue continuera et qu'à la fin plus !



“Je fais les mêmes erreurs à chaque fois, comme ce pauvre mec à qui il manque deux doigts. Il s’est coupé le premier par accident et le deuxième tente encore de m’expliquer comment”. Dès que ces rimes du rap du Vrai Ben claquent dans nos écouteurs, un malaise vertigineux nous prend. Comment peut-on s’oublier à ce point? Comment la décorporéation peut conduire un être de chair et de sang à s’auto-mutiller, pris dans une fascination morbide. A force de voir la souffrance des hologrammes des séries et films hollywoodiens, il était peut-être temps pour lui de découvrir ce que le réel change. Mais le réel existe-t-il encore pour nous tous ou bien se contente-t-il de nous narguer comme dans « Ubik » de Philip K. Dick en nous sussurant à l’oreille : “Je suis vivant et vous êtes morts”.

Au fond, pourquoi être choqué devant un moignon sanglant ? Il y a longtemps que nous avons accepté l’inacceptable. Nous sommes devenus des êtres déterritorialisés à mesure que le marché liquéfiait nos existences de facteurs de production à la mobilité forcée. Nous avons été désocialisés par un hyperindividualisme qui fabrique de la singularité à la chaîne du moment qu’elle est monétisable. Mammon en offrande de laquelle nos vies se consomment est désormais dématérialisé. Le seul carburant qui fait tourner la machine et lui donne sa cohérence demeure nos croyances déspiritualisés dans des veaux d’or qui n’ont même pas l’excuse de nous offrir des paradis artificiels. Ils ont pour nom, peur, ignorance, intolérance et détricotent tout le tissu humain en profitant de notre dépolitisation et de notre désespoir. Pourtant, nous ne nous émouvons pas de toutes ces mutilations subies voire consenties ? Il est vrai qu’elles ne touchent pas la chair. La perte de nos patries et de nos idéaux démocratiques pèsent au fond peu pour nous. Nos ventres sont remplis alors au fond qu’importe que les coeurs soient vides ? Notre dégradation en tant que citoyens ou simples êtres humains fait désormais partie intégrante d’un système qui nous domine tous et qui devient chaque année plus pesant et impitoyable : il gère une humanité privée de son potentiel et de ses rêves, déchue tels les privilégiés mis en scène par Carpenter dans “They Live!” et dont l’état de décomposition physique et moral suscite la pitié plutôt que le dégoût.

Le capitalisme des GAFAM nous transforme en données. La politique contemporaine a troqué le citoyen pour l’opinion publique. La vérité devient poreuse à mesure que les certitudes se fossilisent. Les sondages décortiquent des valeurs qui nous ont été inculquées par des systèmes d’ingénierie sociale cassés alors qu’ils prétendent nous réparer. Entre le marteau et l’enclume, l’être humain n’est pas prêt à entériner la dissolution du sens. Confiné par les pandémies, ruiné par l’inflation, il se sent transformé en chose d’un monde qu’il ne contrôle plus. Sa réaction d’orgueil décontenancée l’amène à édifier un sens nouveau qu’il croit trouver dans les théories du complot telles la Grande Réinitialisation selon lesquelles

sa réification progressive serait le fait d'une cabale néfaste et organisée.

La réalité est à la fois plus simple et plus terrible. L'agrégat que constitue une société a toujours eu besoin de réifier nos êtres. Les instants les plus intimes de nos existences comme le sommeil (Masza Wawszczyk) ont toujours été transformés en choses signifiantes qui permettraient de nous insérer dans un réseau de croyances et d'habitudes nous mettant au diapason de nos contemporains. Déjà, Marx développait l'idée de réification pour décrire l'exploitation de l'homme par l'homme, phénomène qu'on peut difficilement considérer comme avoir été inventé par notre monde contemporain. Transformer les êtres en choses, "en petite monnaie à dépenser" comme le disait froidement Napoléon, fut de tous temps l'apanage des pratiques guerrières. Alors pourquoi ce malaise si persistant depuis quelques années quant à une évolution sur laquelle nous n'arrivons pas à mettre le doigt ?

Les réifications antérieures épargnaient nos vies intérieures. Désormais, l'humiliation que nous subissons quand nous découvrons que nous sommes dispensables (Tianyao Yun) touche l'essence même de notre être, notre dignité. A mesure que nous acceptons des systèmes militarisés (Stephen Graham) et qui nous traitent comme des choses (Lucas Favre), nous en oublions à quel point nous pourrions lutter et affirmer nos droits. Les garanties qui étaient censées nous protéger ont été à leur tour réifiées (Rafael Porreta) et les seuls discours soumis à notre intellect sont la peur (Laura Dodsworth) et le terrorisme intellectuel. Il existe ici une rupture fondamentale avec ce qu'une technologie mise au service d'un authentique progrès et d'une démocratie véritable nous avait promis (Bana et Galliano), mais au fond, pourquoi s'en étonner ? Tant que nos existences seront gérées plutôt que vécues (Baptiste Rappin), elles ne seront que des versions affadies de leur potentiel. La réification pouvait se combattre par une révolution des ordres économique-sociaux. Cette Grande Réification dévoreuse de l'essence de l'Humanité sera plus coriace. La révolution ne suffira pas si elle n'est pas accompagnée d'une restauration intérieure de notre dignité.

Lorsque nous étions deux à lancer le projet de cette revue, nos premières discussions nous avaient amené à envisager une réflexion sur la sécurisation pratiquée par les gouvernements sur les membres les plus faibles de nos sociétés : les immigrés, clandestins ou non. Les politiques répressives font d'eux depuis longtemps des choses au service d'une mondialisation qui les maintient dans un état de soumission et d'incertitude. A force de subir la coercition, ils finissent par intégrer psychologiquement qu'ils sont bien les choses dans lesquelles les transforment les dispositifs de répression. A mesure que nos travaux avançaient, nous avons décidé d'élargir le spectre de notre réflexion. Historiquement, la réification des personnes marginalisées d'une société n'est jamais que le prélude à l'extension des dispositifs à l'ensemble des individus, y compris ceux qui se sentaient à l'abri. Accepter le maintien des injustices, c'est se condamner un jour à les subir. Pire, la résignation et l'indifférence brûlent nos âmes et nous transforment en choses de ce monde bien plus rapidement que le capitalisme de surveillance ou les régimes illibéraux.

La Grande Réification passe par la dissociation des individus. Une fois que nous sommes isolés et que nos liens ont été tranchés par le monde qui s'est imposé à nous plus qu'on nous l'a imposé, il est trop tard. Un individu ne peut exister que par les liens qu'il tisse avec les autres, les projets qu'il lance, les aspirations qu'il met en commun. En l'absence de tels liens, il sera seul, faible et prêt à être réifié par un monde emporté par son propre poids dans la spirale infernale. La société contemporaine a détricoté ces liens à tous les niveaux. Ils nous appartient maintenant de les retisser patiemment, avec humilité et constance dans l'espoir de refonder un monde où se comporter en humain ne sera pas un désavantage comparatif. C'est peut-être ainsi que nous échapperons à la Grande Réification qui se profile. Non pas par des programmes tonitruants et des déclarations à l'emporte-pièce. Mais par de petites réparations qui redonneront à nos vies de l'espace et du sens.

«*Dysruption*» fait partie, pour chacun de ceux qui y ont participé, de ces petites réparations. A chaque fois qu'un intervenant nous a donné de son temps, à chaque fois que nous avons transformé un malaise en article, nous avons ressenti que notre monde se réalignait. Que la timide étincelle du sens se réanimait.

Qui sait où elle pourra nous

mener?





Vers la reification du sommeil ?

*Par Masza
Wawarczyk*



LE SOMMEIL A TOUJOURS ETE UNE CONSTRUCTION SOCIALE, AUTOUR DES MODALITES DUQUEL S'ORGANISAIENT UNE RICHE VIE INTERIEURE ET SOCIALE DES ETRES HUMAINS. NEANMOINS, AVEC L'AVENEMENT DE LA REVOLUTION INDUSTRIELLE, LES MUTATIONS DU SOMMEIL SONT ALLEES DANS LE SENS D'UN RAPPORT DE PLUS EN PLUS UTILITARISTE A CE BESOIN PRIMAIRE DE L'HOMME, AU RISQUE DE MENACER ET DE COMMODIFIER CE QUI GARANTIT LA BONNE SANTE PHYSIQUE ET MENTALE DE L'INDIVIDU.

Le Martinet, un oiseau migrateur de la famille des Apodidae, est capable de survoler la Terre pendant six mois. Six long mois sans moindre pause, sans moindre repos, sans perte de temps pour des activités aussi prosaïques que le sommeil. Ne serait-ce pas un rêve humain ?

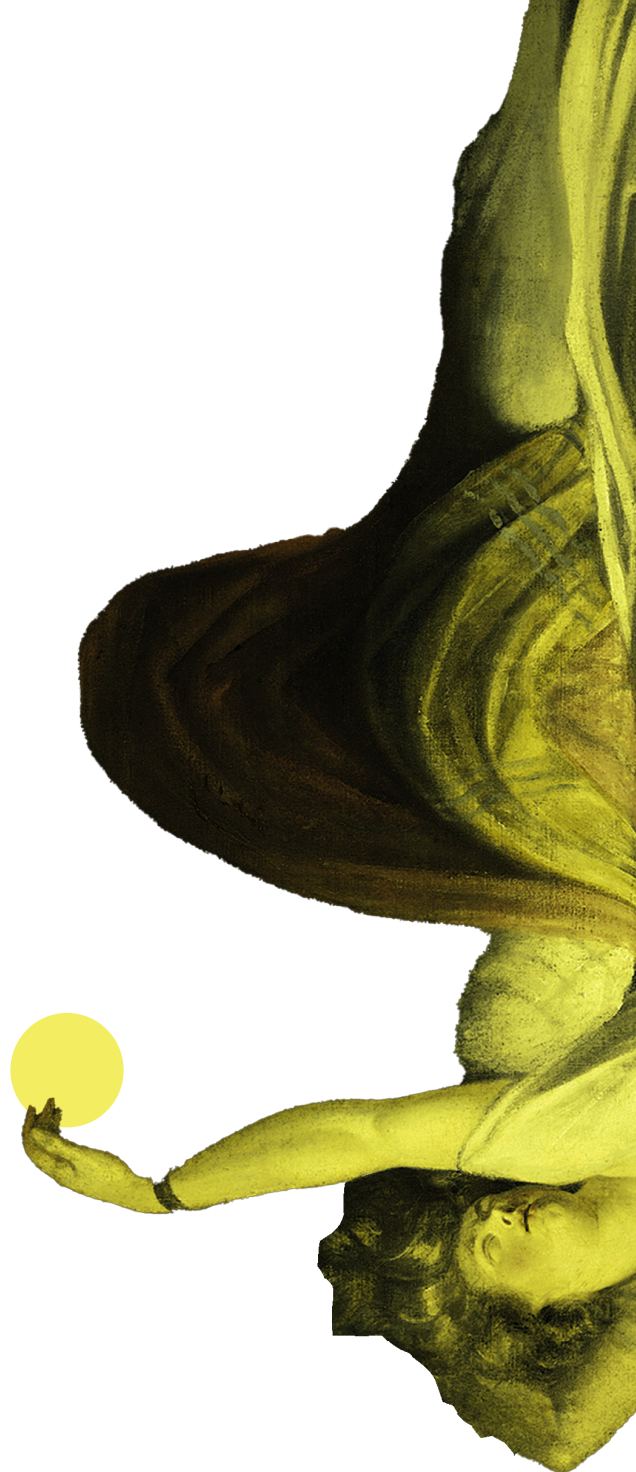
Ces derniers temps il est possible d'observer que le rythme de notre société se concentre autour du gain économique et de la productivité.

Et même si on entend souvent que "l'argent ne fait pas le bonheur", depuis que notre monde est pratiquement entièrement noyé dans des politiques capitalistes et la mondialisation, l'argent joue un rôle majeur dans la vie humaine. Cependant qui dit besoin d'argent dit réciproquement un plus grand besoin du temps.

Malheureusement l'homme n'est pas un Martinet et passe environ un tiers de sa vie à dormir. Le sommeil joue même un rôle crucial dans le fonctionnement de l'être humain. Plus précisément, il participe au métabolisme qui contrôle les réactions chimiques et hormonales de notre organisme. Notre métabolisme est en effet lié au rythme circadien qui est "l'horloge biologique de notre organisme". En diminuant notre besoin de sommeil, nous perturbons ce rythme et donc la production de certaines hormones.

De plus, le sommeil est un temps nécessaire pour la réparation de nos connexions neuronales, en simplifiant la route d'échange des informations dans notre cerveau. Il n'est donc pas surprenant de constater que 24 heures sans sommeil entraînent chez l'homme des réactions anxieuses, des symptômes dépressifs ou bien des troubles de mémoire.

En même temps, l'homme est une espèce connue pour surmonter des obstacles naturels. Des navettes spatiales ou bien des transplantations cardiaques sont de l'ordre du quotidien de nos jours. Se passer de sommeil pourrait donc être une chose qui serait au bout de nos doigts.



« 24 HEURES SANS SOMMEIL EN- TRAÎNENT CHEZ L'HOMME DES RÉAC- TIONS ANXIEUSES »



The Nightmare, Henry Fuseli, 1781

Peut-être que ce n'est pas sans raison que le sommeil a des connotations négatives pour notre société. Tout d'abord, si on se penche sur l'étymologie du mot sommeil, on y découvrira des connotations assez péjoratives. Il dérive en effet du mot scandinave "swep" qui signifie "se reposer comme dans la tombe", ou bien de l'ancien anglais "sleiman" qui signifie "rester inactifs". Ces significations apparaissent opposées à l'activité humaine, telle que la vie humaine la conçoit.

De même, dans l'art et la littérature, le symbole du sommeil est associé à celui de la mort. Nous pouvons prendre ici comme exemple des tableaux très classiques comme *The Nightmare* d'Henry Fuseli où une jeune fille est envahie pendant son sommeil par une créature démoniaque. Rappelons-nous également l'image plus récente et plus prosaïque de « La Belle au Bois Dormant » de Disney, entourée des sept nains qui sont en deuil à cause de son sommeil. Ces deux images, certes très éloignées l'une de l'autre, montrent bien comment le

sommeil est associé à la mort dans notre société.

Il est curieux de remarquer que dans d'autres moments de l'histoire humaine, cette aspiration à combattre le sommeil n'était pas omniprésente. Qu'est-ce qui a donc influencé ce changement de rapport et comment notre perception du sommeil a-t-elle évolué ?

Les recherches sur l'histoire du sommeil de Roger Ekirch, professeur d'histoire à *Virginia Tech University*, nous ouvrent des pistes de réflexion à ce sujet¹. Dans son ouvrage, il présente le concept du sommeil biphasique, qui serait le rythme naturel de l'être humain. En effet, le sommeil humain, initialement, aurait été composé de deux parties : "Le premier sommeil" qui durait environ 4 heures", suivi d'une pause d'une heure (qui était passée activement) et du "second sommeil". Ce point de vue historique sur le rythme biologique humain et les travaux d'Ekirch seront essentiels pour comprendre comment la culture du sommeil a évolué et comment la société en est venue à dévaloriser le rôle du sommeil.

Notre sujet implique de nous pencher sur la place du sommeil dans les sociétés humaines; de comprendre son rôle, la façon dont il peut être perçu, ainsi que de relever les éléments culturels qui dérivent de cette perception sociale.

Avant tout, il a été attribué au sommeil un rôle presque mystique. En effet, la nuit, peut-être à cause de son obscurité, réveillait la peur et l'incertitude dans l'être humain. Autant l'homme domine le jour, autant la nuit le transforme en créature vulnérable et c'est pour cela que de nombreux rituels accompagnaient le processus d'endormissement.

Comme l'écrivait Ekirch (« La grande transformation du sommeil », 2021), c'était un moment auquel il était nécessaire de bien se préparer pour se sentir en sécurité. On fermait alors les volets, on préparait son espace pour dormir. Et comme on se méfiait des dangers potentiels de la nuit, dans les maisons les moins pauvres, les armes étaient prêtes à être utilisées, par prudence. Le tableau de Gerrit von Honthorst, *The Flea Hunt*, illustre bien une telle préparation. Une jeune fille, éclairée par la lueur d'une chandelle, s'allonge dans le lit et sa servante fait la chasse aux poux, en essayant de nettoyer le lit de ces insectes. Elle soulève le vêtement de la jeune femme, dévoilant sa poitrine et, du même coup, l'intimité et l'importance du moment du sommeil.

Certains rituels religieux, encore pratiqués de nos jours, doivent leur existence au rapport de l'homme à la nuit. Tout d'abord, dans la religion musulmane, le sommeil était vu comme quelque chose d'obligatoire. C'est le temps des connexions à Dieu et des méditations. Puisque l'homme vivait sous le rythme biphasique du sommeil, dans l'intermédiaire entre deux sommeils, on faisait des prières collectives. De cette conception est issue par exemple la prière musulmane du Subh effectuée lors du lever du soleil et qui est toujours pratiquée de nos jours. Nous pourrions multiplier les exemples de prières semblables dans d'autres religions.

1 Ekirch, R., *At Day's Close : Night in Time Past*, W.W. Norton&Company, 480 pages, 2006.



Flea Hunting in the Candlelight, Gerrit van Honthorst, XVIIème siècle

Notons en outre que le sommeil est un moment de compréhension de soi. Des croyances populaires très anciennes, reprises ensuite par des théories psychanalytiques comme celles de Sigmund Freud ou de Carl Jung, estiment que les rêves ont une importance particulière. Dans certains folklores, on attribue aux rêves le pouvoir prophétique de prédire le futur, etc...

De même, dans la psychanalyse, le sommeil est vu comme le moyen de connecter les différentes étapes de l'inconscience. Rappelons ici le modèle freudien où le Moi (état conscient) est influencé par le Ça (état inconscient incorporant nos désirs et nos impulsions), qui lui est contrôlé par le Surmoi (partie du psychisme qui détient les valeurs sociales et morales).

Lors de notre sommeil, le contrôle du surmoi est moins intense et donc, d'après Freud, par les rêves nous pourrions accéder aux parties cachées de notre personnalité. Il est aussi intéressant de mentionner les idées de Jung et en particulier sa théorie des archétypes qui apparaîtraient, ce qui montre ici encore l'importance que l'individu pourrait tirer de son temps de sommeil.

Ceci permet expliquer l'apparition d'objets tels le "mémorisateur nocturne" qui permettait d'écrire les pensées dans le noir sans avoir besoin d'allumer les bougies. Leur existence même prouve à quel point incitait l'individu à développer une réflexion sur lui-même.

En outre, de par sa nature biphasique, le sommeil était à l'époque un facteur de liens sociaux qui se situaient dans l'intervalle entre les deux phases de sommeil. En effet, pendant l'heure

éveillée au cours de la nuit, on se levait, par exemple pour s'occuper du foyer, ce qui était source d'interaction avec d'autres personnes. Le tableau *Midnight*, 1765, d'Henry Fuseli en rend bien compte. Son titre, « Minuit » est intéressant puisque d'après Ekirch, c'était probablement l'heure intervalle entre les deux sommeils. Dans une chambre obscure, nous pouvons voir deux hommes assis sur leur lit : l'un d'eux, terrifié, raconte probablement à son voisin de nuit un cauchemar. Ce moment d'intervalle facilitait ainsi le partage des inquiétudes, des peurs ou des pensées profondes avec l'autre personne, chose qui n'est pas toujours facile. Aussi, peut-on supposer que de tels moments influençaient, d'une certaine manière, les relations sociales.

Partant de là, on comprend que le sommeil était jadis un aspect de l'expérience de vie humaine valorisée de manière plutôt positive. Qu'est-ce qui a pu provoquer le changement de ce rapport ancien au sommeil pour déboucher sur notre vision contemporaine ? Un point d'étape majeur pour saisir ce processus semble être l'avènement de l'Époque industrielle.

En effet, le XVIII^{ème} siècle fut un temps de changement très dynamique dans la société, l'économie et la politique ainsi que dans les sciences. En 1786, Philip Lebon inventa le gaz d'éclairage. Quelques temps plus tard se constituèrent des compagnies d'éclairage qui distribuaient le gaz et permettaient ainsi un éclairage permanent dans les espaces publics comme les rues (ce que les chandelles traditionnelles étaient incapables de garantir). Ainsi, la journée fut d'une certaine manière prolongée.

Fonctionner dans le noir était devenu beaucoup plus facile, se promener dans la rue beaucoup moins terrifiant. Par conséquent, il est possible de voir à cette époque un développement de vie urbaine après le coucher du soleil, comme l'illustrera plus tard Vincent Van Gogh dans son tableau « Terrasse du café le soir », 1880. Ce tableau représente une rue de ville dans la nuit : au premier plan se trouve un café éclairé de lumières jaunes très intenses.

A l'arrière-plan, nous pouvons voir des couples se dirigeant vers l'intérieur du café tandis qu'au tout dernier plan se présente la partie sombre et noire de la rue : mais son obscurité ne réveille pas la peur, puisque la lueur du café domine la nuit. "Le règne de la nuit désormais va finir" pouvons nous lire dans le Parisien en 1776. Mais serait-ce vraiment un triomphe ?

Les effets secondaires de la lumière artificielle ne semblent certes pas très graves à première vue. Il semble cependant indéniable qu'elles ont contribué au changement de notre rythme de sommeil. Tout d'abord, l'heure du coucher fut de plus en plus repoussée, grâce à la lumière qu'on pouvait désormais utiliser même de nuit.

D'un point de vue biologique, gardons cependant à l'esprit que la mélatonine (l'hormone qui provoque l'endormissement) ne peut être relâchée dans notre cerveau que lorsqu'il fait noir : du fait d'un contact plus fréquent avec la lumière, le rythme du rejet de la mélatonine est perturbé, ce qui influence négativement d'autres régulations dans notre corps et notre



Midnight, 1765, Henry Fuseli

cerveau.

« Chaque fois que nous allumons une lampe, nous prenons une drogue dans le cerveau », explique Charles A. Cheisler, professeur et chronobiologiste à Harvard. Cette métaphore résume très bien le trouble du rejet de la mélatonine qui rend difficile l'endormissement.

D'un côté, la lumière artificielle est donc la clé pour rester éveillé plus longtemps, mais de l'autre, elle est un facteur potentiellement destructeur pour notre horloge interne et le fonctionnement de notre organisme.

Il faut également prendre en compte l'aspect très important du changement social qui a eu lieu par rapport à la manière dont le sommeil est perçu. Le rythme de la société s'est concentré de plus en plus autour du travail, si bien qu'on a commencé à estimer que les personnes qui dormaient les deux phases du sommeil étaient paresseuses. Dans la société est apparu un "art du lever matinal". Des livres et des manuels tels le *Journal of Health* (1829) furent publiés afin de prodiguer des conseils sur la manière de se réveiller plus efficacement à l'aube pour ne pas perdre le temps de la journée. D'après Elkirch, en pratiquant un réveil non-naturellement tôt, la deuxième phase du sommeil a disparu.

Le fait de dormir est désormais vu plus comme une action pour "recharger" son énergie, un moment d'improductivité inutile. Il a fini d'être une chose individuelle mais est devenu une affaire de société : on sacrifie ce temps qui pourrait servir à produire plus.

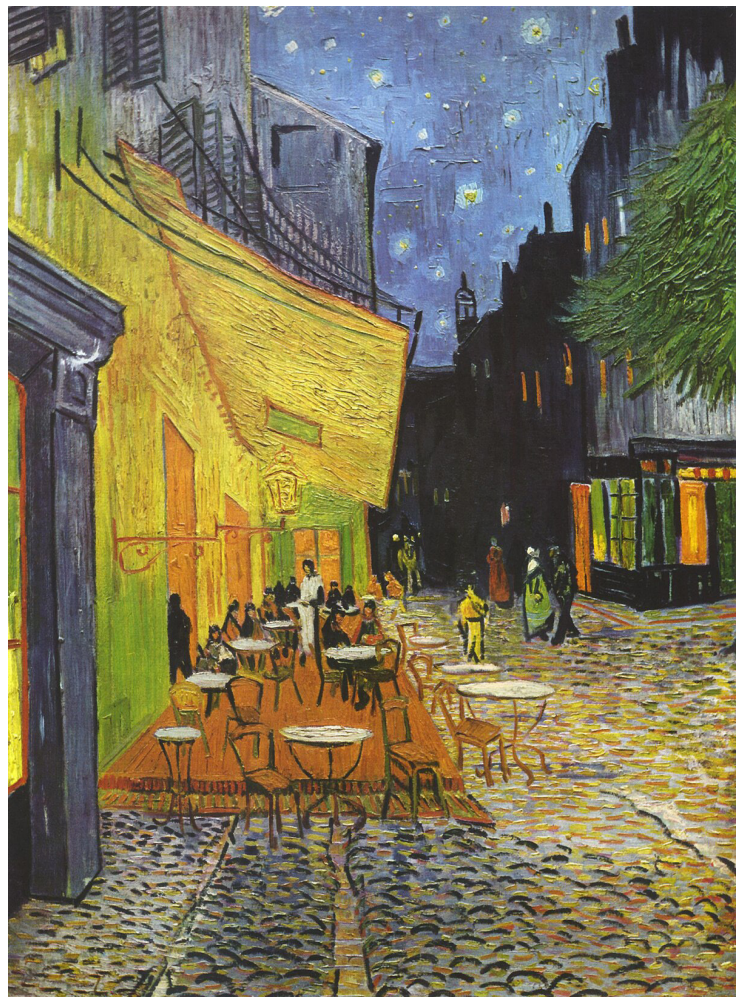
Comme nous avons pu le voir, tout ceci est un long processus et son évolution repose sur de nombreuses dynamiques. Néanmoins, ce phénomène recèle une grande ambiguïté, qui est

observable dans le rejet du sommeil dans les temps présents.

Qui, aujourd'hui, n'a pas connu de nuits blanches - solutions semblant parfaites pour terminer un projet à temps, finir les dernières révisions ou même faire des activités de loisir pour lesquelles on n'a pas eu le temps pendant la journée à cause du travail.

Comme le démontre Jonathan Crary dans son ouvrage « 24/7 Le Capitalisme à l'assaut du sommeil », dormir est considéré aujourd'hui comme une réelle perte de temps, puisqu'il existe un besoin commun d'être efficace et productif.

D'après Crary, cette injonction a pu se développer parce que la différence entre la journée (éclairée par la lumière naturelle du soleil) et la nuit (généralement le moment sombre) est devenue très fluctuante, voire même est en cours de disparition. Le rythme de notre société va à l'encontre du rythme naturel du sommeil, ce qui nous en éloigne de plus en plus. Même si la lumière et la longueur du jour varient selon la saison de l'année, les horaires de travail demeurent identiques quelque soit la saison.



Terrasse du Café le soir, Vincent Van Gogh, 1880

Dans la même veine, il est possible d'observer une tendance dénommée en psychologie la procrastination du sommeil. C'est un phénomène psychologique où le temps de sommeil est de plus en plus constamment repoussé. Plutôt que de dormir, nombre de personnes préfèrent passer leur temps au contact des médias - une forme de "repos" semblant sans doute être plus active et plus productive que le sommeil. Malheureusement, elle ne l'est certainement pas.

En contact avec l'information qui circule à une grande vitesse, notre activité cérébrale est accélérée, ce qui influence négativement la qualité de notre sommeil. De plus, l'accès aux médias signifie le contact avec les écrans qui projettent de la lumière bleue, troublant à son tour le rythme de production de la mélatonine, surtout si on consulte les réseaux sociaux tard la nuit.

En somme, l'homme du XXIème siècle tente de remplacer le temps du sommeil par des activités plus intéressantes et utiles, qui ont pour résultat de dégrader la qualité de son som-

meil-qui reste un besoin vital. Pouvons-nous penser que cette tentative de repousser quelque chose d'aussi naturel et d'aussi propre à la nature humaine est un combat gagné ?

A première vue, on peut croire que l'homme gagne sa lutte contre le sommeil. Cependant, si on observe davantage les méthodes qu'il emploie pour ce faire, on peut constater qu'il s'agit uniquement d'une douce illusion.

Prenons l'exemple d'une méthode très à la mode ces derniers temps : les fameuses *power naps*. Le *power nap* est un concept de sieste durant 20 minutes pour récupérer dans la journée le sommeil manqué. Apparemment, ce temps réduit suffit parfaitement pour dormir, se sentir revigoré et moins fatigué.

Un réveil intervenant plus tard entraînerait comme conséquence un sentiment de fatigue permanente lors de la journée. En outre, ceci permettrait d'éviter de dormir une ou deux heures. Ceci est peut-être vrai. Cependant, il est tout aussi vrai que dans ce court temps nous n'entrons pas en phase de sommeil profond : nos connexions neuronales n'ont donc pas le temps de se réparer. Les *power naps* donnent un sentiment de repos, mais ne remplacent pas le sommeil en tant que tel.

D'autres méthodes sont directement destructrices pour l'homme mais elles sont aussi popularisées dans la mesure où elles fondent tout un écosystème économique. Citons notamment le cas des boissons énergétiques qui, depuis déjà quelques décennies sont très populaires.

Elles contiennent de la caféine qui stimule notre activité cérébrale et est responsable de la production de la dopamine (hormone du plaisir), ce qui atténue le sentiment de fatigue. Cependant, les boissons énergétiques, surtout consommées par les jeunes, peuvent causer de sérieux problèmes de santé. A long terme, elles influencent naturellement notre pression artérielle et notre rythme cardiaque et à court terme, elles causent anxiété et nervosité.

L'Homme essaye donc de surmonter le sommeil et ce, à tout prix, créant ainsi un besoin d'achat de produits minimisant le temps de sommeil.

Certaines actions humaines vont plus loin encore dans les extrêmes, comme dans le cas des overdoses de Fentanyl aux Etats-Unis. D'après un article publié en 2012 par le *United States Census Bureau*, ces dernières années, le nombre de personnes occupant un double emploi a fortement augmenté ces dernières années.

Le fentanyl permettant de diminuer la douleur, nous pouvons supposer qu'il est utilisé pour réduire la douleur et les symptômes physiques causés par le manque du sommeil afin de per-

L'AUTEUR

Masza Wawszczyk

International Bachelor in
Psychology, Erasmus Univer-
sity, Rotterdam.



mettre l'exercice du double emploi. Une corrélation entre ces données semble donc exister. D'après un article publié par USA Facts, entre 2019 et 2020, les overdoses liées à ces drogues ont doublé pour arriver à un résultat de 73654 morts par an.

Le sommeil qui était auparavant une action qui impliquait une réflexion, est devenu un pur mécanisme. L'intérêt de chercher à se comprendre, d'analyser nos rêves, de se connecter à Dieu a disparu. Notre rythme naturel a évolué en fonction.

L'admiration des temps jadis pour ce temps consacré à rester immobiles et à voyager dans l'inconscient se transforme en mépris global causé par le rythme effréné de notre société. On peut désormais comparer le rapport de l'homme au sommeil à la recharge d'un objet électronique : on dort le minimum pour fonctionner, on se "recharge" avec des power naps ou des stimulants.

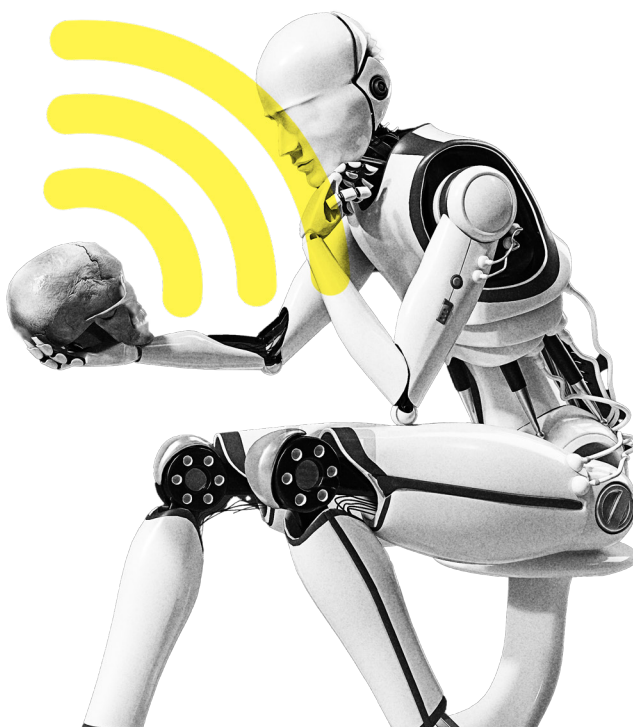
Il n'est donc pas étonnant que d'après *American Academy of Sleep*, 40% des Américains (donc presque la moitié de la population du pays) souffrent d'insomnie. Ce ne sont les données que d'un des 195 pays du monde reconnus par l'ONU. Les insomnies sont un premier pas qui mène directement à la dépression, en provoquant ensuite des troubles mentaux plus sévères.



ÊTRE VERS LA MORT & L'IA COMME EXEMPLE

L'ÉMERGENCE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE AVEC CHATGPT NOUS FAIT VIVRE L'EXPÉRIENCE DE LA MORT HEIDEGGERIENNE EN PROVOQUANT L'EFFONDREMENT DU MONDE DE SENS AUQUEL NOUS ÉTIIONS HABITUÉS. FACE À CE BOULEVERSEMENT, DEUX ALTERNATIVES S'OUVRENT À NOUS : LE DÉNI ESCAPISTE OU BIEN LE COURAGE D'AFFRONTER L'INCERTITUDE.

Par
Tianyao Yun



UNE CONCEPTION CLICHÉE DE « ÊTRE VERS LA MORT »

Être vers la mort est un concept emblématique de Heidegger. Durant ma licence, je l'entendais souvent évoqué, teinté tantôt de mystère, tantôt d'aversion, par mes pairs en faculté de lettres. L'impact émotionnel de cette expression, ainsi que des passages sur l'angoisse, la mort et l'authenticité dans Être et Temps, est indéniable. Cependant, lorsqu'il utilise des termes qui semblent emprunts de littérature ou de poésie à première vue, ils ont, en réalité, une acuité stricte. Heidegger se démarque par sa volonté de s'affranchir de la métaphysique traditionnelle, s'appuyant sur l'expérience et l'élaboration de notions innovantes, dans le but de revigorer la philosophie au moyen d'un langage enraciné dans l'expérience de vie tangible.

**« ÊTRE-VERS-LA-MORT N'EST PAS
SIMPLEMENT VIVRE-VERS-LE-DÉCÈS ;
POUR HEIDEGGER, C'EST UNE NOTION BIEN
PLUS ESSENTIELLE, PROFONDE ET CAPITALE »**

« Sein-zum-Tode » (être-vers-la-mort) est l'un de ces concepts. Quiconque a lu la section consacrée à la mort dans Être et Temps ne pourra oublier la distinction fondamentale faite par Heidegger entre « das Ableben » (le décès) et « der Tod » (la mort). Pour lui, ces deux termes recouvrent des réalités différentes, et cette différence est essentielle pour saisir ce qu'il entend par « être-vers-la-mort ». Il est regrettable de constater qu'en dehors du milieu académique, les philosophies existentielles sont souvent simplifiées à l'excès, conduisant à des malentendus graves. Dans le cas de « être-vers-la-mort », méconnaître la différence entre « mort » et « décès » telle que conceptualisée par Heidegger risque de fausser son propos, voire de lui faire dire l'opposé de ce qu'il signifiait. Un exemple typique de ce genre d'interprétation est une vidéo produite par un philosophe professionnel, où l'on affirme que « Être-vers-la-mort, c'est prendre soudainement conscience de sa propre mortalité et, une fois que l'on réalise que l'on va mourir, on commence à réfléchir sur la manière dont on devrait vraiment vivre le temps restant ». Or, cette interprétation s'apparente plutôt à la notion de « décès » selon Heidegger.

Qu'est-ce donc que le décès ? On peut le voir comme une cessation biologique de la vie, mais ce n'est pas seulement cela. Imaginons une existence purement spirituelle, sans corps, dans un monde numérique — une sorte d'algorithme conscient. Si cette conscience s'éteint à jamais, cette fin définitive de la conscience, où le monde ne vous concerne plus, où vous ne pouvez plus expérimenter ou être conscient de vous-même, équivaut à ce que l'on entend habituellement par « mourir ».

Être-vers-la-mort n'est pas simplement vivre-vers-le-décès ; pour Heidegger, c'est une notion bien plus essentielle, profonde et capitale. Alors, que signifie exactement la « mort » selon Heidegger ?

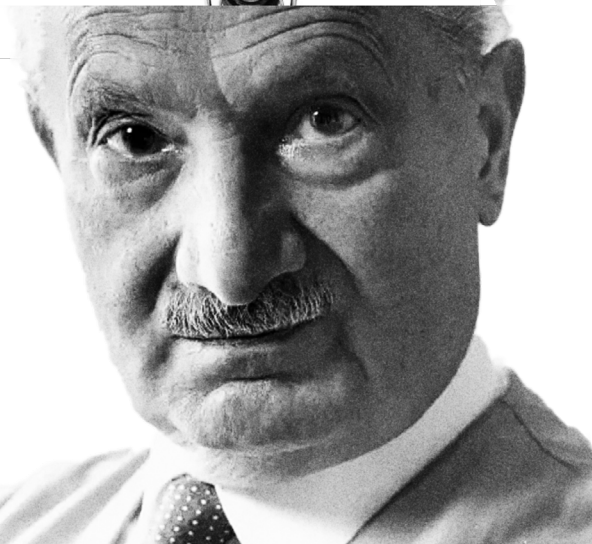
La mort : L'effondrement du monde.

LA MORT

L'EFFONDREMENT DU MONDE

Dans Être et Temps, deux phrases saillantes abordent le concept de la « mort ». La première affirme que « la mort comme fin du Dasein est la possibilité la plus propre, absolue, certaine et comme telle indéterminée, indépassable du Dasein » (pp. 258-259). La seconde phrase énonce que la mort, considérée comme une possibilité, est la « possibilité de l'impossibilité de l'existence en général » (p. 262). La première de ces assertions ne nous livre pas réellement une définition de la « mort ». Bien qu'évoquant la mort comme la « fin » de cette existence (notion que nous pourrions temporairement lier à l'expérience d'un sujet, même si Heidegger use avec prudence du concept de « sujet »), il est précisé par ailleurs que cette fin n'est pas synonyme de mort au sens habituel du terme (c'est-à-dire le décès). Ainsi, la signification de la « fin » ici, si elle n'équivaut pas à la cessation totale de la vie ou de la conscience, reste floue. Au lieu de fournir une définition de la « mort », le passage paraît plutôt décrire sa nature. C'est comme si on me disait qu'un « mao » a un beau miaulement, qu'il est doux au toucher et qu'il me rend souvent heureux; sans savoir que « mao » en chinois signifie « chat » : ces informations n'élucident pas l'essence de l'animal. De même, caractériser la « mort » comme étant la possibilité la plus propre, non relationnelle, certaine, etc., ne nous aide pas vraiment à saisir sa véritable signification. Par exemple, l'argent que j'ai investi en bourse est également non relationnel — il est bloqué et je ne peux ni le retirer ni l'utiliser. Je sais qu'il existe, mais son augmentation ou sa diminution reste très incertaine. Je ne peux pas le surmonter, il me préoccupe sans cesse; cependant, au fond, je sais que c'est mon argent.

En synthèse, la première citation ne nous offre pas une définition explicite de la « mort ». Toutefois, elle nous révèle une chose cruciale : la mort est une « possibilité ». Mais quelle nature de possibilité la mort représente-t-elle ? La seconde assertion nous éclaire : la mort est la « possibilité de l'impossibilité de l'existence en général » (p. 262). Voilà la définition heideggérienne de la mort. La première interrogation qui se pose est celle de la signification de « possibilité » dans le contexte d'Être et Temps. Ce concept, qui joue un rôle central et qui se trouve également au cœur de la phénoménologie husserlienne, exige une explication détaillée que nous ne pouvons entièrement aborder ici. En substance, la « possibilité » peut être interprétée comme la visée de nos actions, quelque chose que l'on n'a pas encore réalisé mais que l'on espère atteindre par nos actes, une anticipation de l'avenir. En termes techniques, cela désigne une « possibilité pratique ». Parfois Heidegger utilise l'expression « pouvoir-être » (Seinkönnen) pour transmettre un sens similaire. La connotation pratique du terme « pouvoir » est forte, renvoyant aux capacités d'un sujet à effectuer des réalisations. Il est important de préciser que Heidegger pourrait contester chacun des termes que j'utilise ici pour interpréter sa pensée, mais je crois que c'est la façon la plus simple de l'exprimer. Par exemple, un « objectif » est souvent associé à un projet et implique généralement l'objet d'une action réfléchie. Cependant, la « possibilité » chez Heidegger n'est pas limitée à cela : même nos réactions instinctives sont liées à une « possibilité », à un objectif. L'existence selon Heidegger n'est pas nécessairement rationnelle : la « possibilité » ne se réalise pas uniquement à travers l'action, mais inclut également les activités basiques telles que manger, boire, déféquer, uriner, tout comme la compréhension fait également partie des possibilités. Quelle que soit la nature de la possibilité, elle renvoie à ce que le Dasein (terme heideggérien pour désigner l'être humain dans son être-au-monde), le sujet, ou moi-même, peut réaliser, ou du moins prévoir de pouvoir réaliser : je peux manger, je peux comprendre, et je peux aussi « mourir » (nous reviendrons sur ce dernier point plus tard).



Un aspect crucial de la pensée heideggerienne est que toutes les choses prennent sens en fonction des possibilités qui s'articulent autour d'un objectif réalisable et que nous aspirons à atteindre. L'exemple le plus fameux donné par Heidegger est celui du marteau. Prenons cependant un exemple plus familier à nous, celui de la souris d'ordinateur. La souris acquiert toute son importance dans la mesure où elle est inséparable de nos actions et de nos aspirations vers un certain but. Une forme définie, grise et dure n'est pas en soi une souris. Elle le devient en lien avec l'ordinateur et toutes les opérations possibles que nous pouvons y effectuer — cliquer, double-cliquer, faire glisser. Cependant, nous utilisons rarement la souris uniquement pour le plaisir de cliquer ou de faire glisser. Elle prend réellement sens lorsqu'elle nous permet d'accomplir des tâches plus précises et complexes, telles que rédiger un article. Par exemple, si vous devez remettre un devoir pour un cours et que l'enseignant vous a demandé d'écrire un essai, après avoir procrastiné pendant quelque temps, vous vous asseyez finalement devant l'ordinateur. Vous l'allumez, prenez la souris, mais pas seulement pour cliquer ou observer le curseur se déplacer sur l'écran. Vous l'utilisez pour ouvrir Word ou un navigateur afin de rechercher des informations. L'acte d'ouvrir Word vise à écrire et écrire, à son tour, sert à rendre le devoir. La souris prend alors sens uniquement à travers ce réseau d'objectifs. Il en va de même pour le clavier, l'écran, Internet : tous ces éléments trouvent leur signification dans un entrelacement d'intentions. Pour Heidegger, ces objets qui acquièrent du sens à travers nos actions constituent le monde dans lequel nous vivons. Le monde est un monde de signification, qui se structure et se déchiffre en fonction de nos désirs et de nos actes intentionnels.

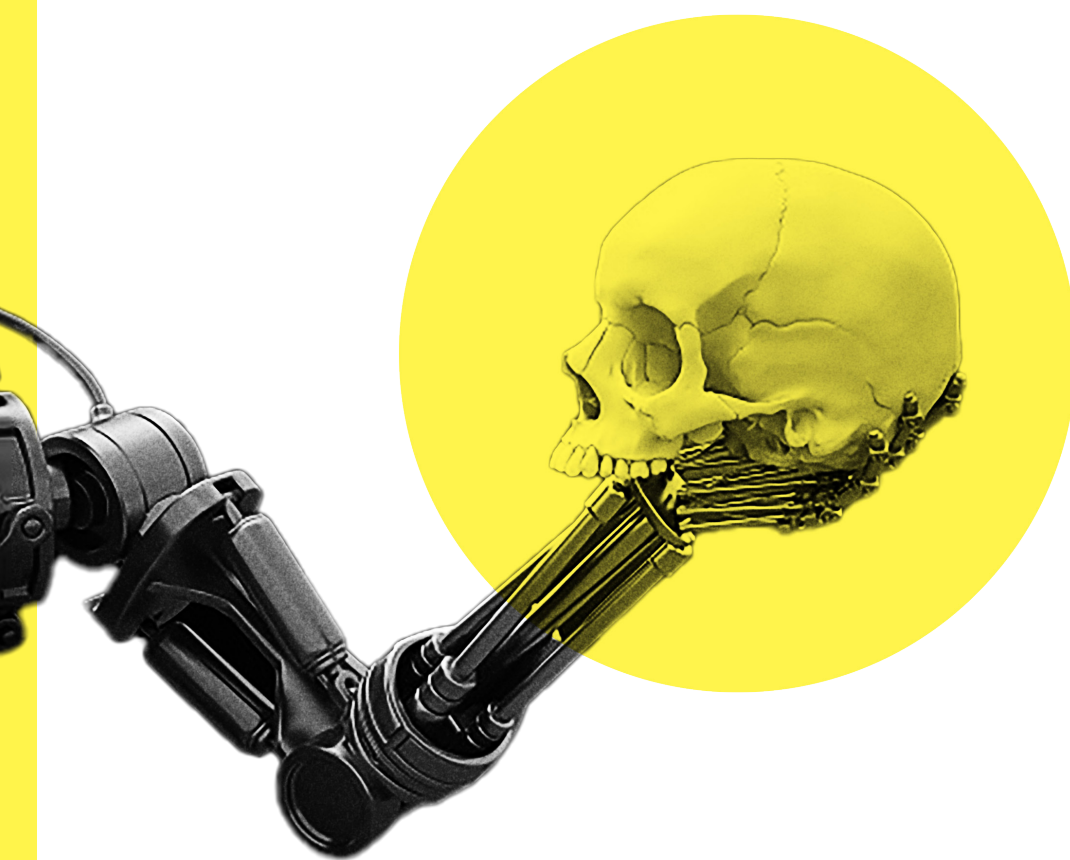
**« LA MORT EST L'EFFONDREMENT DU SENS,
ET UN TEL EFFONDREMENT POURRAIT SE PRODUIRE
À TOUT MOMENT »**

ILLUSTRER LA MORT HEIDEGGÉRIENNE À TRAVERS L'IMPACT DE L'IA

Nous saisissons maintenant la signification la plus répandue du terme « possibilité » tel que l'envisage Heidegger. Quelle est sa relation avec la mort ? Souvenez-vous, Heidegger affirme que « la mort est la possibilité de l'impossibilité d'exister ». L'« impossibilité » dans l'expression « l'impossibilité d'exister » renvoie à l'absence de la possibilité même de sens. Formulé de manière plus poétique, cela reviendrait à parler de « l'effondrement du monde ». L'impossibilité constitue le contraire de la possibilité. Si la possibilité concerne des objectifs et le réseau d'intentions qui les environne, l'impossibilité signifie alors l'absence de buts, l'absence de réseau d'intentions. Dès lors, il n'y a pas de sens. Autrement décrit, l'effondrement du monde est l'effondrement global du sens. C'est cela, la mort selon Heidegger.

Dans quelles circonstances éprouvons-nous cet effondrement du monde ? Selon Heidegger, cela pourrait survenir à tout instant. Nous pourrions le ressentir à tout moment sous la forme d'une émotion qu'il nomme « angoisse » (Angst en allemand). Cette angoisse se manifeste quand on perçoit que les fondements du sens de notre existence sont vacillants, entraînant une inquiétude profonde et de la perturbation, à l'idée que tous les objectifs qui sous-tendent notre vie – notre routine quotidienne, notre éducation, notre travail, nos relations sociales – pourraient s'écrouler subitement. En parlant de la mort comme d'une possibilité, Heidegger fait d'abord allusion à cette acception : la mort est l'effondrement du sens, et un tel effondrement pourrait se produire à tout moment. Notons ici que nous employons le mot « possible » dans une acception différente : il ne s'agit pas d'affirmer que je peux provoquer un effondrement du monde de sens, mais plutôt que cet effondrement est constamment probable, que je vis avec la conscience persistante que le monde de sens pourrait imploser à l'improviste.

Cette sensation d'incertitude quant à la signification est une émotion très caractéristique de la modernité. Nombreuses sont les causes sociales et politiques à l'origine de cette émotion, mais un facteur particulièrement prégnant, voire central, est la technologie moderne. (Heidegger fut l'un des premiers penseurs à reconnaître l'influence considérable de la technologie sur le mode de vie contemporain, avec ses aspects tant négatifs que positifs.)



L'EFFONDREMENT DU MONDE DEVANT L'IA

R écemment, j'ai éprouvé une profonde perturbation face à l'émergence d'outils d'intelligence artificielle tels que ChatGPT. Cette anxiété peut être considérée comme une forme de l'« Angst » (l'angoisse) heideggérienne, autrement dit, une expérience de ce qu'il nomme « la mort ». ChatGPT m'a révélé ceci : « L'évolution accélérée de la technologie de l'IA nous confronte à nos propres limitations et à la possibilité de perdre notre statut privilégié dans le monde. L'une des sources de cette anxiété réside dans la crainte de devenir obsolète ou substituable. Avec l'amélioration continue des systèmes d'IA, ceux-ci sont de plus en plus capables d'accomplir des tâches jadis exclusivement humaines, telle la création artistique, la composition musicale ou encore la résolution de problèmes complexes. Cette incursion dans ce qui était perçu comme un domaine essentiellement humain peut susciter un sentiment de déracinement existentiel, à mesure que les individus se trouvent confrontés à l'idée que leurs compétences et réalisations pourraient ne plus détenir une singularité propre. »

C'est bien formulé, cependant ceci paraît quelque peu superficiel. Qu'entend-on exactement par « sentiment de déplacement exist²³ tentiel » ? Imaginez-vous ceci : vous

vous éveillez le matin, vous vous dirigez vers la bibliothèque ou votre bureau, vous allumez votre ordinateur. L'écran s'illumine, vous regardez le fond d'écran, et là, vous vous sentez soudain perdu. Selon votre routine habituelle, vous devriez ouvrir certaines notes que vous avez sauvegardées et un document Word vierge, puis élaborer un plan à partir de ces notes avant de rédiger. Mais l'évidence vous frappe soudain : l'IA pourrait vous assister dans cette tâche. Si vous lui fournissez les notes, elle est capable de générer un plan, puis un article, et après quelques retouches, le résultat pourrait être aussi bon, sinon meilleur, que ce que vous auriez écrit de votre propre main. Vous voilà déchiré, incertain de savoir s'il convient de modifier vos méthodes de travail, ce qui engendre une source d'anxiété palpable.

Au cœur de cette hésitation, vous éprouvez un sentiment d'aliénation et de dissociation, car le sens de l'ordinateur qui se trouve devant vous est en transformation. La façon dont vous interagissez avec celui-ci est amenée à évoluer : plutôt que d'ouvrir des notes, de lire, de méditer, de concevoir un plan et de rédiger, vous fournissez des notes à l'IA, lui permettez d'élaborer un plan et un article, puis vous examinez le texte produit et proposez des ajustements. Tandis que vous hésitez à opérer ce changement, vous vous situez au beau milieu d'une mutation de sens, où l'expérience n'est pas encore celle d'un effondrement total de la signification. Cependant, lorsque vous rassemblez finalement le courage de recourir à l'IA pour vous assister dans la rédaction et que vous lancez une application telle que Notion AI ou une autre, vous vous sentez soudain désorienté à nouveau, mais cette fois-ci, avec une panique intense. Vous réalisez que vous pourriez tricher. L'écriture, autrefois vue comme l'apanage exclusif de l'être humain, une transposition directe de la pensée humaine en mots sur un écran ou un papier, semble désormais pouvoir être l'œuvre d'une intelligence artificielle.

Et cela ne s'arrête pas là. Si cela s'y arrêtrait, vous seriez simplement confronté à un dilemme moral supplémentaire : « Est-il moralement répréhensible d'envisager de faire cela ? » Mais la situation est plus complexe, car vous considérez également l'IA comme un outil à votre disposition. L'utilisation de papier, d'un stylo, d'un ordinateur, d'un clavier pour écrire n'est certainement pas assimilée à de la tricherie, puisque ce sont vos outils, vous les utilisez à cette fin. Alors, en quoi l'utilisation de l'IA serait-elle différente ? Vous vous retrouvez submergé par un mélange de profonde confusion et de crainte. Vous êtes terrifié parce que

**« FACE À LA MORT, À L'EFFONDREMENT DE NOTRE
MONDE ET DE SA COHÉRENCE, NOUS PRENONS
PLEINEMENT CONSCIENCE DE NOTRE EXISTENCE. »**

toute votre structure de signification s'effondre. Il ne vous est plus possible de réfléchir sérieusement à la technologie de l'IA et à la signification de son utilisation pour vous assister dans l'écriture. L'IA semble être un outil, donc l'utiliser pour écrire ne serait pas tricher. Elle semble aussi l'agent principal de l'écriture, ce qui vous amène à penser que cela pourrait être considéré comme de la tricherie.

L'impact de la technologie de l'IA sur notre monde de signification ne se limite pas à cet aspect que je viens d'évoquer. Autrefois, l'écriture était perçue comme un acte créatif intrinsèquement humain, marquant un certain accomplissement. Il est fort possible que dans un futur proche, l'IA se substituera à cette action et qu'elle ne sera dès lors plus considérée comme une réalisation propre à l'homme — c'est précisément ce que ChatGPT nous a suggéré plus tôt. S'installer à un bureau — allumer un ordinateur — ouvrir Word — écrire — créer, cette chaîne de sens se trouve brisée. Quand vous suivez la routine habituelle de vous installer devant l'ordinateur et de le mettre en marche, vous ressentez un sentiment de perte, un vide intérieur. Les objets qui vous entourent ne sont plus touchés ni manipulés par vous de manière significative ; ils se tiennent là, silencieusement, ils ont perdu leur essence. Vous contemplez l'ordinateur, l'écran, la souris, le clavier et vous ne savez plus ce qu'ils sont. Ce ne sont plus des objets familiers que vous comprenez, ils sont devenus des entités étranges et absurdes. La crainte de voir s'éroder votre humanité et votre singularité vous envahit, mais vous ne savez comment renouer avec ces objets, comment leur redonner du sens. Vous êtes égaré, perdu dans un univers où le sens s'est effrité.

ÊTRE VERS LA MORT

Nous saisissons à présent la signification de « la mort ». Qu'en est-il donc de l'idée de « être vers la mort » ? Approfondissons cette réflexion. La mort correspond à un effondrement total des buts et des significations. Qu'y a-t-il après ? Le néant. Cet effondrement du monde, pour nous, équivaut à une absence totale d'expérience, à la disparition de toute signification qu'une expérience pourrait avoir, et à la réduction du Moi à son essence la plus dénudée, au cœur de ce néant. Pour Heidegger, vivre une telle expérience extrême est essentiel : c'est dans ce contexte que le Dasein — nous-même — prend véritablement conscience de sa nature, comprend son essence et saisit sa connexion au monde de significations. En termes simples, il s'agit de la reconnaissance de notre condition d'être libre — je ne m'attarderai pas ici sur la complexité de cette notion. Notre thème central demeure « la mort ». Heidegger dit que être vers la mort, c'est envisager la mort comme une possibilité tangible. Il se réfère ici à la notion première de « possibilité » comme potentiel pratique. Adopter une démarche proactive envers la mort ; éprouver la mort comme une possibilité authentique signifie refuser de détourner le regard de l'absence de signification.

Reprenons l'exemple évoqué précédemment : installé à votre bureau, vous observez votre ordinateur, votre clavier, votre souris, mais quelque chose vous paraît étrangement aliéné. Les objets qui vous entourent semblent s'être dénudés de leur sens habituel. Soudain démunni, vous constatez que le socle de sens qui soutenait votre action d'écriture n'est plus. C'est dans cet instant de désarroi profond que vous acquérez une lucidité aiguë : peu importe la manière dont votre monde se retrouvera un sens dans le futur, ce sens sera indissociable de vous-même, un sens que vous forgerez de manière active et que vous incarnerez à travers vos actes. La question du relativisme ou du subjectivisme axiologique est à mettre de côté en cet instant, l'élément crucial à retenir est que confrontés au vide de sens, nous touchons du doigt une responsabilité souvent occultée au quotidien. Nous prenons conscience de l'implication personnelle qu'exigent nos actions ainsi que la construction de sens qui émane de nos choix, nos désirs et nos aspirations. Cette responsabilité est incontournable : face à la mort, à l'effondrement de notre monde et de sa cohérence, nous prenons pleinement conscience de notre existence. Nous comprenons que chaque pas que nous effectuons, chaque action et décision que nous prenons, relève de notre propre initiative. C'est ainsi que nous saisissons à la fois notre liberté et notre responsabilité.

Bien que cette perspective puisse sembler attrayante, elle est également source d'inquiétude. Un aspect de notre essence humaine redoute la prise de responsabilité ; nous résistons instinctivement à l'exercice de notre liberté. Loin de vouloir piloter notre propre vie, nous préférons souvent laisser les décisions entre les mains d'autrui. Reconsidérons l'exemple mentionné. Avec l'arrivée de ChatGPT, qui pourrait bouleverser vos méthodes de travail et altérer votre conception de l'existence, l'anxiété et la peur vous envahissent — vous cherchez désespérément une certitude. Vous commencez à douter de l'ampleur réelle de ChatGPT. Vous épluchez les réseaux sociaux, consultez YouTube à la recherche d'échos similaires à votre scepticisme. Vous remarquez que bien que peu répandue, cette idée trouve écho auprès de certains. Des commentateurs moqueurs suggèrent, par exemple, que ceux qui comptent sur l'intelligence artificielle pour la lecture et l'analyse de contenu dans ses recherches scientifique devraient envisager une reconversion professionnelle. Malgré leur caractère marginal, ces opinions vous interpellent ; les algorithmes vous conduisent vers une profusion d'opinions semblables, vous procurant une étrange sensation de confort. Cela dit, il est possible que vous constatiez rapidement que ces avis sont minoritaires et que le consensus général se porte sur le caractère novateur de l'IA. Vous voyez ensuite sur les médias sociaux des pessimistes prédire que l'IA remplacera de nombreux postes humains. Ces perspectives aggravent votre pessimisme, et vous vous

L'AUTEUR

Tianyao YUN

(ENS de Lyon ; ECNU)
est doctorant à l'Ecole
Normale Supérieure de Lyon
(ENS de Lyon) ainsi qu'à
l'Université normale de l'Est
de la Chine (East China
Normal University, ECNU) à
Shanghai.

Il conduit ses recherches
dans le domaines de la
phénoménologie, de la phi-
losophie de l'action, de la
philosophie du sens de la
vie/dans la vie, de la phi-
losophie chinoise et de la
philosophie comparée.

tianyao.yun@outlook.com

retrouvez pris au piège d'une consommation compulsive de telles informations, que l'on qualifie de « doomscrolling ». Cette pratique irrépressible vient du fait que ces contenus, bien que déprimants, vous procurent un semblant de certitude — une certitude pessimiste — face à une réalité déconcertante et vous confèrent un sentiment de contrôle. Ce n'est pas tant la question de la révolution de l'IA ou de son potentiel de substitution qui est en jeu ici, mais plutôt votre fuite, consciente, de la responsabilité inhérente au choix, votre tendance à vous en remettre à l'opinion collective.

À l'opposé de cette tendance à l'escapisme, embrasser l'existence vers la mort implique de braver l'effondrement du monde de significations, d'affronter les abysses de l'incertitude — et ensuite ? Il s'agit ensuite d'engendrer du sens, de prendre des décisions conscientes. Mais quelle est l'essence de cette genèse de sens ? Est-ce à dire que nous devons simplement nous accrocher à une occupation quelconque, forgeant arbitrairement du sens à partir du vide ? Cette interrogation excède les limites du présent article.

* * *

N'étant pas de langue maternelle française, je n'ai pu rédiger cet article qu'avec le soutien de ChatGPT, qui m'a aidé à traduire et à améliorer l'article écrit à l'origine en chinois, afin de ne pas trop exposer mon piètre niveau de français.



DE LA MILITARISATION À LA RÉIFICATION URBAINE.

Entretien avec Stephen Graham

DANS LE CONTEXTE NÉO-LIBÉRAL DES ANNÉES 2000, LE MORCELLEMENT DES VILLES EN ENCLAVES A PERMIS L'ÉMERGENCE D'UN NOUVEAU TYPE D'URBANISME INSTAURANT DE PLUS EN PLUS UN RAPPORT MILITARISÉ VIS-À-VIS DES POPULATIONS. PRÈS DE VINGT ANS PLUS TARD, LE VASTE PANEL DE NORMES ET DE TECHNIQUES QUI A ACCOMPAGNÉ SON ÉMERGENCE S'EST ÉTOFFÉ SUITE À L'IMPACT DE LA CRISE DU COVID, MÊME SI LA PERSPECTIVE DES CRISES LIÉES AU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ET L'INCERTITUDE GÉOPOLITIQUE CONSTANTE PEUVENT ABOUTIR À UNE REMISE EN CAUSE DU PROCESSUS.



GAUTHIER GRASLIN

Bonjour Monsieur Graham et merci de répondre à nos questions.

Pour la première partie de notre entretien, j'aimerais revenir sur le contexte dans lequel s'inscrit le nouvel urbanisme militaire que vous décrivez dans votre livre *Cities Under Siege: The New Military Urbanism*. En effet, ce dernier date du début de notre siècle, et depuis bien des événements sont advenus : aussi un petit retour en arrière est-il nécessaire.

Avant même de travailler sur ce nouvel urbanisme militaire, vous aviez publié un livre au sujet de « l'urbanisme fractionnant » (*splintering urbanism*) et sur la manière dont le néolibéralisme modifiait le tissu urbain, et détruisait le plan en damier, la « grille » (*grid*), pour une approche plus fragmentée.

« DIRIEZ-VOUS QUE CET URBANISME ÉCLATÉ A PAVÉ LA VOIE DU NOUVEL URBANISME MILITAIRE, QU'IL N'A PRÉCÉDÉ QUE D'UNE DÉCENNIE ? »

STEPHEN GRAHAM

Je dirais qu'ils sont étroitement liés. En effet, les processus que nous avons analysés dans *Splintering urbanism* consistaient en la création d'enclaves dans la ville, sûres et privilégiées, et pas seulement résidentielles : nous décrivions également aussi des enclaves dédiées au loisir, des enclaves commerciales, des enclaves d'infrastructures comme les aéroports, etc. Cet ouvrage présentait la transformation des villes en archipels. Evidemment, cette tendance se matérialisait différemment selon les lieux, et de manière plus ou moins marquée.

Dans ce contexte d'urbanisme fractionnant, la sécurité devient une obsession majeure, autour notamment du contrôle des entrées dans l'enclave. De plus, les inégalités entre les enclaves ne cessent d'augmenter – par exemple entre une *gated community* et son environnement immédiat.

Cet aspect nous introduit d'ores et déjà à la question de nouvel urbanisme militaire, qui est focalisé sur la question de la peur de l'extérieur, de la peur du reste de la ville, de la peur des individus qui sont condamnés à être « les autres » et qui sont voués à être vus comme menaçants – sur fond souvent de discours très racialisés.

Ces deux processus se recoupent donc à plus d'un titre dans de nombreuses pratiques sécuritaires aux limites des enclaves, et en particulier des districts financiers – comme celui de Londres, dont les frontières sont désormais bardées de caméras, de murs et de portes surveillées.

GAUTHIER GRASLIN

Diriez-vous qu'il s'agit de deux aspects d'un capitalisme de la destruction ?

En effet nous voyons qu'actuellement le capitalisme n'est plus capable de créer de la richesse en même temps qu'il construit un cadre fort – comme il l'avait par exemple fait dans les années 1960 avec le *Great Urbanism*. Peut-on dire que la destruction des communautés civiques et la généralisation de la peur sont devenues des marqueurs forts de ce capitalisme de la destruction, ou ne s'agit-il que de conséquences secondaires et non systémiques ?

« QUESTION DE NOUVEL URBANISME MILITAIRE, QUI EST FOCALISÉ SUR LA QUESTION DE LA PEUR DE L'EXTÉRIEUR, DE LA PEUR DU RESTE DE LA VILLE, DE LA PEUR DES INDIVIDUS QUI SONT CONDAMNÉS À ÊTRE 'LES AUTRES' ET QUI SONT VOUÉS À ÊTRE VUS COMME MENAÇANTS – SUR FOND SOUVENT DE DISCOURS TRÈS RACIALISÉS. »

STEPHEN GRAHAM

Il est difficile de généraliser.

Je pense que le capitalisme repose intrinsèquement sur la destruction créatrice. A chaque époque, il hérite de paysages ruraux et urbains construits dans des phases capitalistes précédentes et les redéveloppe violemment et de manière très inégale. Ce qui marque la période actuelle est précisément le niveau extrême de ces inégalités de développement entre ceux qui vivent à l'intérieur de ces bulles de richesses que sont les enclaves et ceux qui vivent en-dehors d'elles. On peut dire que ce processus est destructeur, mais il est en même temps créateur puisqu'il construit un archipel de paysages de haut prestige, avec des espaces très désirables et très valorisés économiquement. Ces enclaves peuvent d'ailleurs être des enclaves touristiques attirant des visiteurs extérieurs : on parle de « tourisme de garnison » dans certaines parties du monde. De telles enclaves sont liées entre elles par toutes sortes de connexions et de flux – d'argent, de personnes, de communications, de commerce. Il y a ainsi une grande créativité, avec la naissance de nouvelles géographies, de liens qui unissent ces enclaves en archipels.

Ce processus est bien, à la fois, destructeur et créateur : il modifie profondément la géographie du capitalisme mais aussi les sociologies, les cultures, les identités, etc. C'est un processus très complexe.

GAUTHIER GRASLIN

Je suis frappé par la manière dont le processus a changé de forme. Dans votre livre vous parlez des néo-conservateurs et de l'idée qu'il faut se protéger de l'étranger, ainsi que de tout leur arrière-fond orientaliste. Le néo-conservatisme s'est, d'une certaine manière, évanoui avec la fin de l'ère George W. Bush : cependant le nouvel urbanisme militaire, lui, est toujours là.

Comment les choses ont-elles pu se passer de cette manière ?

STEPHEN GRAHAM

Vous avez raison : durant l'ère Bush le centre de l'attention était la « guerre contre la Terreur » lancée après le 11 septembre, et renforcée par les guerres impériales menées en Afghanistan et en Irak. Dans ce cadre, l'idée de protéger le pays, de la sécurité intérieure (*Homeland Security*) était elle aussi centrale : ces deux aspects sont les deux faces – externe et interne – du projet du nouvel urbanisme militaire, que je décris comme se focalisant sur la question de l'Autre. En l'occurrence, vous aviez d'une part l'image de l'Arabe, du terroriste islamiste caché en Afghanistan ou en Irak et qui pouvait être chassé là-bas, et d'autre part vous aviez l'ennemi intérieur, dont la définition était elle aussi empreinte de racialisation et d'orientalisme – dans le sens où elle reposait sur les vieux clichés occidentaux sur le Moyen Orient, la culture arabe, l'islam, etc.

Il est vrai que tout cela a été réorganisé et réorienté, et je ne pense pas que cela soit uniquement parce que nous avons officiellement mis fin à la « guerre contre la Terreur », que nous avons été battus en Afghanistan, etc. Je pense qu'il y a eu un basculement vers la droite populiste, avec Donald Trump mais aussi au Royaume-Uni et, dans une certaine mesure, en France, en Italie, en Hongrie, en Pologne ou dans bien d'autres pays encore. C'est ce nouveau discours de peur que nous avons désormais, élevé au niveau supérieur de la menace existentielle que représenteraient les migrations – et je sais que c'est un point vous intéresse votre revue. Le discours de l'Autre menaçant, racialisé, pensé comme un terroriste, un trafiquant de drogue, un cybercriminel, etc., est de plus en plus mobilisé par la droite populiste qui connaît actuellement une poussée dans le monde entier.

Aux Etats-Unis, et même si Joseph Biden l'a emporté lors des dernières élections présidentielles, on voit que



se renforce le discours racialisé orienté contre les non-Blancs qui menaceraient le noyau ethno-national ainsi que l'Etat par le changement démographique et culturel. En France, la Droite est en train de d'adopter un discours semblable sur la menace existentielle que l'immigration ferait peser sur le projet chrétien, blanc, nationaliste... Certes le racisme est parfois subtil, mais ces discours reposent toujours en dernière analyse sur les mêmes bases et dénotent ainsi l'aspect profondément raciste de leur projet. Ces bases sont les mêmes que celles de la « guerre contre la Terreur ». Et on les retrouve en France dans les discours tenus sur les banlieues et l'immigration, ce qui se traduit par une résurgence de l'extrême-droite, avec Marine Le Pen.

GAUTHIER GRASLIN

Et Eric Zemmour, désormais.

STEPHEN GRAHAM

Oui. Le discours de la droite extrême et populiste tourne autour de la désignation d'un bouc émissaire.

GAUTHIER GRASLIN

Au sujet de cette idée de la menace existentielle, je me demande si le discours du nouvel urbanisme militaire d'il y a vingt ans n'a pas poussé la société à accepter l'inacceptable car, une fois que vous avez ciblé un groupe avec certains moyens, vous pouvez étendre ces moyens à d'autres groupes. Par exemple, lors du mouvement des Gilets Jaunes en France, le Président Macron les a qualifiés de « foule haineuse » et a justifié ainsi l'usage de la violence à leur rencontre, ce qui a choqué la société française car cette violence n'était d'ordinaire utilisée que dans les banlieues, et que désormais elle s'étendait à la population en général. Peut-être sommes-nous face à une stratégie des petits pas ?

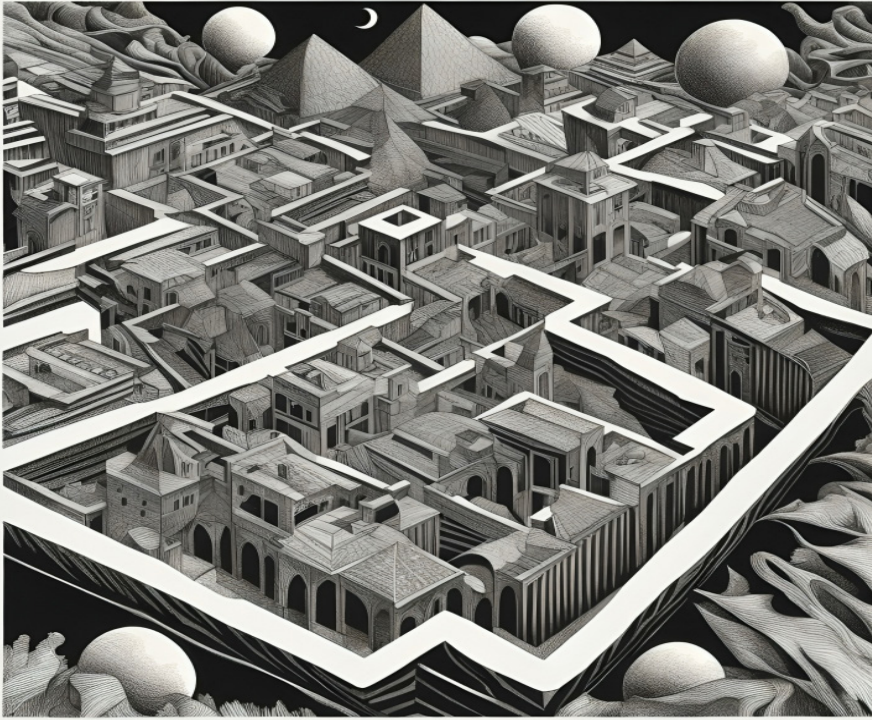
STEPHEN GRAHAM

Je suis d'accord.

La majorité des politiques issues de la « guerre contre la Terreur » étaient des mesures d'exception qui retiraient le droit au procès équitable ou à la présomption d'innocence, ce qui a directement mené à des extraditions excessives et à la torture et à la prison de Guantanamo, mais aussi à l'explosion de la violence policière sur le territoire national même.

Or, ces dispositions d'exceptions – légales ou géographiques – figurent toujours dans la législation de nombreux Etats, et elles ont été utilisées à beaucoup d'autres fins. Contre les Gilets Jaunes à Paris, mais aussi contre des activistes écologistes, des syndicalistes, des militants pour la justice sociale, etc. Pourtant, ces outils avaient été conçus pour lutter contre le terrorisme : mais ces dispositions ont muté, de façon à la fois très puissante et très insidieuse. Car qui définit ce qu'est un « terroriste » ? Or c'est un mot très puissant.

Dans un autre registre, et comme vous l'avez relevé, dès que vous commencez à parler de « hordes », de « vermine », vous animalisez, vous déshumanisez les gens dont vous parlez : ils ne sont plus des citoyens français, ils deviennent une menace contre la société civile.



GAUTHIER GRASLIN

Peut-être la grande force de l'urbanisme militaire est-elle que nous nous y accoutumons. La première fois que l'on voit une caméra l'on se dit que quelque chose ne va pas, cependant une fois que l'on en voit à chaque coin de rue, on finit par s'y faire. A ce titre la géographie est importante car elle conditionne notre vie quotidienne. Quelles seraient les principales caractéristiques de l'urbanisme militaire, d'un point de vue géographique ?

STEPHEN GRAHAM

Sa principale caractéristique est d'en avoir plusieurs : c'est un large panel de techniques et d'approches légales, géographiques et architecturales qui ont toutes pour but de redéfinir l'espace urbain des métropoles, et en particulier avec une optique militaire, c'est-à-dire basée sur les notions de menace et d'ennemi. Il se développe en particulier dans le cœur des pays avancés, mais aussi dans les zones de guerre impériale. Concernant votre remarque sur l'accoutumance, il est vrai que dans ce contexte les paysages urbains ont tendance à devenir répétitifs et donc à devenir de fait une habitude.

Mais il y a également de nombreuses personnes qui accueillent favorablement ces transformations en tant que telles, et qui n'ont rien contre le fait d'être surveillées ou de vivre dans des espaces dans lesquels les pratiques sécuritaires sont très explicites : c'est qu'elles se sentent menacées et estiment que les espaces urbains ouverts sont menaçants.

Par ailleurs, plus les populations s'habituent aux *gated communities*, à l'automobile, aux aéroports et à toutes ces expériences de points de passage contrôlés, plus les villes ouvertes deviennent une source de peur et d'anxiété. Dans des villes comme Paris, il y a un grand discours autour de la question de la sécurité des rues, de quelles parties de la ville sont sûres : ce qui ne fait que généraliser l'anxiété.

Il y a ainsi de nombreuses questions autour des normes de la culture urbaine car, si le paysage change, les normes culturelles changeront également.

GAUTHIER GRASLIN

Un changement de normes que je trouve très important est qu'auparavant il incombait à l'Etat d'assurer la sécurité dans les villes. Or, à Paris par exemple, l'installation généralisée de caméras a été réalisée en partenariat avec le secteur privé. Est-ce que la peur devient une ressource servant à créer un nouveau marché ?

STEPHEN GRAHAM

Oui, et cela fait partie du processus de l'urbanisme fractionnant dont nous avons parlé il y a vingt ans : nous en sommes désormais à un stade où les logiques de gouvernance elles-mêmes sont modifiées et où en particulier le pouvoir de l'Etat est affecté par le néolibéralisme.

En France la tradition de monopole de l'Etat sur l'espace public est certes toujours puissante, cependant on voit tout de même se multiplier les partenariats avec le secteur voire des privatisations intégrales de certains espaces.

La fragmentation de l'urbanisme crée naturellement les fondations nécessaires à la naissance d'un marché de la sécurité. Ce dernier a cru très fortement, et ce dans le monde entier : dans plusieurs pays, il y a trois ou quatre fois plus de gardes privés que de policiers étatiques. En raison de ses limites financières, la politique étatique devient une sorte de système surplombant, qui se repose de plus en plus sur des moyens technologiques et de moins en moins sur une présence humaine. Le recours à toutes sortes d'opérateurs de sécurité privée se banalise : si vous allez par exemple à Johannesburg ou Sao Paulo, vous aurez à chaque coin de rue une sécurité privée. Cette sécurité privée ne recourt pas toujours à des dispositifs de haute technologie et se limite souvent à de la surveillance oculaire, cependant il y a eu également une forte croissance de ce que l'on pourrait appeler le complexe industriel de la sécurité intérieure au cours des vingt ou trente dernières années, qui a généré un marché très lucratif pour les entreprises informatiques, biotechnologiques, pour les médias, mais aussi pour l'industrie de défense qui s'implique sans cesse davantage dans la société civile.

GAUTHIER GRASLIN

Ce qui pose un problème puisque, une fois qu'un marché existe, on ne voudra pas qu'il disparaisse car on veut en tirer profit.

STEPHEN GRAHAM

Exactement.

GAUTHIER GRASLIN

Cependant, il est évident ce système ne fonctionne pas : il ne fait que créer davantage de peur, et n'est même pas efficace contre l'insécurité. Sur la couverture de votre livre on voit un policier imposant, tout semble sous contrôle : mais on a vu plusieurs fois, et notamment pendant la pandémie du Covid, combien les villes sont fragiles et combien leurs habitants les fuient au moindre problème.

Le nouvel urbanisme militaire est-il en train d'édifier des cités d'acier ou, au contraire, des

cités de verre ?

STEPHEN GRAHAM

Effectivement, les villes sont devenues extrêmement vulnérables, et plus encore depuis la crise du Covid qui a eu un énorme impact sur les villes, et ce dans le monde entier.

Par essence, les villes ont toujours été vulnérables : aux catastrophes naturelles, aux effondrements technologiques, aux révolutions et aux transformations politiques, mais aussi aux épidémies, car au fond l'épidémie est aussi vieille que la ville. Cependant il nous faut penser ces questions dans le contexte historique présent, et notamment prendre en compte le réseau qui connecte désormais les villes et rend possible de se rendre de l'une à l'autre très rapidement – ce qui a bien sûr accéléré la pandémie. De plus, ce réseau a engendré toute une gamme de nouveaux systèmes de surveillance : les individus évaluent eux-mêmes avant de se déplacer le risque de contagion, ils disposent de passeports indiquant que leur corps a reçu le bon nombre d'injections, etc. Ainsi la pandémie mondiale prend-elle des formes très différentes de l'ancienne épidémie urbaine.

Malgré ces évolutions, nous devons garder à l'esprit que la vie urbaine a toujours un lien avec la vulnérabilité, et la question est alors de déterminer comment organiser la vie urbaine en fonction de cette vulnérabilité, et comment le faire d'une manière qui soit socialement juste et écologiquement soutenable plutôt que d'être obsédés par la marchandisation de services de sécurité très visibles. De plus, ces derniers sont le plus souvent inefficaces face aux risques concrets, tout comme l'est le processus de création d'enclaves, de fortifications, de portes de contrôle. En réalité le niveau de contrôle de l'espace urbain reste bas, car c'est un espace intrinsèquement difficile à contrôler : la présence sécuritaire est avant tout symbolique, voire théâtrale. Au fond, les *gated communities* sont-elles si imperméables que cela ? Il y a dans tous ces dispositifs quelque chose qui ressemble au jeu du chat et de la souris.

GAUTHIER GRASLIN

Oui, les *gated communities* sont payantes mais, en fin de compte, la différence est mince.

STEPHEN GRAHAM

Il s'agit avant tout d'une différence de statut : les quartiers huppés sont désormais souvent fermés car c'est devenu la norme.

GAUTHIER GRASLIN

Vous insistez sur la digitalisation des informations personnelles, en particulier après le Covid. Zygmunt Bauman avait dit que la liquidité engendrait la globalisation : afin d'être performant et de s'imposer dans les villes, et plus encore dans la globalisation en général, il faut devenir liquide. Cela ne nous rend-il pas d'autant plus vulnérables ?

STEPHEN GRAHAM

La plupart du temps, la liquidité dont parlait Bauman n'est pas mentionnée au sujet de la digitalisation. Nos vies sont désormais largement organisées en vue de laisser des traces digi-

tales, et de fait nous passons un temps considérable à enregistrer de l'information digitale, et ce que nous en soyons conscients ou non – par exemple en allant sur Internet. Nous vivons dans une sorte de capitalisme de surveillance, de capitalisme de plateforme, où nos vies sont largement organisées par des systèmes que nous ne comprenons pas vraiment. Nous pouvons comprendre l'application que nous utilisons directement sur notre tablette, mais nous ne comprenons pas ce qui se déroule dans les coulisses.

Par exemple, lorsque vous achetez un livre sur Amazon, vous n'avez aucune idée de ce qui s'enclenche et des systèmes impliqués (logistiques, financiers, productifs, etc.). Une part des vulnérabilités de nos sociétés provient justement de l'étirement des systèmes logistiques, qui les rend fragiles. Par ailleurs, nous connaissons également une hausse de l'usurpation d'identité et des cyberattaques – ces dernières devenant incroyablement dangereuses pour une société dont l'ensemble des activités transitent via des logiciels.

GAUTHIER GRASLIN

Ne pensez-vous pas qu'une réponse à cette dérive serait de se rappeler que les villes sont des lieux ? En effet le capitalisme digitalisé nous fait précisément oublier la dimension proprement spatiale.

Un exemple qui me vient à l'esprit : à Paris on a voulu digitaliser un système de location de vélos. Ce système fonctionne dans de nombreuses ville, mais à Paris il y a plusieurs collines : souvent les usagers utilisaient ces vélos pour leur trajet quotidien, mais dans un sens seulement car ce trajet était en pente, et les vélos se retrouvaient donc tous concentrés aux mêmes lieux. Bref : cela n'a pas fonctionné, tout simplement parce que nous avons oublié les principes les plus fondamentaux de la géographie.

STEPHEN GRAHAM

Dans les années 1990, il y a eu toute une rhétorique avec la croissance d'Internet, sur la façon dont nous allions tous vivre dans le cyberspace, ce qui nous dispenserait de nos corps, des villes, des transports, etc. J'ai édité en 2003 un livre qui rassemblait des textes sur ce sujet, *Cybercities Reader*, et je me souviens très bien de ces discours utopiques – ou dystopiques, d'ailleurs – sur la dématérialisation de la société et le passage à une culture digitale.

Mais je pense qu'aujourd'hui la majorité de la population se rend compte de l'importance des lieux. Les villes continuent d'exister, et beaucoup d'entre elles continuent de croître. Oui, le Covid et, avant cela, Internet ont affecté cette dynamique : mais nous n'avons abandonné ni nos corps ni les livres, et quant aux transports et à l'architecture ils ont toujours dû s'adapter et le font depuis le Covid. Même les sociétés digitales savent très bien combien les



villes sont des lieux lucratifs, et comment en particulier certaines communautés et certains lieux le sont plus encore – d'où l'importance du digital mapping. Les entreprises savent très bien qu'un service vendu dans le Marais rapportera beaucoup plus que le même service vendu sept ou dix kilomètres plus au nord.

La cartographie sociale et culturelle des villes est centrale dans la prise de décision en matière d'investissement, de marketing, de surveillance étatique, etc. Les villes sont des lieux, mais des lieux qui désormais sont organisés au moyen de technologies de digital mapping, d'une manière importante et très complexe. Ces processus sont, de plus en plus, automatisés et confiés à des logiciels, qui influent ainsi très fortement sur les inégalités digitales. Nous avons de plus en plus de nomades digitaux qui peuvent travailler en ligne depuis le monde entier, pendant que la majorité des gens restent confinés à un lieu déterminé – ce pourquoi les villes continuent de grossir, même s'il est vrai que certaines déclinent rapidement.

**« DÈS QUE VOUS COMMENCEZ À PARLER DE 'HORDES',
DE 'VERMINE', VOUS ANIMALISEZ, VOUS DÉSHUMANI-
SEZ LES GENS DONT VOUS PARLEZ : ILS NE SONT PLUS
DES CITOYENS FRANÇAIS, ILS DEVIENNENT UNE
MENACE CONTRE LA SOCIÉTÉ CIVILE. »**

GAUTHIER GRASLIN

Qu'en est-il des relations sociales ? La géographie postmoderne, par exemple avec Edward Soja, a développé l'idée selon laquelle les villes engendrent le synékisme, l'accumulation de capital social par le moyen de l'agrandissement de votre carnet d'adresses. Sans avoir directement évoqué les travaux d'E. Soja, vous critiquez cette vision ou, à tout le moins, vous invitez à la nuancer, notamment en rappelant la dimension impérialiste de l'urbanisme contemporain : pourriez-vous développer ce point ?

STEPHEN GRAHAM

En effet, *Cities Under Siege* tente de placer le débat sur les paysages urbains dans un contexte transnational dans lequel les logiques de pouvoir impérial sont encore présentes – on peut penser à ce sujet au travail de Derek Gregory sur le « présent colonial ».

Une large part de la rhétorique post-moderne tournait autour de la fin de l'histoire, de la fin des empires et de l'impérialisme, etc. Or je pense que les réalités objectives suggèrent au contraire que, dans le monde dans lequel nous vivons, la logique du pouvoir impérial est encore présente : en Ukraine actuellement, mais aussi avec le legs impérial de la « guerre contre la Terreur » en Irak ou en Afghanistan.

La question est : de quelle ville parlez-vous ? Il n'y a pas d'expérience urbaine universelle. Les villes sont configurées de manière très différente par les conflits et les frontières géopolitiques. Des villes comme Londres et Paris, par exemple, sont le cœur de vieux empires disparus, et ont radicalement changé par leur passage à une ère post-impériale, notamment par les migrations et la constitution de diasporas. Ces villes ont par conséquent un certain éventail de relations sociales, qui sera en contraste éclatant avec celui de villes comme Bagdad, Kaboul avant le retour des Talibans, Jénine ou Gaza, qui pour leur part vivent encore sous contrôle militaire colonial.

Il me semble que le mécanisme central du nouvel urbanisme militaire tient à ce que Michel Foucault avait appelé « l'effet boomerang ».

Il n'a pas beaucoup écrit sur le colonialisme et l'impérialisme, mais il a dit que lorsque des sociétés impériales créent des colonies elles y exportent évidemment leurs normes, leurs idées, leurs concepts géographiques, légaux, économiques. Il fallait cependant selon lui ajouter à cela un effet boomerang : la périphérie coloniale devient un espace d'expérimentation pour des normes, des lois et des techniques nouvelles, qui finiront par être appliquées également en métropole.

L'histoire de la surveillance technologique est très marquée par cet effet boomerang entre colonies et métropoles impériales, et c'est encore le cas aujourd'hui. Je vous donnerai cet exemple des plus marquants : lors des protestations du mouvement *Black Lives Matter* – qui ont rappelé la continuité des politiques racialisées dans les Etats-Unis d'après l'abolition de l'esclavage – certains des véhicules de police étaient non seulement de conception militaire comme c'est de plus en plus le cas, mais ils étaient encore recouvert de la peinture de camouflage prévue pour le désert, puisqu'ils avaient littéralement été ramenés d'Irak et intégrés tels quels dans la police des Etats-Unis – et en premier lieu lors des protestations de la communauté afro-américaine de Saint Louis.

GAUTHIER GRASLIN

Cela nous renvoie au XIX^{ème} siècle français que vous abordez dans votre livre, et au cours duquel la rhétorique animalisante et les techniques développées à l'occasion des conquêtes coloniales furent réutilisées lors de la répression des différents épisodes révolutionnaires.

STEPHEN GRAHAM

Sans oublier l'urbanisme.

GAUTHIER GRASLIN

En effet. Beaucoup de personnes sous-estiment combien des expériences extérieures peuvent corrompre une nation dans son cœur. Nous avons notamment connu ça avec la guerre d'Algérie.

STEPHEN GRAHAM

Tout à fait, et le poids de celle-ci peut encore être constaté de nos jours.

Pour prendre un autre exemple, l'utilisation des empreintes digitales pour identifier un individu, ou plutôt un corps humain, fut développée par l'Empire britannique pour gérer les populations de fermiers illettrés indiens. Enormément de techniques de police, de contrôle social et de bureaucratie ont été importées depuis les colonies, tout comme évidemment nombre de programmes violents de contrôle biopolitique.

GAUTHIER GRASLIN

Au Moyen Âge, il y avait un dicton français qui disait que l'air de la ville rendait libre, puisqu'à la ville on échappait au féodalisme et on devenait un être libre. Diriez-vous que les villes sont encore le lieu de la liberté ?

STEPHEN GRAHAM

Oui. Je suis très pro-urbain et, même s'il y a de nombreuses raisons de s'inquiéter et qu'elles sont inscrites profondément dans nos paysages urbains (surveillance d'Etat, surveillance commerciale, contrôle social, injustices sociales, etc.), je pense que les villes sont encore des endroits incroyablement créatifs du point de vue des changements sociaux et culturels. Elles peuvent ainsi générer de nouvelles formes d'identité ou de mobilisations sociales et communautaires, qui continueront de gagner en puissance malgré les projets de surveillance étatiques et commerciaux. Je pense que les villes ont encore un potentiel de disruption et de sape à l'encontre des nouvelles techniques répressives.

Surtout, les grandes villes sont devenues des phares d'espoir pour les migrants. Pourquoi affrontent-ils de tels dangers pour gagner Paris, Londres ou New York ? Parce qu'ils espèrent que la ville leur donnera, à eux et à leur famille, la liberté et les opportunités que la vie leur a toujours refusées. Ces perceptions sont parfois presque mythologiques, et bien trop optimistes : mais l'espérance existera toujours.

GAUTHIER GRASLIN

N'est-ce pas en réalité un vaste gâchis ? En parallèle de votre livre, j'ai lu « Social Justice and the City » de Patrick Harvey, qui décrit comment dans les années 1970 le capitalisme était en train de détruire les opportunités au centre des villes, qui à cette époque déclinaient – en tout cas aux Etats-Unis. Dans un même ordre d'idée, ne pourrait-on pas dire que l'urbanisme militaire n'est qu'un vaste gaspillage d'argent ?

STEPHEN GRAHAM

Il me semble qu'effectivement des investissements très douteux ont eu lieu, parfois très visibles et parfois non.

L'industrie de la sécurité intérieure a vendu des services basés sur un mythe, selon lequel il est possible d'avoir un contrôle parfait grâce à la technologie, une sorte de bulle d'argent, de vie parfaitement préservée du risque. Ce projet a produit un formidable gaspillage car ces systèmes sont très chers à acquérir, installer, tenir à jour et utiliser, et pourtant ils ne fournissent souvent pas le niveau de contrôle attendu. En pratique, ils posent toute une série de

problèmes d'utilisation.

La ville sans risques n'existe pas : ces foyers de possibilités ne peuvent par définition pas être exempts de dangers. Un monde plus désordonné est un monde plus créatif, y compris économiquement.

**« IL Y A EU TOUT UN PROCESSUS DE DÉ-
NIGREMENT DU DEMOS ET D'INFANTILI-
SATION DES GENS. LE CHOIX DES MOTS
DÉNOTAIT UNE SORTE DE RELATION
PARENT/ENFANT LORS DE LA CRISE. »**

Prenez ce qui est arrivé au Royaume-Uni après le Brexit. Le vote en faveur de ce dernier a été motivé par l'idée populiste de droite de reprise du contrôle, de reprise de la souveraineté britannique, et basé sur une description assez raciste des migrants. Mais l'économie britannique post-Brexit a été fortement endommagée par un déficit massif de main-d'œuvre.

Une bonne partie de ce qui est nécessaire à une ville est parfois illégal, clandestin, opéré par des gens dont on ne se rend compte de l'existence qu'une fois qu'ils ne sont plus là pour conduire les taxis, pour cuisiner, pour nettoyer les bureaux ou pour faire tourner les hôtels.

Ces populations stigmatisées sont souvent celles qui font tourner les villes. Et, assez ironiquement, elles fournissent aussi, souvent, la main-d'œuvre des industries de la sécurité.

GAUTHIER GRASLIN

Pensez-vous que l'élévation de la peur au rang de facteur politique important est seulement le fruit du vieillissement de nos sociétés, ou pensez-vous que l'organisation de l'espace, par exemple avec des patrouilles omniprésentes ou des points de contrôle à l'entrée des bâtiments, en a elle aussi été une cause ?

Qu'est-ce qui est arrivé en premier, la militarisation de l'espace ou la peur ?

STEPHEN GRAHAM

L'œuf et la poule... Une question intéressante au sujet des sociétés européennes est de savoir si, quand une communauté vieillit, elle devient de plus en plus orientée à droite, et si elle a de plus en plus peur.

Mais il y a aussi la question de la richesse, et plus précisément une troisième tendance que vous n'avez pas évoquée : celle d'une minorité riche entourée par une majorité croissante et précaire.

Il y a un changement socio-économique et géographique dans ces sociétés, dans lesquelles une minorité privilégiée a très fortement profité de la mondialisation et est devenue extrêmement riche, tandis que la majorité de la population soit s'est appauvrie comme pour la classe

moyenne, soit ne s'est absolument pas enrichie dans le cas des secteurs déjà pauvres. De plus, en parallèle, les services publics ont également été réduits. Le vieillissement démographique est important, mais il faut également remarquer cette fracturation socio-économique du paysage, qui rend la minorité aisée apeurée car elle a quelque chose à perdre et se sent une cible privilégiée – alors qu'en réalité, la majorité des crimes violents continue d'avoir lieu au sein des secteurs les plus pauvres.

Quant à savoir si l'intrusion de la sécurité dans le paysage rend les gens plus peureux, je n'en suis pas sûr. Cela a probablement un impact : la première fois que j'ai vu un policier britannique équipé d'une arme automatique, cela m'a choqué.

La police britannique a toujours été armée bien entendu, mais c'était moins visible. Désormais on voit ces armes automatiques dans les aéroports et les gares de train en raison de l'antiterrorisme. Il y a toujours un choc lorsque vous voyez pour la première fois tel ou tel système de surveillance, lorsque vous devez montrer votre passeport ou être fouillé avant de rentrer dans un bâtiment.

Mais, en même temps, ces paysages sécurisés deviennent également une preuve de statut social : comme je l'ai déjà évoqué, certaines personnes se sentent privilégiées de vivre dans une *gated community*. La dimension de l'affirmation d'un pouvoir symbolique ne doit pas être négligée.

GAUTHIER GRASLIN

Je me souviens que lorsque je me suis rendu pour la première fois en Russie, il y a une vingtaine d'années, j'avais été choqué par la présence de patrouilles militaires dans les rues, et j'y avais vu la marque de ce que la Russie n'était pas un pays démocratique. Maintenant je ne dis plus rien parce que quand je retourne à Paris je vois des militaires partout. Et, d'ailleurs, les militaires détestent faire cela.

STEPHEN GRAHAM

Oui, ce n'est pas pour cela qu'ils se sont engagés, et en outre c'est terriblement ennuyeux.

GAUTHIER GRASLIN

Je voudrais clore cette première partie avec cette question : vous soulignez que notre société est de plus en plus allergique au risque, mais en même temps la sémantique même du nouvel urbanisme militaire tourne autour de l'idée d'une destruction permettant le renouveau, la régénération, la renaissance. Et je note que notre gouvernement ne cesse de parler des choses qu'ils détruisent afin de permettre, ensuite, une régénération.

STEPHEN GRAHAM

C'est une excellente question. Je travaille sur les enseignements en architecture et en urbanisme, et dans ces disciplines il est lourdement insisté sur la question de la régénération. Par exemple, si vous considérez une zone qui a connu un processus de désindustrialisation,

il n'est pas illogique de songer à vouloir la reconstruire entièrement. Il y a un réel besoin d'améliorer la vie des populations ayant pâti de la mondialisation depuis une trentaine d'années, mais il y a en même temps et comme vous le soulignez des aspects plus sinistres dans cette idée de reconstruction et de renaissance. C'est en général dans le cadre de ce genre de projets que l'urbanisme devient assez violent et excluant, avec par exemple des programmes étatiques de gentrification des centres-villes.

Un bon exemple est la ville de Londres, dans laquelle les logements sociaux présents en centre-ville ont été violemment restructurés au prétexte qu'ils étaient mal entretenus, vétustes, etc. : ce discours a été mobilisé afin de détruire tout ce parc de logement social, et de le remplacer par des lieux régénérés, mais surtout très élitistes. Ainsi les habitants des anciens logements, n'ayant pas les moyens de se loger dans les nouveaux, ont été exclus du centre de Londres.

Il faut donc être prudent et attentif à ce que les divers projets de régénération offrent dans le détail, à qui en sera bénéficiaire et à qui y perdra. J'imagine d'ailleurs que l'on retrouve d'ailleurs ce genre de dynamiques à Paris.

GAUTHIER GRASLIN

Pour Paris, il y a aussi l'angoisse de la perte du statut de la France. Oui, notre projet est important, nous sommes une République, notre devise c'est « Liberté, Égalité, Fraternité », mais nous devons tenir le coup face à la compétition de Londres, donc si Londres fait quelque chose nous devons le faire également.

STEPHEN GRAHAM

Il existe en effet cette idée élitiste de la compétition des grandes villes globales entre elles, et donc Londres, Francfort, Paris et New York par exemple s'observent et s'imitent entre elles. Mais je pense qu'avec le Brexit, les choses iront bien pour Paris.

GAUTHIER GRASLIN

Si c'est pour abandonner en cours de route notre idéal égalitaire, je m'en passerais bien... (rires)

Une dernière pensée à ce sujet. En France, l'idée de régénération était associée aux rois, dont on disait qu'ils guérissaient les écrouelles en les touchant. L'urbanisme en grille était beaucoup plus démocratique, mais avec le nouvel urbanisme et ces idées de régénération, il me semble que nous repartons vers l'autocratie.

STEPHEN GRAHAM

Il y a en tout cas un basculement vers la gouvernance privée qui est particulièrement inquiétant. Je ne sais pas si le processus est aussi avancé en France, mais au Royaume-Uni nous sommes face à des basculements assez importants et en même temps peu visibles.

Nous avons beaucoup parlé de l'évidence de la sécurité dans le paysage, de la police armée,

des *checkpoints*, des caméras de surveillance, etc., cependant il faut dire que ces choses tendent à devenir moins visibles. Les caméras deviennent minuscules, les barrières de sécurité sont intégrées au paysage comme de jolis éléments, etc. : l'architecture de sécurité se camoufle et devient moins évidente, et donc normalisée de manière encore plus profonde.

A Londres, il y a désormais des espaces publics entièrement détenus par des entreprises. Toute la zone des docks, par exemple, n'appartient pas à la ville mais à des entreprises privées : légalement, il ne s'agit plus d'un espace public, et donc les règles qui s'y appliquent sont extrêmement autocratiques, interdisant par exemple les manifestations puisqu'il s'agit d'un lieu privé. Ainsi le droit de rassemblement, si fondamental en démocratie, est menacé par cette privatisation de l'espace.

GAUTHIER GRASLIN

J'aimerais maintenant passer à la deuxième partie de cet entretien.

Dans votre livre vous avez identifié six tendances différentes dans le nouvel urbanisme militaire. Dix ans après, j'aimerais les reprendre une à une afin de voir comment elles ont pu évoluer.

La première de ces tendances était que des soldats ruraux menaient des combats urbains. La majorité des soldats étaient en effet recrutés dans des milieux ruraux, mais combattaient ensuite – dans leur pays ou à l'étranger – dans des villes. Diriez-vous qu'un mouvement comme celui des Gilets Jaunes appartient lui aussi à cette dynamique de l'intrusion des campagnes dans la ville, ou est-ce que le tableau n'est pas devenu moins tranché ?

STEPHEN GRAHAM

Le tableau était déjà plus complexe à l'époque et cette tendance se retrouvait surtout aux Etats-Unis, où le recrutement militaire est majoritairement rural par tradition. J'ignore si cette tendance existe aussi en Europe.

Quant aux Gilets Jaunes, je pense que leur volonté d'aller manifester dans les grandes villes alors qu'ils n'en étaient pas issus montre que, même si une part importante de la population n'y vit pas, la grande ville reste le lieu privilégié si vous voulez obtenir un impact politique et médiatique. Elle reste le centre du pouvoir économique, politique et médiatique.

C'est pourquoi les Gilets Jaunes, qui au vu de leur discours anti-élites étaient probablement plutôt anti-urbains, sont tout de même allés dans les villes quand il s'est agi de manifester leur colère. De la même manière, l'insurrection qui a eu lieu à Washington le 2 janvier 2021 était le fait de membres de la droite populiste qui haïssent viscéralement cette ville, mais qui savaient qu'en vue d'obtenir du pouvoir ils devaient s'y rendre.

GAUTHIER GRASLIN

N'est-ce pas une erreur ? Le mouvement des Gilets Jaunes est né dans le péri-urbain et les banlieues, où se trouvent les nœuds et plateformes logistiques.

Et certains ont dit que c'est lorsque le Gilets Jaunes sont venus à Paris et se sont donc retrouvés face à l'urbanisme militaire qu'ils ont perdu : s'ils étaient restés en périphérie, ils auraient pu bloquer ces chaînes logistiques fragiles dont vous avez parlé.

STEPHEN GRAHAM

En effet, si le centre traditionnel de l'espace public reste les centres-villes, beaucoup de mouvements sociaux ont fini par comprendre que la meilleure façon de secouer la société est de s'en prendre à ses infrastructures. C'est pour cela que les cyber-attaques sont si dangereuses, et c'est aussi pour cela que la manipulation par Poutine de l'approvisionnement énergétique l'est également.

De plus en plus de protestations visent désormais les aéroports, les gares, les systèmes routiers et ferroviaires, car ce sont dans ces lieux que l'on peut toucher les flux qui sont au cœur de nos sociétés.

GAUTHIER GRASLIN

Vous aviez déjà dit dans votre livre que le nouvel urbanisme militaire n'était pas vraiment efficace, mais est-il simplement possible de contrôler réellement toutes les plateformes logistiques ?

STEPHEN GRAHAM

Ces plateformes sont largement contrôlées au moyen de technologies digitales assemblées en systèmes complexes.

Ce sont ces moyens technologiques qui donnent l'espoir de pouvoir un jour assurer la résilience et la sécurité des systèmes d'approvisionnement, ce qui serait bien entendu impossible en se reposant sur la surveillance humaine oculaire. De la même manière, le contrôle aux frontières serait impossible sans le système technologique basé sur les passeports biométriques, qui désormais est largement automatisé.

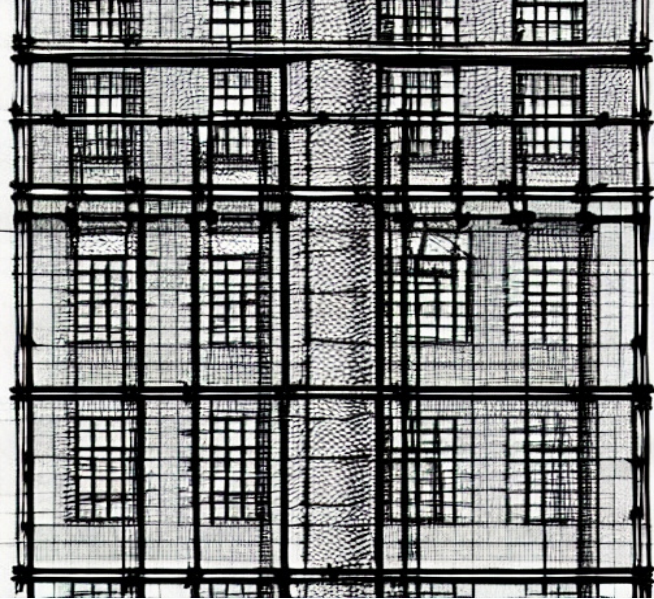
La même observation s'applique à la sécurité d'Internet, des transactions financières, etc.

GAUTHIER GRASLIN

Ce qui nous amène à la deuxième tendance, qui voit les villes passer du statut d'espace disciplinaire à celui de système d'information. Est-ce que le processus de digitalisation déclenché contre le covid a renforcé cet urbanisme de l'information ainsi que son acceptation par la société ?

STEPHEN GRAHAM

Je pense que la manière dont la pandémie de Covid s'est liée à ces évolutions qui la précédaient est très importante, car cette pandémie a accéléré un grand nombre de processus de digitalisation qui étaient déjà amorcés.



Le type de systèmes digitaux complexes que j'ai décrit a fourni la base au système de surveillance anti-Covid. Comment cela aurait-il pu fonctionner si les gens n'avaient pas eu de smartphones par exemple ? L'invention du smartphone et sa diffusion de masse ont fourni de nouveaux moyens de gestion pandémique – via les applications et les passeports numériques – qui auparavant n'étaient même pas imaginables. Ne serait-ce que vingt ans plus tôt, nous aurions dû nous reposer entièrement sur le papier et la bureaucratie à l'ancienne. Les plateformes digitales ont permis de développer de nouvelles manières de gérer la pandémie qui court-circuitent les anciennes méthodes.

Ces processus de digitalisation menacent le futur des villes en permettant aux gens de participer économiquement à la ville à distance. On a d'ailleurs vu l'impact post-Covid, qui a été assez dramatique dans nombre de cas – on peut penser au futur menacé des cinémas.

GAUTHIER GRASLIN

La troisième tendance était l'imagerie électronique des guerres urbaines, qui à l'époque était omniprésente. Cependant nous n'avons pas réellement vu de ville détruite en Occident, et désormais nous avons la guerre en Ukraine : pensez-vous qu'elle ramènera une vision plus traditionnelle de la guerre, éloignée de la guerre asymétrique ?

STEPHEN GRAHAM

Le tournant majeur de l'invasion russe de l'Ukraine est le retour de la guerre interétatique, après entre vingt et trente ans de prépondérance de la guerre dite asymétrique, c'est-à-dire opposant un Etat et des insurgés, des milices, des cartes de drogue, etc.

On revient donc à une guerre traditionnelle entre Etats et entre deux nations qui se mobilisent, et même au-delà des deux pays impliqués on voit que les Etats-Unis et l'OTAN se concentrent de plus en plus sur la perspective d'une guerre interétatique. L'Est de l'Europe se remilitarise, la Suède et la Finlande on rejoint l'OTAN, etc.

Nous revenons à un monde où les menaces contre les villes n'ont pas disparu, mais où la question devient désormais celle de la mobilisation de l'outil militaire et sécuritaire contre d'autres Etats – y compris avec des moyens non strictement militaires, comme les cyberattaques dont les Russes sont spécialistes.

Quant à la vision de la guerre, il est clair que la guerre en Ukraine marque un retour à une imagerie brutale, et ce qui arrive aux villes ukrainiennes rappelle Stalingrad plus qu'autre chose.

Mais la nouveauté par rapport aux autres guerres de ce genre est que nous avons des images en temps réel, que cela soit grâce aux drones ou aux satellites, ce qui permet d'avoir une imagerie des combats assez différente de ce qui existait auparavant.

GAUTHIER GRASLIN

Je ne sais pas si c'est le cas en Angleterre mais, à Varsovie où je vis, la guerre a affecté jusqu'au paysage de la ville. Il y a de nombreux lieux de rencontre pour Ukrainiens, dans les bus les messages sont traduits non plus en russe mais en ukrainien.

La guerre nécessite de mobiliser, et même pendant la pandémie de Covid nous avons eu un retour à une rhétorique rappelant la Seconde Guerre Mondiale.

Voit-on actuellement dans les villes anglaises des marques de cette volonté de mobilisation ?

STEPHEN GRAHAM

Sûrement moins qu'en Pologne, qui dispose d'une frontière avec l'Ukraine et reçoit donc beaucoup des réfugiés tout en se sentant directement menacée par le conflit. La Pologne est d'ailleurs en train de mobiliser en profondeur son appareil militaire avec des investissements importants, de manière bien supérieure à ce que fait la Grande-Bretagne.

Ici la guerre a un impact mais indirect, via l'inflation qu'elle a provoquée. Les gens ne se sentent pas menacés par la machine de guerre de Poutine – espérons qu'ils n'ont pas tort. Il y a évidemment le retour de la peur d'une guerre nucléaire, mais la plupart des gens font tout pour ne pas y penser.

GAUTHIER GRASLIN

Voilà qui nous amène à la quatrième tendance, celle qui mène vers un « pays global » (*global homeland*). Vous parlez d'inflation, de rupture des chaînes logistiques : est-ce que le pays global n'est pas menacé ? N'allons-nous pas revenir vers une sécurité au niveau national, dans le cadre de laquelle la sécurisation du monde entier ne sera plus nécessaire ?

STEPHEN GRAHAM

C'est une très bonne question.

Le néolibéralisme mondial sera difficile à démolir, cependant il y a des éléments du trumpisme et du Brexit qui étaient tournés directement contre lui, avec cette idée de droite selon laquelle l'Etat-nation ethnique et souverain a vu son identité culturelle minée par la mondialisation et les corporations multinationales.

Je pense qu'en outre il y a aussi dans le monde de l'entreprise une envie de s'éloigner de l'approche entièrement mondialisée, où sont disséminés dans le monde entier le centre d'appels, le centre logistique, l'usine, etc.

Ces systèmes sont très vulnérables et, dans le monde incertain d'après Trump et le Brexit,

nous avons la preuve que des multinationales sont en train de rationaliser leur répartition géographique.

Au Royaume-Uni nous n'avons d'ailleurs pas le choix puisque, depuis le Brexit, nous ne pouvons plus compter sur la main-d'œuvre venue de l'Union européenne ni sur une liberté totale de commerce ou des mouvements de capitaux.



Mais, au-delà même du Royaume-Uni, de nombreux grosses corporations transnationales relocalisent un certain nombre d'activités : on est passé de *l'offshoring* à *l'onshoring*, certains investissements étant considérés trop vulnérables pour être réalisés à l'étranger.

GAUTHIER GRASLIN

La cinquième tendance concernait la dialectique entre cosmopolitisme et patrie. Pensez-vous que la crise du covid, qui a dû être combattue au niveau mondial, nous a amenés vers une responsabilité civique mondiale ?

Estimez-vous que cette dynamique menace les divisions qu'a créées le nouvel urbanisme militaire ?

STEPHEN GRAHAM

Nous sommes toujours face à un conflit entre une vision plus cosmopolite et mondiale, plus ouverte face aux risques et aux menaces, et une vision très à droite, raciste, avec une rhétorique de la sécurité intérieure.

Actuellement vous voyez cette opposition avant tout au sujet du réchauffement climatique, avec d'une part une droite populiste qui est souvent dans le déni, et d'autre part un réseau mondial – et peu coordonné – de mouvements sociaux, environnementaux et politiques qui essaient quant à eux de pousser à une réponse radicale face au réchauffement climatique.

Cet affrontement se retrouve dans la plupart des conflits politiques mais aussi culturels, avec la fameuse « guerre culturelle » menée par la droite populiste pour délégitimer les activistes environnementaux et sociaux – et elle reprend des idées très similaires à celles que j’avais déjà présentées dans mon livre à l’époque.

GAUTHIER GRASLIN

Enfin, la dernière tendance était celle des nouvelles formes de la violence, avec la guerre en Irak et ce que vous nommiez dans votre ouvrage les *death zones*, avec toutes ces images frappantes que nous avons vues à l’époque et dont nous nous souvenons encore. Ne sommes-nous pas face à de nouvelles « zones de la mort » avec ces rues vides pendant les confinements ? N’est-ce pas une autre manière d’enlever la vie de l’espace public ?

STEPHEN GRAHAM

Comme je l’ai dit plus tôt, je pense que la pandémie du Covid a été un épisode novateur de bien des manières : pour son côté mondial et mobile, mais aussi par la surveillance et la médicalisation en temps réel qu’elle a engendrées. Si les villes ont toujours été frappées par des épidémies, dans ce cas ce qui a changé c’est l’ampleur et la vitesse de déplacement de l’épidémie.

Certaines villes ont effectivement été vidées et leurs habitants ont commencé à vivre centré sur leur foyer grâce aux nouvelles possibilités technologiques, cependant malgré cet impact les villes sont redevenues vivantes et restent le foyer d’un grand nombre d’activités.

GAUTHIER GRASLIN

Espérons qu’elles le restent !

Pour la troisième partie de notre entretien – qui sera une partie optimiste – j’aimerais parler de la manière dont il est possible de résister géographiquement au nouvel urbanisme militaire.

Dans votre livre, vous expliquez que les politiques de sécurité sont organisées en couches fractales : qu’entendez-vous par là ?

STEPHEN GRAHAM

L’idée centrale est que le nouvel urbanisme militaire s’est concentré sur certains risques et certaines menaces qui ont été réinventées et accentuées politiquement : l’exemple-type est le terrorisme.

Je ne nie bien évidemment pas que des attaques terroristes ont eu lieu et ont eu des effets terribles pour des endroits et des personnes : mais si l’on prend de la hauteur de vue et que l’on regarde les fragilités des sociétés et des villes, il est certain que le terrorisme ne fait pas partie des menaces existentielles.

Ce risque doit bien entendu être combattu, mais se focaliser sur lui amène à en d’oublier

d'autres pourtant plus graves : l'exemple classique est l'ouragan Katrina de 2005 et la manière dont la Nouvelle-Orléans a été ravagée. Les ouragans sont de plus en plus nombreux et puissants en raison du changement climatique, et le niveau des mers monte en raison là aussi du changement climatique : des villes côtières et « basses » comme la Nouvelle-Orléans sont donc soumises, ici, à une vraie menace existentielle. Or la réponse à cet ouragan a été pensée par l'administration Bush avec les lunettes de la guerre : des militaires et des forces de sécurité ont été envoyées, et les afro-américains vivant sur place ont été traités comme une menace contre la ville...

Les politiques de sécurité doivent toujours définir quelle est la menace prioritaire : la question est si elles donneront la priorité aux menaces pesant sur les communautés marginalisées ou sur les puissants. Actuellement, une grande part du discours public concerne la défense des biens et des vies de ces derniers, pas celle des populations marginales. Or cela pèsera lourd dans un contexte d'urgence climatique, dans lequel les plus pauvres seront bien plus en danger que les plus riches.

GAUTHIER GRASLIN

A propos du changement climatique, la plupart des grandes villes sont justement en train de préparer des plans afin de le combattre. Cependant je me demande si ces plans sont vraiment efficaces. En France par exemple, Paris développe de nombreuses actions dans ce sens, et le gouvernement national avait augmenté le prix de l'essence : cependant personne n'a touché au prix du kérosène, c'est-à-dire à l'avion, le moyen de transport caractéristique des habitants des grandes villes. Cela ressemble beaucoup à ce qu'on appelle le *greenwashing*. Voyez-vous de réelles avancées dans ce domaine, où sommes-nous restés à des politiques inégalitaires héritées des urbanismes éclaté puis militaire ?

STEPHEN GRAHAM

Le problème est que les gouvernements n'ont qu'une influence réduite sur ce problème : ils peuvent réorganiser les espaces, influencer sur l'architecture et les infrastructures, organiser les villes pour l'avenir, mais pour réellement combattre le changement climatique il faut des programmes internationaux. Il faut, il faudrait des actions puissantes au niveau intergouvernemental. Les villes auront leur rôle à jouer, mais elles ne peuvent pas porter seules ce projet.

Nous avons vu des pays évoluer vers les énergies renouvelables assez rapidement et se détourner des moyens de transport les plus carbonés, cependant nous continuons de vivre dans un monde où le trafic aérien augmente, et où le transport aérien bénéficie d'ailleurs d'énormes privilèges en matière d'émissions de gaz à effet de serre.

Il y a effectivement un risque de *greenwashing*, et d'ailleurs nombre d'Etats pétroliers ont une sorte de politique de *sportwashing* pour faire oublier leur pollution, par exemple l'Arabie Saoudite qui vient de racheter le club de football *Newcastle United* à un kilomètre de mon travail. Il y a également beaucoup de *greenwashing* dans des projets urbains prétendu-

ment « verts » mais qui, considérés dans détail, ne le sont pas du tout. Il y a une dimension marketing, et c'est pourquoi il nous faut être très méticuleux dans l'analyse de ces projets.

GAUTHIER GRASLIN

Ce qui m'inquiète est la perspective du recours aux mécanismes du marché dans l'adaptation spatiale au changement climatique. Dans votre livre, vous décrivez comment le nouvel urbanisme militaire divise la population entre un élite cinétique et une vaste classe inférieure assignée à résidence – vous prenez l'exemple de la frontière entre les Etats-Unis et le Canada. Nous risquons de nous retrouver face à une division de cet ordre si nous laissons le marché gouverner l'adaptation au changement climatique.

STEPHEN GRAHAM

C'est déjà le cas : les politiques de lutte contre le changement climatique sont déjà largement influencées par le pouvoir inégal des différents secteurs au sein du marché. Le marché n'investit que dans ce qui est rentable, et n'investira donc pas dans la protection des secteurs les plus pauvres. Or la politique face au changement climatique repose sur une définition préalable des risques : une approche par le marché est effrayante à considérer car, par définition, elle abandonnera la majorité des populations à leur sort.

Le danger d'un apartheid climatique est réel, et d'ailleurs il peut déjà s'observer dans la manière dont certaines villes ont été configurées.

Prenons l'exemple de Lagos, la capitale du Nigeria, peuplée de plus de quinze millions d'habitants dont une grande partie vivent sur le littoral, à la merci des inondations et des tempêtes. En face de la ville a été construite une île entière, « Eko Atlantic », pour les élites financières, entrepreneuriales, etc.

Cette île est plus élevée en altitude que le reste de Lagos : j'ai d'ailleurs intitulé « Vertical » l'ouvrage que j'ai écrit dans la suite de « Cities Under Siege », justement afin d'amener à penser la dimension verticale dans un monde qui va connaître une hausse du niveau des océans mais aussi l'affaissement de nombre de villes sous leur propre poids.

Dans ce contexte, la politique de la verticalité devient centrale, et des projets comme « Eko Atlantic » ouvrent de cette manière de nouvelles enclaves dans les villes que l'urbanisme militaire va sécuriser, notamment en les créant hors de la ville-même.

Nous avons besoin d'une approche visant un changement au niveau mondial afin de traiter la question climatique comme un tout. De plus, cette approche devra insister sur la justice environnementale, car les personnes les plus touchées par cette crise seront pauvres et devront donc être secourues en dehors des mécanismes du marché. Il faut sortir de la logique mercantile si nous voulons construire les bâtiments et les villes qui permettront de réduire le risque pour tout le monde et de construire une société post-changement climatique qui soit juste et équitable.

GAUTHIER GRASLIN

Pensez-vous que l'urbanisme en grille pourrait revenir ?

STEPHEN GRAHAM

Je pense qu'il n'est jamais vraiment parti. L'urbanisme fractionnant n'a fait qu'y créer quelques enclaves, j'avais insisté dessus mais la ville n'est pas entièrement constituée d'enclaves.

Dans beaucoup de sociétés et de villes, la grille urbaine est encore présente – par exemple dans le cas du réseau électrique, même si en de plus en plus d'endroits ce réseau est confié à la logique du marché.

De plus, les enclaves ont intrinsèquement besoin d'être connectées entre elles et avec l'extérieur par des réseaux de transport d'énergie, etc.

GAUTHIER GRASLIN

Nous pourrions aussi vivre dans des espaces liquides.

STEPHEN GRAHAM

Nos corps sont matériels et sont toujours situés quelque part : nous aurons toujours besoin d'un lieu pour vivre.

GAUTHIER GRASLIN

Nous en arrivons à ma dernière question : vous dites dans votre livre qu'il y a une multiplication des frontières qui crée une sorte de modernité médiévale contre la logique de l'Etat westphalien. Devrions-nous tenter un retour à l'espace westphalien afin de favoriser la justice sociale, ou plutôt inventer quelque chose de nouveau ?

STEPHEN GRAHAM

Je pense qu'il serait impossible de revenir à la notion d'Etat westphalien, car les logiques qui animent nos sociétés globalisées sont très différentes de celles qui ont débouché sur l'Etat-nation à la fin du Moyen Âge.

Pour le futur, je pense que les flux générés par la société globalisée sont une question difficile à penser. Désormais ce n'est pas tant l'Etat qui gère les flux mais le capital privé.

Le Royaume-Uni est un exemple extrême de cela, avec son infrastructure désormais largement aux mains de grandes corporations et de leurs propres bureaucraties.

Dans ce contexte largement privatisé, la question de l'ineptie du marché comme mode de ré-

L'AUTEUR

Stephen Graham

universitaire britannique et un auteur et chercheur spécialiste des villes et de la vie urbaine. Il est Professeur sur Les Villes et les Sociétés à la Global Urban Research Unit et travaille à la School of Architecture, Planning and Landscape de l'université de Newcastle.

Il est également Fellow de l'Académie britannique. L'entretien porte sur son ouvrage *Cities Under Siege: The New Military Urbanism* (Verso Books, 2011).

gulation devient centrale, surtout à l'heure du changement climatique face auquel un échec nous mettrait dans une situation de danger existentiel – sans parler des profondes injustices qui seraient causées.

Comment avancer vers une société mondiale de 10, 11, 12 milliards d'habitants, avec en parallèle une croissance urbaine massive et un développement économique en Afrique, en Amérique Latine et en Asie ? Il faudra tenir compte des transformations géopolitiques et géoéconomiques, avec une Europe de plus en plus périphérique et une importance croissante du Moyen Orient, de l'Afrique et du Pacifique.

Comment ferons-nous face à ces transformations, quels modes de gouvernance utiliser, et même tout simplement qui sommes-nous ? Dans un monde très mondialisé et frappé par le réchauffement climatique, cette question sera particulièrement cruciale.

Il nous faudra être aussi inclusifs et internationalistes possibles, et nous concentrer sur l'idée de justice sociale. Et nous n'y arriverons pas avec l'urbanisme militaire, qui ne fait que répandre la peur.

* * *





L'IMPLICATION DES FORCES ARMÉES ARGENTINES DANS LES MISSIONS CIVILES : UN TANGO IRONIQUE

Par Lucas Fabre

LES FORCES ARMÉES ARGENTINES ONT UNE TRADITION D'IMPLICATION DANS LA POLITIQUE INTÉRIEURE DU PAYS QUI A ENTRAÎNÉ LEUR DISCRÉDIT TANT PAR LES CRIMES INTERNES COMMIS LORS DE LA DICTATURE QUE PAR L'ÉCHEC EXTERNE DE LA GUERRE DES MALOUINES. RÉTROGRADÉES APRÈS LE RETOUR À LA DÉMOCRATIE, ELLES RETROUVENT CEPENDANT PROGRESSIVEMENT DES PRÉROGATIVES INTERNES ET CIVILES AU PRÉTEXTE DE MENACES ÉMERGENTES TRANSNATIONALES COMME LES PANDÉMIES OU LA LUTTE CONTRE LE NARCOTRAFFIC. CECI POSE LA QUESTION DU RAPPORT ENTRE CIVILS ET MILITAIRES DANS LE CADRE D'UNE MONDIALISATION ÉCHAPPANT AUX AUTORITÉS POLITIQUES NATIONALES.

Peu connu en Europe bien qu'il soit le lieu de naissance d'un Argentin jouissant d'une petite notoriété – Lionel Messi –, le port fluvial de Rosario est aujourd'hui la plaque tournante nationale du trafic de drogues. A mesure que cette activité illégale s'accroît, l'insécurité dans la ville grandit et bat tous les records d'un pays certes plus sûr que le Mexique ou le Brésil, mais qui n'en reste pas moins assez largement gangréné par la délinquance et la criminalité.

C'est dans ce contexte immédiat que, en mars 2023, le président Alberto Fernández a décidé de déployer des militaires dans la ville pour prêter main-forte. Certes, il ne s'agit que d'unités du génie qui seront déployées sans armes, et qui se cantonneront à des tâches d'urbanisme – le plan de lutte contre l'insécurité à Rosario incluant des actions de réhabilitation des quartiers les plus pauvres – ; cependant, et au vu du lourd passé argentin en matière d'implication des forces armées dans des actions non-militaires, l'annonce du président a suscité nombre de critiques. Il y a répondu en rappelant que cet emploi de forces du génie dans des tâches civiles est tout sauf novateur.

Il aurait pu ajouter que, au-delà des tâches d'ingénierie civile confiées au génie militaire, il est désormais de plus en plus courant pour l'Etat argentin d'user de ses forces armées comme d'un instrument à usage interne et civil – et même, parfois, comme renfort aux forces constabulaires. Cette tendance à l'usage croissant des forces militaires dans des missions constabulaires ne se limite pas à l'Argentine. Cependant, dans le cas de ce pays, la dynamique politique qui a ramené les forces armées à des tâches intérieures est assez spécifique, en plus d'être ironique. En effet, les conditions désastreuses de sortie de la dictature militaire ont abouti à une déconsidération profonde des forces armées et, partant, à la délégitimation politique du fait militaire, privant les armées de leur raison d'être. Au final, la quasi-disparition des problématiques militaires du champ politique a abouti, au fond assez logiquement, à ce que l'on donne des missions non militaires à ce qui reste de forces armées : c'est-à-dire, à ce que l'on renoue avec la situation qui les avait jetées dans la double impasse du *Proceso nacional* et de la guerre des Malouines.

L'ÉGAREMENT DES ARMÉES ARGENTINES DANS LA POLITIQUE INTERNE (1930-1983)

Le XXème siècle argentin a vu se succéder plusieurs coups d'Etat militaires ou, plus précisément, civilo-militaires : l'armée n'est en effet jamais intervenue sans l'appui d'au moins une part importante de la société civile.

Le début de ce cycle d'interventions militaires dans la politique intérieure s'ouvre avec le coup d'Etat de 1930 – qui dépose le président radical Hipólito Yrigoyen¹ – et se clôt en 1983, avec la fin de la dernière dictature – même si de graves événements liés à celle-ci marqueront encore toutes les années 1980. Avant 1930², l'armée nationale argentine, dotée d'un corps d'officiers professionnels et bien équipée, avait déjà rempli un rôle politique dans l'unification du pays en participant à la mise au pas des gouverneurs locaux. Elle avait également été utilisée pour la répression de mouvements sociaux³.

Cependant, en parallèle, la professionnalisation de l'institution s'était traduite par son autonomisation progressive du pouvoir politique dans ses affaires internes : ainsi, au début du XXème siècle, les promotions n'étaient plus dues à la loyauté politique mais à la compétence militaire⁴. Le premier paradoxe des rapports entre armée argentine et politique est à trouver dans le fait que ce qui a motivé les officiers à déposer Hipólito Yrigoyen fut, en premier lieu, les attaques de ce dernier contre l'indépendance politique du corps militaire. Autrement dit : l'armée s'est impliquée dans la politique car elle se sentait – à tort ou à raison – menacée dans ses prérogatives professionnelles⁵ par le pouvoir politique. La première manifestation de cette implication fut, en 1922, l'imposition par des pressions venues de l'armée du général Juan B. Justo⁶ comme ministre de la Guerre de Marcelo Alvear (président de 1922 à 1928).

1 Hipólito Yrigoyen (1852-1933), membre de l'Union Civique Radicale dont il prend la direction en 1903, il lance en 1905 la « révolution du Parc » afin d'obtenir une réforme du système électoral qui, de fait, était tenu par les partis en place via divers moyens – notamment la fraude pure et simple. A l'issue de la réforme de 1912 qui instaure un système électoral fonctionnel et sincère, il est élu en 1916, et achèvera son mandat en 1922. La réélection immédiate n'étant pas permise par la Constitution argentine, il cède le pouvoir à un autre radical, Marcelo Torcuato de Alvear (1868-1942), avant d'être réélu à la fin du mandat de ce dernier, en 1928.

2 Sur la naissance du « militarisme moderne » dans l'armée argentine du début du XXème siècle, cf. Marvin Goldwert, « The Rise of Modern Militarism in Argentina », *Hispanic American Historical Review*, mai 1968, pp. 189-205.

3 En particulier à deux occurrences : lors de la « semaine tragique » de Buenos Aires, un conflit social important lancé par le mouvement ouvrier de Buenos Aires en janvier 1919 ; puis en 1920-1922 en Patagonie, là aussi face à un mouvement social ouvrier.

4 Certes évaluée en temps de paix, mais cette question est ici négligeable.

5 Prerogatives que l'on pourrait qualifier de « corporatistes » : mais la question de la justesse et du désintéressement des officiers putschistes de 1930 dans la défense des prérogatives militaires contre le pouvoir politique ne peut être abordée en détail ici.

6 Cette nomination, résultat de pressions militaires sur le politique, peut aussi être lue à travers le prisme des luttes de pouvoir interne à l'armée : à nouveau, le paradoxe étant que la professionnalisation sert de tremplin à une politisation qui la détruira. Soit dit en passant, ces luttes internes allèrent jusqu'à provoquer un duel au sabre entre Juan B. Justo et le général Dellepiane, qui était pour sa part fidèle à Hipólito Yrigoyen. Cf. op. cit.

Comme mentionné plus haut, l'implication politique des forces armées⁷, si elle a des causes internes à l'institution militaire, n'a été rendue possible que dans la mesure où des forces politiques et, plus largement, civiles, ont voulu s'appuyer sur l'armée afin de faire prévaloir leurs projets et leurs intérêts. Cette tendance de larges parts de la société civile à recourir à l'intervention politique de l'armée est liée à la forte bipolarisation de la société politique argentine, ainsi qu'à la fréquente prétention de chacun des deux camps en présence à être le seul légitime⁸. Enfin, il faut également noter que les différents coups d'Etat n'ont pas tous été appuyés par les mêmes forces politiques –même si l'on peut noter une permanence du soutien des secteurs liés au pouvoir économique rural traditionnel. Cependant, celui-ci trouva toujours des alliés dans d'autres secteurs, variables selon la conjoncture et l'état de la société au moment des différents putsch.



Il ne s'agit pas de revenir dans le détail de ces différentes interruptions du processus politique normal, ni sur les différentes manières dont l'armée a pu ensuite essayer de retourner à la normalité. Il convient toutefois de noter la manière dont a progressé la croyance, au sein des élites militaires, en une incapacité de la classe politique de gouverner convenablement le pays : à chaque coup d'Etat, la perspective d'une remise du pouvoir aux civils est plus lointaine et assortie de davantage de conditions imposées par l'armée. De plus en plus, les hauts gradés se perçoivent non plus seulement comme un dernier recours ponctuel, mais comme les porteurs du seul projet politique capable d'unifier la société argentine et de mettre fin à ses divisions sociales et idéologiques.

Assez logiquement, cette implication croissante des armées dans la politique interne va entraîner un poids croissant de la politique dans les problématiques internes à l'armée : les divisions ne seront plus géopolitiques (quels devraient être les objectifs stratégiques du pays ?) ou militaires (quelles sont les armes, les dispositifs tactiques, les modes d'organisation à adopter ?) mais strictement politiques – et parfois sans de la « politique politicienne ».

Un des épisodes le plus éclatants de ces divisions politiques a lieu, au début des années 1960, alors que – suite au coup d'Etat de 1955 qui a renversé Juan Domingo Perón⁹ – le pays est gouverné par des civils

⁷ Dans cet article, nous évoquerons, sauf mention explicite du contraire, les forces armées en intégralité (armées de Terre, de Mer et de l'Air). Des conflits entre ces trois corps de plus en plus distincts ont évidemment existé, avec souvent un arrière-plan politique : mais rentrer dans ces détails allongerait démesurément le texte. Notons seulement que, pour sa part, l'Armée de l'Air ne fut créée qu'en 1945.

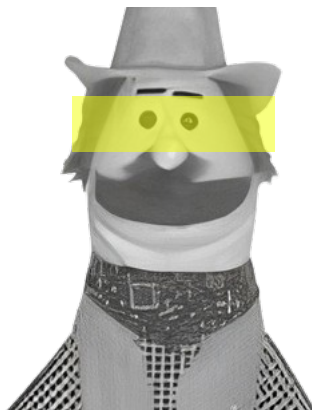
⁸ Voir, par exemple, la manière dont une large part des opposants au péronisme contestaient à ce dernier jusqu'au droit d'exister : Jorge Nallim, (2014). *Las raíces del antiperonismo. Sus orígenes históricos e ideológicos*, 2014, Buenos Aires, Capital Intelectual.

⁹ Juan Domingo Perón (1895-1974) : figure centrale, complexe et controversée s'il en fut, il est l'homme d'Etat argentin le plus important du siècle. Membre du groupe d'officiers qui mènent le coup d'Etat de 1943, il acquiert un rôle politique central en prenant en main la politique sociale, qui lui permet de nouer des liens étroits avec les très puissants syndicats. Elu président en 1946, puis réélu en 1952 suite à une révision constitutionnelle ayant – entre autres – permis la réélection du président, il est chassé en 1955 par un coup d'Etat. Depuis son exil – d'abord dans divers pays latino-américains puis à Madrid –, il continue d'être un acteur majeur de la politique nationale, malgré la prohibition – plus ou moins stricte selon la période – de son parti et même de son nom. Après son retour triomphal, il est élu à nouveau en 1973 et, alors que le pays s'enfonçait dans les troubles civils, il meurt en 1974 – laissant la présidence à la vice-présidente, qui n'était autre que sa troisième femme, « Isabel » (María Estela étant son prénom à l'état civil).

sous étroite surveillance militaire. Les forces armées argentines se divisent alors en deux factions, les Bleus et les Rouges (*Azules* et *Colorados*), notamment autour du sort à réserver aux péronistes – les Bleus estimant qu’il fallait chercher à les intégrer au système politique, tandis que les Rouges voulaient les traiter exactement comme des communistes, c’est-à-dire se fixer pour objectif de les éradiquer. Cette opposition est allée jusqu’à provoquer deux affrontements militaires en bonne et due forme – le 18 septembre 1962 et le 5 avril 1963. Au total l’armée argentine perdit 24 soldats au cours de ces affrontements tragi-comiques – qui furent d’ailleurs la seule fois de son histoire où elle se servit de ses chars lourds¹⁰...

L’interpénétration croissante des pouvoirs civil et militaire –alors que le second prend de plus en plus l’ascendant sur le premier– entraîna des conséquences destructrices pour les deux parties. D’une part, l’Etat et le gouvernement devinrent un champ de bataille politiques entre les différentes forces en présence – et, de plus en plus, entre les différentes forces armées¹¹. L’idéal wébérien d’une bureaucratie neutre n’était plus à l’ordre du jour : car il s’agissait de vaincre un ennemi intérieur – le péronisme, le populisme, le terrorisme, etc. – et non plus d’assurer le statut de l’Etat comme outil au service de l’ensemble de la nation.

En parallèle, les événements ont montré combien l’implication dans la politique interne avait émoussé la compétence militaire des officiers supérieurs argentins, qui menèrent le pays droit au désastre évitable de la guerre des Malouines¹².



La décision de récupérer ces îles occupées par le Royaume-Uni depuis 1833 fut prise pour des raisons strictement internes, à la fin de l’année 1981 : la dictature militaire était alors en crise, soumise à la fois à une croissante opposition intérieure et à des condamnations internationales sans cesse plus fortes. Au vu de l’importance de la question des Malouines pour la population argentine, leur reconquête par la dictature militaire aurait certainement redoré le blason de cette dernière.

10 En raison du terrain accidenté, seuls quelques chars légers furent déployés lors de la guerre des Malouines. Et, si l’Argentine participa ensuite à la guerre du Golfe de 1991, elle le fit seulement via sa marine de guerre.

11 Pour une étude de ces dynamiques lors du dernier épisode dictatorial (1976-1983) ; cf. Paula Canelo, « Los efectos del poder tripartito. La balcanización del gabinete nacional durante la última dictadura militar », *Prohistoria*, 2012, n°17, pp. 129-150.

12 Pour une présentation extensive du conflit et de ses origines, cf. la thèse d’Henri Masse, *Une guerre pour les Malouines*, soutenue en 1996. Pour une analyse plus réduite et concentrée sur l’aspect militaire, cf. Harry D. Train, « An Analysis of the Falkland/Malvinas Islands Campaign », *Naval War College Review*, hiver 1988, vol. 41, n°1, pp. 33-50.

Suite à l'occupation de l'île par l'armée argentine le 2 avril, le gouvernement militaire reçut des messages de soutien des partis politiques et des syndicats – ainsi, ces derniers, après avoir organisé de nombreuses manifestations d'opposition au régime en mars, se mirent à en organiser d'autres mais, cette fois, de soutien. Cependant, si « l'Union sacrée » espérée par les militaires prit rapidement forme au sein du pays, à l'international les choses ne se passèrent absolument pas comme prévu.

Profondément pénétrés de l'idéologie de la Guerre Froide – qui fondait en bonne partie leur « lutte contre la subversion » interne –, les dirigeants militaires argentins étaient convaincus de ce que, au regard de leur répression brutale contre le « communisme » et de la nécessité d'une victoire pour leur maintien au pouvoir, les Etats-Unis pousseraient le Royaume-Uni à rechercher une solution pacifique. De plus, Londres avait, depuis les années 1970, donné de nombreux signes quant à son éventuelle acceptation de l'abandon des îles Malouines, dont l'intérêt stratégique était désormais des plus réduits¹³.

En outre, dans le cadre de sa politique de restriction budgétaire, le gouvernement de Margareth Thatcher avait annoncé, dans un livre blanc de juin 1981, de lourdes coupes dans l'équipement et les effectifs de la *Royal Navy*. Ces coupes, même drastiques, ne pouvaient faire ressentir leurs effets dès le début de l'année 1982. Peu importe. Le gouvernement militaire argentin a estimé que la décision d'y procéder laissait en tout cas présager d'une faible propension du gouvernement britannique à accepter le coût d'un conflit à l'autre bout du monde, qui plus est pour un territoire économiquement très peu rentable, et qu'il envisageait en outre déjà de céder. Mais, surtout, la dictature militaire ne pouvait de toute manière attendre l'effet de ce livre blanc pour lancer la guerre qui devait la sauver : on peut imaginer que ces considérations internes ont poussé les militaires argentins à miser sur la configuration qui leur permettait d'agir – à prendre leurs désirs pour la réalité en somme.

Ainsi, la junte argentine tabla d'une part sur un appui américain et d'autre part sur un manque de volonté combative de la part du Royaume-Uni, ce qui pousserait ce pays à accepter d'autant plus volontiers une médiation attendue de Washington.

¹³ L'utilité de ces îles remonte à l'époque de la marine à charbon, qui nécessitait de nombreux points de ravitaillement. Depuis la guerre, des réserves non négligeables d'hydrocarbures ont été découvertes sur le territoire des Malouines – ce qui ne laisse pas présager une volonté britannique de consentir aux revendications argentines.



Ces deux prévisions se révélèrent fausses. Mais, au-delà de cette lourde double erreur d'appréciation diplomatique, ce qui est frappant est le fait que les autorités militaires argentines ne préparèrent même pas le conflit sérieusement au cas où elles se seraient trompées. Elles se contentèrent de masser quelques troupes sur les îles pour envoyer un signal de détermination, mais ne prirent aucune mesure logistique sérieuse pour permettre à ces troupes de combattre efficacement. Par exemple, rien ne fut fait pour aménager la piste de Port Stanley/Puerto Argentino¹⁴ en vue de permettre aux avions de l'armée de l'air argentine de s'y poser : pendant tout le conflit, ils durent opérer depuis le continent. De plus, une fois le corps expéditionnaire britannique arrivé sur zone, le gouvernement ne permit pas à la flotte et à l'aviation de les frapper aussi durement qu'elles auraient été en capacité de le faire, car il espérait encore une solution négociée et souhaitait donc limiter les pertes britanniques, afin de ne pas braquer l'opinion publique britannique.

Ainsi, un gouvernement constitué de militaires a décidé d'une opération militaire sans la préparer militairement, et a ensuite entravé la conduite des opérations par des considérations politiques – qui plus est erronées. Après des décennies de focalisation croissante sur la politique intérieure – et malgré un budget et des équipements plus qu'acceptables – les officiers supérieurs argentins s'illustrèrent donc, sur le plan militaire, par leur impréparation, leur incompétence et leur irréalisme. Cet échec dramatique illustre parfaitement ce qu'avait relevé Alain Rouquié de son étude des rapports entre forces armées argentines et politique¹⁵, étude qui pourtant s'arrêtait en 1976 : l'implication politique des militaires détruit non seulement le processus politique normal mais, dans un second temps, il dégrade les capacités militaires de l'armée puisque, désormais, les promotions sont liées à des considérations politiques, et non professionnelles – ce qui est d'autant plus ironique que, on l'a vu, le motif initial d'intervention politiques des forces armées argentines fut une volonté d'autonomie à l'égard des considérations politiques afin, justement, de préserver la prépondérance des considérations professionnelles.

Dans l'immédiat – et au-delà des pertes humaines et de la blessure patriotique – ce conflit eut de lourdes conséquences politiques, en forçant les militaires à lancer le processus de départ du pouvoir. La difficulté de celui-ci fut grandement accrue par la délégitimation profonde causée par leur conduite catastrophique du conflit. Cette sortie désastreuse ne permit pas aux dirigeants militaires argentins de s'en sortir aussi bien, sur le plan individuel, que leurs équivalents chiliens ou brésiliens. Surtout, elle délégitima profondément l'institution militaire, y compris dans le domaine qui justifiait son existence, à savoir la conduite de la guerre.

Suite au retour de la démocratie et à l'élection en 1983 du président radical Raúl Alfonsín, les forces armées argentines restèrent en première ligne de la politique intérieure¹⁶. Cette fois-

14 La capitale et principale agglomération des Malouines, située sur l'île Est.

15 Alain Rouquié, *Pouvoir militaire et société politique en République argentine*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1978.

16 Sur la retraite politique menée par les militaires argentins, cf. Paula Canelo, « La descomposición del poder militar en la Argentina: Las Fuerzas Armadas durante las presidencias de Galtieri, Bignone y Alfonsín (1981-1987) », *Programa Interuniversitario de Historia Política, Dossiers de Historia Política*, octobre 2015, pp.1-33

ci, elles étaient avant tout des cibles. Le premier enjeu était le jugement des crimes commis par le régime : mais cette question complexe – tant juridiquement que politiquement – dépasse largement le sujet de cet article¹⁷.

Deux évolutions nous intéressent en revanche au premier chef : tout d'abord, la nouvelle « Loi de défense nationale »¹⁸ interdit résolument le recours aux militaires pour des tâches de sécurité intérieures. Ensuite, le budget militaire est drastiquement réduit – nous y reviendrons.

Ainsi, au terme d'un peu plus d'un demi-siècle d'interventionnisme politique, les forces armées argentines avaient récolté opprobre politique, délégitimation militaire, et coupes budgétaires. Cependant, depuis les années 2010 et en raison des conditions de sortie de cette interventionnisme politique, les forces armées sont, de nouveau, de plus en plus, et malgré la Loi de Défense Nationale prise au sortir de la dictature, impliquées dans des tâches intérieures et non militaires.

«LA LUTTE CONTRE LA DROGUE DEPUIS LES ANNÉES 1980, ET CONTRE LE TERRORISME DEPUIS 2001, SONT LES DEUX MOTIFS AU NOM DESQUELLES LES DIFFÉRENTES ADMINISTRATIONS ÉTATS-UNIENNES ONT POUSSÉ LES PAYS LATINO-AMÉRICAINS À INTÉGRER LEURS FORCES ARMÉES AUX TÂCHES DE SÉCURITÉ INTÉRIEURES.»

¹⁷ Impossible de donner rapidement des références sur ce sujet tant la bibliographie est massive ; on renverra d'une part le lecteur aux indications données dans l'article précité et, d'autre part, au récent film *Argentina, 1985* qui, s'il est incomplet par la force des choses, est une bonne manière de découvrir ce sujet si mal connu en France.

¹⁸ Portant le numéro 23.554 (les lois argentines sont toutes numérotées), elle fut promulguée le 13 avril 1988, et limitait explicitement les missions des forces armées à la lutte contre des « agressions d'origine externe ». Pour une étude comparée des réglementations argentine et brésilienne du périmètre d'action des forces armées, cf. Ugarte, José Manuel, « Argentina, Brasil, defensa: La evolución de las doctrinas, normas y estructuras de defensa en ambos países en las últimas cuatro décadas », La Plata, Relaciones Internacionales, 2016, n°50, pp.247-272.

LES FORCES ARMÉES DANS L'ARGENTINE DÉMOCRATIQUE : UN RETOUR VERS L'IN- TERVENTION INTÉRIEURE – PAR FAI- BLESSE

A. LA RESTRICTION DU POUVOIR ET DU RÔLE DES FORCES ARMÉES DANS L'AR- GENTINE POST-DICTATURE

Nous avons déjà mentionné la Loi de Défense Nationale que fit voter Raúl Alfonsín en 1988, et qui réduisait strictement le périmètre des forces armées à la lutte contre les menaces extérieures, ainsi que les restrictions budgétaires conséquentes auxquelles sont soumises les forces armées. *Mutatis mutandis*, ce corsetage et cet affaiblissement des armées va se poursuivre jusqu'à la décennie 2010.

La dynamique de restriction se poursuit tout d'abord sous les deux mandats de Carlos Menem, président de 1989 à 1999 : ce dernier abroge notamment le service militaire obligatoire en temps de paix en 1994, et conduit une large privatisation du secteur industriel militaire. En parallèle, le principal objectif assigné aux forces armées devient la participation à des opérations internationales, en particulier sous mandat onusien : il s'agit d'une part d'affirmer la stature internationale du pays à l'heure du « soldat de la paix » et d'autre part de redorer le blason de l'armée tout en l'éloignant encore un peu plus des sujets intérieurs¹⁹. De plus, les hypothèses de conflit tournées contre les voisins (Brésil et Chili en premier lieu) sont supprimées dans le cadre des progrès de l'intégration sud-américaine, mais ne sont pas remplacées : cette absence de toute hypothèse de conflit pèse évidemment lourd dans le sous-équipement des armées et, de manière plus générale, dans le désintérêt politique pour les questions militaires.

Un cran supérieur est franchi sous la présidence de Néstor Kirchner²⁰, qui marque sans doute l'étiage de l'importance politique des forces armées. D'une part, la thématique des Droits de

¹⁹ Cf. Simonoff, Alejandro, « Envío de Tropas y Política Exterior (1989-2005) », La Plata, Relaciones Internacionales, 2005 (N°28), pp.127-159

²⁰ Néstor Kirchner (1950-2010) : en parvenant à s'imposer comme candidat du péronisme pour les élections de 2003 – les premières après la grave crise économique et institutionnelle de 2001 – et en les remportant, il réorganise son camp politique et lui insuffle notamment une orientation progressiste. Président de 2003 à 2007 (le mandat présidentiel est, depuis la réforme constitutionnelle de 1994, d'une durée de quatre ans et renouvelable), il cède sa place à son épouse Cristina, engagée en politique à ses côtés depuis leur jeunesse militante, mais continue d'exercer un pouvoir fort bien qu'officiels jusqu'à son décès en 2010.

l'Homme est un des axes politique principaux de cette présidence, sous laquelle sera relancé le processus de jugement des crimes de la dictature – qui avait été limité dans les années 1980, pour des raisons et selon des modalités sur lesquelles nous n'avons pas la place de revenir. De plus – et surtout –, Néstor Kirchner a une conception des forces armées qui les réduit à un rôle très subalterne : ainsi, lors de son premier discours à l'adresse des militaires²¹, il déclara d'abord que la Défense n'est pas le domaine réservé des militaires et ensuite que la politique militaire est avant tout conçue comme intégrée au projet économique global²² – et n'a donc pas de raison d'être propre : ce qui est logique, en l'absence d'hypothèse de conflits.

Du point de vue des compétences des armées, Néstor Kirchner prend en 2006 un important décret²³ qui réduit leur mission de Défense aux agressions extérieures étatiques, ce qui exclut nettement la lutte anti-terroriste et anti-narcotrafic. Ce point est important car – nous y reviendrons – la lutte contre la drogue depuis les années 1980, et contre le terrorisme depuis 2001, sont les deux motifs au nom desquelles les différentes administrations états-uniennes ont poussé les pays latino-américains à intégrer leurs forces armées aux tâches de sécurité intérieures – les cas mexicain et colombien sont tristement connus. Néstor Kirchner réduit également le périmètre du ministère de la Défense en lui retirant le contrôle de l'industrie publique de Défense restante ainsi que de la sécurité aérienne – au profit du ministère de la Planification²⁴.

L'INVERSION DE LA TENDANCE

Si la politique militaire de Néstor Kirchner fut claire et univoque, celle de sa successeur et épouse Cristina Kirchner²⁵ fut en revanche assez trouble dans ce domaine. Elle poursuivit, certes, l'œuvre législative de restriction des compétences des forces armées par de nombreux textes – et, en particulier, par le décret 1714/2009 définissant la « Directive de Politique de Défense Nationale » qui établit explicitement que la criminalité organisée doit être combattue par des forces exclusivement policières.

Cependant, son administration utilisa de manière détournée mais structurelle des effectifs militaires dans la lutte contre le narcotrafic, et plus précisément pour la surveillance de la frontière nord du pays, « passoire » qui rend possible ce trafic. Ces actions furent menées sous couvert de « l'aide logistique » que les forces armées sont autorisées à apporter si nécessaire aux forces de sécurité intérieure, et dans le cadre d'une opération spécifique nom-

21 Dans le cadre du « Repas de camaraderie des Forces Armées » qui s'est tenu le 7 juillet 2003.

22 « Dans le projet national de travail, de production et de croissance soutenable dans lequel nous croyons, nous devons intégrer une politique moderne de Défense Nationale, conçue comme une politique d'Etat. » (« En el proyecto nacional de trabajo, producción y crecimiento sustentable en que creemos, debemos engarzar una moderna política de defensa nacional, concebida como política de Estado. »)

23 Décret N° 727/2006.

24 Dans le premier cas, par le Décret 1079/2006 ; dans le second, par le décret 239/2007 créant une autorité civile, puis le décret 1770/2007 lui transférant les compétences du Commandement des Régions Aériennes de l'Armée de l'Air.

25 Cristina Fernández de Kirchner (né en 1953) : présidente de 2007 à 2015, elle a été en 2019 élue vice-présidente aux côtés du président Alberto Fernández (avec lequel elle n'a aucun lien de parenté), à qui elle a proposé la présidence car elle se savait – ou s'estimait –, pour sa part, trop clivante pour être élue.

mée *Escudo Norte* (« Bouclier Nord »)²⁶. Sous prétexte de prêter le concours de ses radars mobiles RASIT, l'Armée de Terre a par exemple pu, de facto, établir des patrouilles à la frontière²⁷. Au total, sous sa présidence, jusqu'à 4 500 soldats furent ainsi déployés à la frontière Nord dans ce rôle d'« appui logistique ». Cette action fut menée dans la plus grande discrétion, et en contradiction avec l'œuvre normative de la présidente – notamment de sa Directive de Politique de Défense Nationale²⁸. Malgré son caractère limité et l'absence de refonte profonde du cadre normatif, l'opération *Escudo Norte* marque un point d'inflexion

« À L'HEURE DE LA MONDIALISATION, TROUVER UNE MENACE QUI NE SERAIT EN AUCUNE MANIÈRE « EXTERNE » EST DES PLUS DIFFICILES. »

important : elle met fin au recul de la participation des forces armées à la sécurité intérieure en cours depuis le retour à la démocratie de 1983, et inverse cette tendance.

Ce retour vers des tâches intérieures et même constabulaires, encore subreptice, sera prolongé et assumé par Mauricio Macri²⁹. Dès son élection, celui-ci déclare un « état d'urgence de sécurité publique » sur tout le territoire, au motif du danger posé par le trafic de drogue – qui, s'il pose un certain nombre de problèmes, ne concerne certainement pas l'ensemble du territoire argentin.

Surtout, Mauricio Macri prend en 2018 un important décret, dont l'article 1 vient modifier la définition des missions des armées installée par le décret de 2006 de Néstor Kirchner. D'après le texte, « les Forces Armées [...] seront employées de manière dissuasive ou effective devant des agressions d'origine externe contre la souveraineté, l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de la République Argentine ; la vie et la liberté de ses habitants, ou devant toute autre forme d'agression externe qui soit incompatible avec la Charte des Nations Unies »³⁰. La grande amplitude laissée par la mention de la « vie et liberté de ses habitants » ne laisse guère que le critère de menace « externe » : or, à l'heure de la mondialisation, trouver une menace qui ne serait en aucune manière « externe » est des plus diffi-

26 Opération mise en place en 2011 par le décret N° 1091/11.

27 Les militaires n'étant autorisés qu'à « prêter assistance » aux forces de sécurité intérieure dans les tâches qui revenaient à ces dernières, les patrouilles frontalières ne pouvaient être que renforcées par l'armée, et non constituées uniquement de soldats : cependant, l'État-Major Commun décida que ces patrouilles mixtes seraient composées de 12 militaires et... 3 gendarmes. On peut dire que les forces intérieures apportent leur « valeur normative » plus qu'elles ne reçoivent un appui logistique de l'armée.

28 Sur la militarisation de la sécurité intérieure et de la lutte anti-droque aux Amériques et en particulier en Argentine : Tokatlian, Juan Gabriel, Sain, Marcelo Fabián, et Montenegro, Germán, *De militares a policías. La « guerra contra las drogas » y la militarización de Argentina*, Buenos Aires, Capital Intelectual, 2018 ; Sain, Marcelo Fabián, « ¿Los militares como policías? Cambios en la seguridad en Argentina, 2013-2018 », *Nueva sociedad* nov-déc. 2019, n°278.

29 Mauricio Macri (né en 1959) : homme d'affaires issu d'une des familles les plus riches du pays, il fut notamment président du club de football Boca Juniors de 1995 et 2007 avant de se lancer en politique. Il devient « chef du gouvernement » (c'est-à-dire maire) de Buenos Aires en 2007, est élu président du pays en 2015, mais est battu lors de sa tentative de réélection de 2019.

30 Décret 683/2018 (souligné par nous).



ciles. En plus de cette évolution normative importante, Mauricio Macri a continué d'user de moyens militaires à des fins de lutte contre le narcotrafic et de surveillance de la frontière nord – en assumant ses actes.

Pour conclure ce développement au sujet de l'évolution du cadre normatif de l'emploi interne des forces armées, il convient de noter que cette utilisation des militaires dans la lutte contre le trafic de drogue est une évolution prônée et promue par Washington dans tout l'hémisphère ouest³¹. En effet, depuis que, en 1973, Richard Nixon a déclaré une « guerre mondiale totale » au narcotrafic lors de la création de la DEA (*Drug Enforcement Administration*), les Etats-Unis sont partisans d'une militarisation de la lutte contre le trafic transnational de stupéfiants. En particulier, la Directive de Sécurité Nationale 221, promulguée par Ronald Reagan en 1986, permewwt l'implication des forces armées du pays dans la lutte anti-drogue.

« 'LA LIBERTÉ EST LA RÈGLE ET LA RESTRICTION DE POLICE, L'EXCEPTION' – A CONSTITUÉ LITTÉRALEMENT L'UNE DES DEVICES DU DROIT ADMINISTRATIF PENDANT LA MAJEURE PARTIE DU XXE SIÈCLE. C'EST SUR CETTE FORMULE QUE S'EST CONSTITUÉE LE MYTHE DU JUGE ADMINISTRATIF 'PROTECTEURS DES 'LIBERTÉS'. »

Cette thématique passe au premier plan de la politique de sécurité latino-américaine de Washington dès la fin de la Guerre froide. La stratégie anti-drogue états-unienne étant résolument tournée contre l'offre de stupéfiants, elle se traduit en effet avant tout par une action extérieure, dans laquelle les militaires ont le premier rôle – notamment le Commandement Sud (commandement militaire chargé de l'Amérique latine moins le Mexique). Dans ce cadre, les forces armées locales sont des partenaires privilégiés : et les cas de la Colombie et du Mexique dans la militarisation de la lutte anti-drogue sont bien connus – tout comme leur succès plus que relatif.

Autrement dit : après avoir, pendant la Guerre Froide, appuyé la lutte interne « anticommu-niste » des différentes dictatures militaires, Washington encourage désormais l'engagement des forces armées latino-américaines, toujours en interne, contre les « nouvelles menaces » (narcotrafic et terrorisme).

³¹ A cette dimension s'ajoute bien entendu celle de la lutte contre le terrorisme, peu répandu dans le continent, mais présent justement en Argentine. En 1992, l'ambassade d'Israël à Buenos Aires est complètement détruite lors d'une attaque à la bombe, qui tue ce faisant 22 personnes. Surtout, deux ans plus tard et toujours à Buenos Aires, l'AMIA (Association Mutuelle Israélite Argentine) est visée par une voiture piégée : 85 personnes perdent la vie et plus de 300 sont blessées. Afin de ne pas alourdir le développement, et au vu de la faible influence de cette dimension par rapport à celle de la lutte contre le trafic de drogue (et ce, malgré les deux attentats cités), nous n'avons pas détaillé l'évolution des normes la concernant : mais la dynamique d'écartement puis de ré-implication des forces armées y suit la même chronologie que dans le cas de la lutte contre le narcotrafic.

Ainsi, la décision évoquée plus haut de déployer un bataillon du génie dans la ville de Rosario dans le cadre de la lutte contre le narcotrafic qui frappe durement ce port est moins isolée et significative qu'il n'y paraît : plus qu'un tournant, il s'agit d'un pas de plus dans le retour progressif – et détourné – des forces armées argentines aux tâches de sécurité intérieure. En l'espèce, l'unité déployée se bornera à effectuer des missions d'urbanisation – rappelons que l'appui logistique apporté par les forces militaires aux forces constabulaires dans le Nord du pays fut un des moyens de leur retour aux tâches intérieures sous Cristina Kirchner. Cet appui logistique apporté par les troupes du Génie aux autorités civiles s'est largement étendu ces dernières années³² : dans ce domaine comme dans d'autres, l'armée argentine, dépourvue d'objectifs strictement militaires, emploie largement ses (faibles) moyens à des tâches d'appui à l'Etat dans ses missions internes.

Le président argentin jusqu'en décembre 2023, Alberto Fernández³³, s'inscrit largement dans la continuité de ses prédécesseurs concernant l'emploi des forces armées³⁴. Ces dernières continuent de n'occuper qu'un rôle plus que secondaire dans l'agenda politique : ainsi, lors de son discours d'ouverture de la session parlementaire de l'année 2023³⁵, le locataire de la *Casa Rosada*³⁶ n'a évoqué les forces armées qu'à la fin de son discours – et il ne n'a fait que très succinctement.

Il a surtout publié en 2021 une Directive de politique de Défense Nationale³⁷ qui, si elle note le retour d'un risque de conflits interétatiques, ajoute que ces conflits restent hautement improbables en Amérique du Sud. Le document rejette explicitement l'objectif de lutte antiterroriste pour les forces armées ; cependant, lorsqu'il se félicite de la non-participation des militaires à des tâches constabulaires, il ajoute cette mention plus qu'ambiguë : « indépendamment des opérations en cours dans la lutte contre le narcotrafic »³⁸. Doit-on comprendre que cette participation à la lutte contre les trafiquants de drogue est une parenthèse appelée à être refermée, ou une exception certes non assumée, mais vouée à se perpétuer ?

Ensuite et surtout, cette Directive porte la trace de la pandémie de Co-



32 Par exemple, des drones de l'armée de l'Air ont été déployés en 2022 pour lutter contre des incendies dans le delta du Tigre, au nord de Buenos Aires (<https://www.argentina.gob.ar/noticias/drones-de-las-fuerzas-armadas-colaboran-en-la-lucha-contra-los-incendios-del-delta>) ; et, en 2023, une unité du génie a été utilisée afin de distribuer de l'eau potable dans la banlieue de la capitale (<https://www.argentina.gob.ar/noticias/defensa-distribuye-agua-en-el-gran-buenos-aires>).

33 Alberto Fernández (né en 1959) : chef de cabinet de Néstor Kirchner puis, pendant un an, de Cristina Kirchner, il devient ensuite un opposant à cette dernière, tout en restant au sein du péronisme et en continuant à se réclamer de l'œuvre de Néstor Kirchner. En 2019, il accepte toutefois l'offre de Cristina Kirchner, et se présente à la présidence avec cette dernière comme vice-présidente. A l'issue d'un mandat compliqué (et marqué notamment par un conflit croissant avec sa vice-présidente), il annonce assez tôt en 2023 qu'il ne se présentera pas à sa réélection. Pour un premier bilan de son mandat – encore inachevé –, cf. José Natanson, « Las batallas de Alberto Fernández », Nueva Sociedad, mars-avril 2021, n°292

34 Il est cependant un domaine où, à défaut de marquer une rupture, il clôt une parenthèse : après un repli sous Mauricio Macri, la participation de l'Argentine à des missions de l'ONU est repartie à la hausse (<https://www.argentina.gob.ar/noticias/en-menos-de-3-anos-argentina-duplica-su-presencia-en-las-operaciones-de-paz-bajo-el-mandato>).

35 Prononcé le 1er mars.

36 Siège du pouvoir présidentiel argentin.

37 Directive à laquelle a donné force légale le décret 457/2021 du 14 juillet 2021.

38 « independientemente de las cuentas pendientes en materia de lucha contra el narcotráfico ».

vid-19³⁹, dans la lutte contre laquelle l'armée argentine a – comme de nombreuses armées dans le monde – été appelée à participer au vu de l'urgence de la situation – ce que les textes l'autorisent à faire. Cependant – et comme nombre d'autres dispositifs déployés pendant la pandémie – cette exception semble devoir devenir une règle. Ainsi, le document stipule que :

[au vu de l'expérience de la pandémie] il est donc impératif de planifier les réponses en cas de possibles émergences de nouvelles pandémies. Le rôle éminent joué par les forces armées argentines face aux urgences sanitaires doit être correctement capitalisé, en utilisant l'expérience pour actualiser les protocoles et planifier les capacités logistiques et opératives nécessaires face à des scénarios similaires⁴⁰.

Ainsi, les armées doivent désormais se préparer à jouer un rôle en cas de pandémie – et non pas prêter main-forte, en utilisant des moyens développés à des fins militaires, lorsqu'apparaît une situation d'urgence sanitaire.

Cette expérience de la lutte contre la Covid est vue comme structurante : ainsi, lorsqu'elle examine la manière dont les forces armées doivent être réparties sur le territoire, la directive invite à incorporer dans cette conception « les leçons apprises des deux expériences les plus importantes en matière de déploiement de l'instrument militaire lors de quatre dernières décennies, la Guerre de l'Atlantique Sud de 1982 (la Guerre des Malouines) et l'Opération Générale Manuel Belgrano d'appui d'urgence sanitaire dans le cadre de la pandémie de Covid-19. » Si l'on se souvient que cette même directive écarte toute perspective de conflit interétatique en Amérique du Sud, on est porté à penser que la perspective sanitaire devrait structurer assez fortement l'organisation et la préparation des armées argentines.



En sus de l'objectif de lutte anti-drogue évoqué avec ambiguïté et de la mission sanitaire affichée pour sa part on ne peut plus clairement – ainsi que de la participation aux missions de l'ONU évoquée plus haut – la mission la plus importante assignée à l'armée argentine est une mission d'occupation du territoire et, en particulier, du territoire antarctique, avec lequel l'armée est notamment chargée d'entretenir la liaison logistique : mission qui ressemble davantage à de l'aménagement du territoire qu'à de la Défense. Même si l'on comprend

39 « La incorporación de las lecciones aprendidas de las DOS (2) experiencias más importantes en materia de despliegue del INSTRUMENTO MILITAR de las últimas CUATRO (4) décadas, la Guerra del Atlántico Sur en 1982 y la "Operación General Manuel Belgrano" de apoyo a la emergencia sanitaria en el marco de la pandemia de COVID-19. »

40 « Se hace entonces imperativo planificar las respuestas ante posibles brotes de nuevas pandemias. El destacado papel desempeñado por las FUERZAS ARMADAS argentinas frente a emergencias sanitarias debe ser correctamente capitalizado, utilizando la experiencia para actualizar protocolos y planificar las capacidades logísticas y operativas necesarias ante escenarios similares ».

l'intérêt stratégique de l'Antarctique⁴¹ et de l'occupation du territoire⁴², il n'est pas commun de voir un tel objectif être plus important pour une armée que celui de la préparation à un conflit.

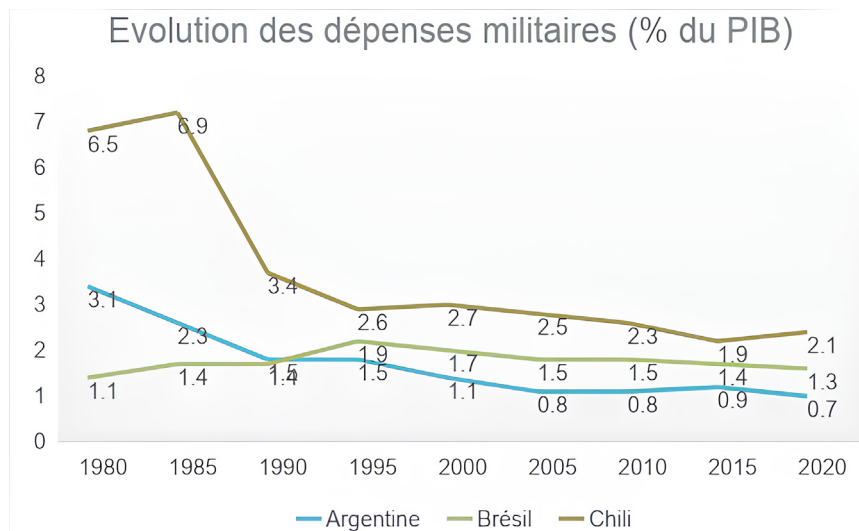
Ainsi, en l'absence d'objectifs structurels proprement militaires, les forces armées se retrouvent transformées en force d'appoint à l'Etat dans ses missions civiles : lutte anti-drogue, gestion épidémique, occupation et aménagement du territoire.

La question qui se pose est : pourquoi, dans ce pays si antimilitariste, l'Etat revient-il à un usage interne des forces armées ? Et la réponse semble être : parce qu'il n'est pas prêt à les doter de moyens leur permettant d'être autre chose qu'une gendarmerie lourde.

UN OUTIL MILITAIRE SOUS-DIMENSIONNÉ POUR TOUT USAGE MILITAIRE

Depuis 1983 – et comme évoqué plus haut – l'armée argentine a en effet vu ses moyens rognés constamment. Ainsi, les dépenses militaires argentines sont, d'après l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, passées de 3,1% du PIB en 1980 à 0,7% en 2020 : et la comparaison avec les voisins brésilien et chilien permet d'illustrer la situation spécifique de l'armée argentine, parent pauvre dans un continent d'armées peu dotées.

Au-delà de cette faiblesse du budget militaire, sa composition est également révélatrice : en effet, la part des salaires versés y est importante, et celle des investissements faible – à titre de comparaison, l'Argentine a consacré en 2007 seulement 2,55% de ses dépenses militaires à l'investissement, contre 6,95% pour le Brésil et 27,48% pour le Chili⁴³. Et l'année 2007 est loin d'être une exception⁴⁴.



41 Signataire initial du Traité sur l'Antarctique de 1959 (traité dont le secrétariat se situe d'ailleurs à Buenos Aires depuis sa création en 2004), l'Argentine dispose, pour des raisons géographiques – la ville d'Ushuaia, capitale de la province de la Terre de Feu, se situe à un millier de kilomètres seulement du continent blanc – de nombreuses bases, y compris permanentes, en Antarctique. L'une d'elle – la base « Espérance » – dispose même d'une école.

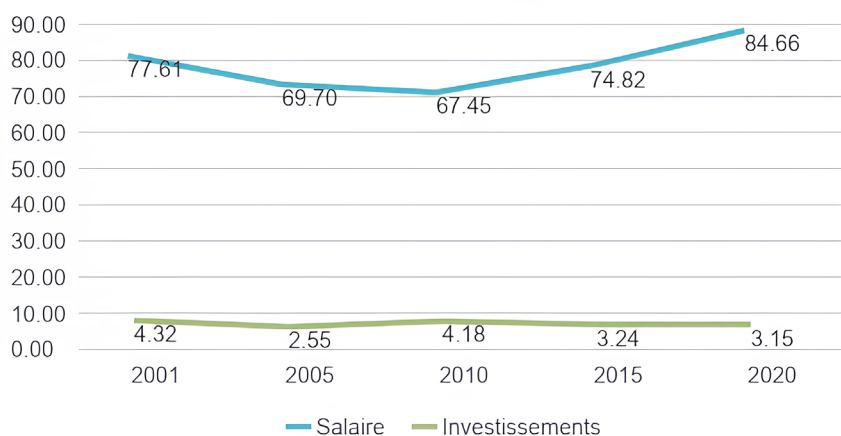
42 L'armée brésilienne remplit d'ailleurs une mission semblable dans les territoires amazoniens.

43 Simonoff, Alejandro, Surasky, Javier y Rial, Juan, Análisis de los lineamientos de la política exterior argentina reciente, a través de la cooperación regional y la agenda de seguridad durante el gobierno de Néstor Kirchner, La Plata, Ediciones IRI, 2010, p.100.

44 Le graphique suivant a été réalisé à partir des lois budgétaires, qui comportent en annexes une répartition (relativement) détaillée des dépenses militaires.

Dévolue à des missions d'interposition dans le cadre de l'ONU, de gardiennage des frontières, de police, ainsi que d'appui logistique et d'occupation physique du territoire dans ses zones les plus vides – en Antarctique notamment – l'armée argentine ne semble en effet pas avoir besoin d'équipements ambitieux. La permanence de « l'occupation » des Malouines n'est même pas un motif de maintien d'importantes capacités guerrières, au vu du traumatisme que constitue la tentative désastreuse de récupérer ce territoire par la force, qui a engendré un consensus politique quant à la nécessité de recourir à la voie diplomatique pour régler cette question⁴⁵.

Salaires et investissements (% des dépenses militaires totales)



Cette focalisation – de facto mais aussi, on l'a vu, en vertu de la doctrine officielle – des forces armées sur des tâches civiles se traduit notamment dans des choix d'équipement – et de non-equipement. Une rapide comparaison entre les marines argentine et chilienne permet de remarquer la différence d'orientation, et ce alors que les deux marines ont la garde d'un littoral comparable et que le Chili dispose lui aussi de revendications et de territoires antarctiques – auquel il accorde certes moins d'importance : ce qui est un choix qui, on le verra, se traduit dans les équipements respectifs⁴⁶.

Sur le papier, l'Argentine dispose encore d'une flotte de guerre de surface relativement importante, avec notamment quatre destroyers et neuf corvettes : cependant, la majorité de cette flotte est issue de décisions prises avant 1983⁴⁷. Si, de son côté, la marine chilienne est dépourvue de destroyers – navires qui, s'ils semblent revenir sur le devant de la scène depuis quelques années, étaient passés au second plan derrière le couple sous-marin/porte-avions issu de la Seconde Guerre Mondiale⁴⁸ – elle compte huit frégates⁴⁹, dont la plus ancienne l'est moins que la plus récente des corvettes argentines, et qui ont toutes été acquises « de seconde main »⁵⁰ dans les années 2000, c'est-à-dire bien après le départ de Pinochet (qui a quitté le pouvoir en 1990).

45 Forces politiques qui ne sont pas toutes, par ailleurs, désireuses de placer la question des Malouines en haut de l'agenda international du pays, même en usant seulement de voies pacifiques. Cf. María Cecilia Míguez, « Los partidos políticos argentinos y las negociaciones por las Islas Malvinas, 1982- 2022: de consensos y vaivenes », Cidos, 2022, n°58, pp. 79-107.

46 Les informations utilisées sont disponibles sur les officiels respectifs des marines de chaque pays.

47 L'acquisition des destroyers ARA «Almirante Brown», ARA «Heroína» et ARA «Sarandí» a été décidée en 1974, tandis que la construction du destroyer ARA «La Argentina» dans des arsenaux argentins a commencé en 1981 ; quant aux corvettes, seulement quatre d'entre elles (les corvettes ARA «Spiro», ARA «Parker», ARA «Gómez Roca» et ARA «Robinson» ont pris la mer après le retour de la démocratie).

48 <https://meta-defense.fr/2023/06/09/apres-litalie-et-lallemagne-la-royal-navy-va-t-elle-aussi-se-doter-de-super-destroyers/>

49 Une frégate est la classe de navire immédiatement supérieure à la corvette – pour ce qui est de la taille.

50 Soit auprès de la Royal Navy, soit auprès de la Marine hollandaise.

Surtout, la flotte sous-marine chilienne est très supérieure à son homologue : là où cette dernière ne dispose que de deux sous-marins au diesel dont aucun ne date d'après le retour à la démocratie⁵¹, la première dispose, en plus de deux sous-marins au diesel datant des années 1980, de deux sous-marins de classe Scorpène à moteur mixte, et commandés après le retour de la démocratie au Chili.

Si l'Argentine démocratique a négligé sa flotte de bataille, où donc sont passés ses crédits d'équipements alloués à la Marine⁵² ? Essentiellement dans la très forte augmentation de sa flotte d'avisos (qui passe d'un seul à six vaisseaux)⁵³, c'est-à-dire de vaisseaux légers, dévoués à la surveillance – notamment contre la pêche illégale –, au sauvetage en mer ainsi qu'à l'appui aux missions scientifiques⁵⁴.

Dans ces conditions, il n'est pas surprenant de constater que, d'après le SIPRI, les dépenses militaires chiliennes soient largement supérieures aux dépenses argentines : elles se sont élevées à 5,168 milliards de dollars (constants de 2021) en 2019 et 5,738 milliards en 2022, contre respectivement 3,194 et 2,101 milliards aux mêmes dates côté argentin. En effet, les choix d'équipements respectifs dans le domaine des marines de guerre impliquent évidemment de plus fortes dépenses côté chilien, car la préparation de la perspective d'une guerre maritime conventionnelle sera toujours plus coûteuse que la simple surveillance.

Ainsi, en plus d'être dotées de missions de plus en plus liées normativement à l'exercice de fonctions civiles en générale, et constabulaires en particulier, les forces armées argentines sont, de plus, sous-dotées en matière de budget et d'équipements. Ces derniers semblent les limiter à ces missions civiles auxquelles l'évolution normative les destine sans cesse davantage.

Il pouvait, au fond, difficilement en être autrement : nous avons en effet vu combien, lors du retour de la démocratie en 1983, les forces armées argentines sont délégitimées politiquement pour la férocité – et l'illégalité complète – de leur répression, mais aussi militairement en raison de leur défaite, traumatique pour le pays, lors d'une Guerre des Malouines qu'elles avaient pourtant lancée. Dans un contexte extérieur de détente générale des relations avec ses voisins puis de début des processus d'intégration latino-américaine, une armée ainsi délégitimée ne pouvait que recevoir des moyens décroissants. Cependant, pour de multiples

51 L'un d'entre eux, l'ARA «Salta», a même pris la mer en ... 1972. La Marine argentine disposait, jusqu'en 2017, de l'ARA «San Juan» qui, bien que commandé sous la dictature, avait pris la mer en 1983. Cependant, le 15 novembre 2017, ce sous-marin a disparu en mer, entraînant la mort de l'ensemble de son équipage. L'enquête qui suivit révéla l'état déplorable dans lequel se trouvait le sous-marin, ainsi que son sous-équipement en vivres et en bombes d'oxygène : indice tragique du délabrement de la flotte sous-marine argentine.

52 Rappelons que, comme vu plus haut, les forces armées argentines consacrent depuis 1983 une proportion très faible de leur budget à l'investissement, et donc à l'acquisition d'équipements.

53 Quatre des six avisos argentins ont été acquis dans les années 2010, «de seconde main», auprès de la Russie (ARA «Estrecho de San Carlos», ARA «Puerto Argentino», ARA «Neftegaz» et ARA «Islas Malvinas»), tandis qu'un autre l'a été dans les années 1980 (ARA «Teniente Olivieri»). Même les achats passés dans les années 2010 ont amenés à acquérir des avisos relativement anciens (datant des années 1990) : pour des missions de sauvetage et de surveillance, c'est sans doute suffisant.

54 Notons que l'Argentine dispose de trois navires océanographiques ainsi que du brise-glace le plus imposant de l'hémisphère Sud, l'ARA «Almirante Irizar» : cependant, et malgré l'importance accordée à la liaison avec l'Antarctique et à la recherche océanographique dans ces régions australes, cette flotte n'a été ni renforcée ni renouvelée depuis le retour de la démocratie – il faut néanmoins noter qu'il est moins nécessaire d'améliorer ces équipements que des équipements militaires, pour la simple et bonne raison que les éléments n'ont, de leur côté et au contraire des autres armées dans le monde, mené aucune avancée technologique ou capacitaire entraînant une hausse de l'adversité qu'ils opposent à la flotte argentine lors de ses missions polaires.

raisons, ne plus disposer de la moindre force militaire n'était évidemment pas une option viable pour Buenos Aires : il a donc fallu trouver une utilité à cet outil militaire auquel on cherchait à consacrer le moins de ressources possibles, et dont l'utilité stratégique n'était par ailleurs plus évidente. Le premier pis-aller fut l'usage des troupes dans le cadre d'opérations de l'ONU, qui permettait de rentabiliser diplomatiquement cet outil militaire en déshérence. Puis, on s'est mis adjoindre d'autres missions à cet outil militaire, afin d'user de ses (quelques moyens) pour décharger l'Etat du poids de certaines de ses missions : surveillance des frontières, occupation physique et aménagement du territoire, appui logistique aux populations des territoires reculés, surveillance côtière, etc.

Surtout, cet outil fut utilisé dans le cadre de la lutte contre le narcotrafic puis contre la menace pandémique : il s'agissait d'abord une mission d'« urgence », qui, de manière plus ou moins assumée, est devenue une mission structurelle, c'est-à-dire qui détermine la conception même de l'armée – et donc la formation de ses personnels, sa répartition territoriale, ses équipements, etc. Pour ces deux volets, l'Argentine s'inscrit dans une dynamique continentale d'une part (la militarisation de la lutte antidrogue impulsée par Washington) et mondiale de l'autre (l'appui des forces armées à la lutte contre la pandémie de Covid-19). Cependant, dans une armée dépourvue désormais de tout objectif conventionnel – même défensif – sérieux, ou en tout cas sérieusement préparé, ces missions prennent rapidement une grande importance, comme le démontre la place « d'honneur » attribuée à l'action sanitaire de l'armée argentine dans la Doctrine de Défense nationale publiée en 2021.

L'AUTEUR

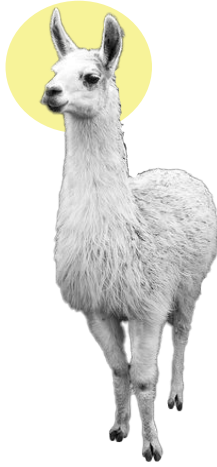
Lucas Favre

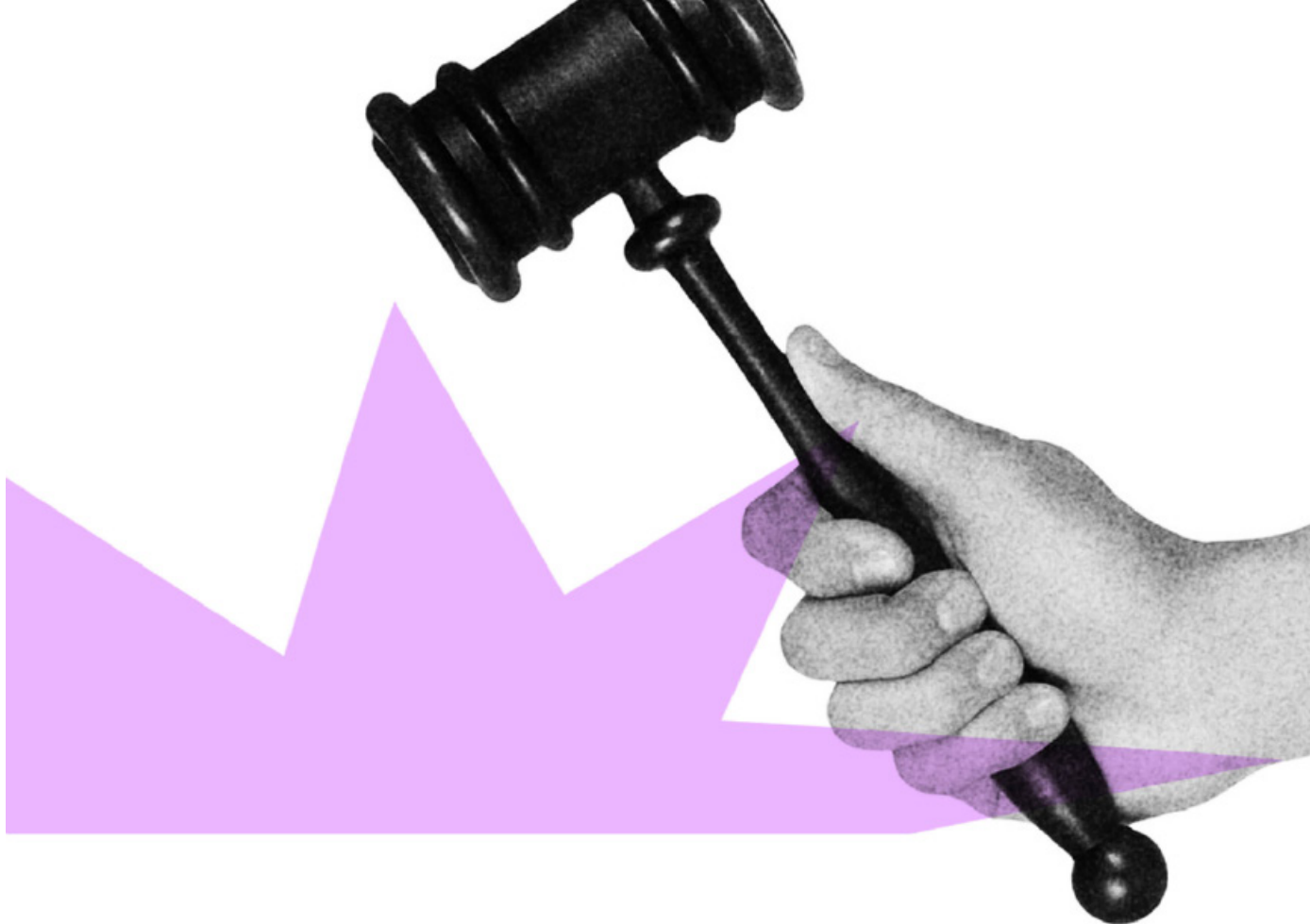
Diplômé de l'IEP d'Aix-en-Provence en relations internationales et en histoire militaire, Lucas Favre est également chroniqueur pour la revue Zone Critique et romancier.

Autrement dit : la délégitimation complète résultant de l'implication politique des forces armées argentines a créé pour elles un contexte politique qui, combiné à un contexte continental pacifié, a conduit à ce que ces armées reviennent à être, de plus en plus, employées à des tâches non-militaires et parfois même constabulaires, et ce de manière sans cesse plus structurelle – comme le reflète l'évolution normative, ou l'exemple de l'équipement de la Marine argentine⁵⁵.

Ainsi, après s'être dévoyées dans la politique interne afin de préserver leur autonomie professionnelle contre le pouvoir politique, les armées argentines se voient désormais réinsérées sans cesse davantage dans la politique et la sécurité intérieures. Elle ne récoltent que les graines semées par leur intervention préalable dans ces mêmes domaines : voilà qui illustre la complexité des rapports entre le civil et le militaire (ainsi que la difficulté de tracer une limite claire sur le long terme) de manière ironique, et – donc – tragique.

⁵⁵ Par ailleurs, la conservation des (relativement inutiles) vieux destroyers de cette dernière montre qu'il s'agit moins d'une décision résolue que d'un choix par défaut : le pouvoir politique ne réoriente pas vraiment les forces armées argentines, il se laisse amener, par la force des choses (contraintes budgétaires et contexte) à les utiliser, de manière opportune, à ce qui convient le mieux à ses objectifs politiques internes. D'où le caractère insidieux et souvent peu assumé du changement – dans sa dimension normative notamment.





LORSQUE L'EXCEPTION DEVIENT LA RÈGLE : ESSAI SUR LA REFI- CATATION DES LIBERTÉS CIVILES

Par Rafaël Porretta

LE MYTHE DU JUGE ADMINISTRATIF COMME "PROTECTEUR DES LIBERTÉS" S'EST CONSTRUIT AU XIXÈME SIÈCLE SUR L'IDÉE QUE "LA LIBERTÉ EST LA RÈGLE ET LA RESTRICTION DE POLICE, L'EXCEPTION". CEPENDANT, DE PAR L'ABSENCE DE DÉFINITION UNIQUE DE L'INTÉRÊT PUBLIC, LES JUGES ONT DÉTERMINÉ LEUR PROPRE DÉFINITION AU "CAS PAR CAS". LES CRISES TERRORISTES ET PANDÉMIQUES ONT CONDUIT À GÉNÉRALISER DES PROCÉDURES D'EXCEPTION ET À LES INTÉGRER AU DROIT COMMUN DANS UNE LOGIQUE DE CONTRÔLE DES POPULATIONS SANS QUE LE DROIT NE FOURNISSE UN CONTRE-POUVOIR EFFICACE.

Dès la première année de la faculté de droit, les professeurs enseignent à leurs étudiants des distinctions basiques et générales qui leur permettront à terme d'appréhender plus finement les problématiques juridiques. Parmi ces distinctions, l'une des plus importantes est celle entre le principe et l'exception. Le principe est la règle générale et principale, qui s'applique aux cas les plus nombreux et les plus courants. L'exception ou les exceptions sont des règles dérogatoires au principe, afin de l'adapter aux cas particuliers et spécifiques.

La distinction principe/exception influence directement l'organisation de notre système juridique. Très concrètement, dans n'importe quel segment du droit – social, civil, pénal, administratif, environnemental – on relève un droit commun et un droit d'exception. Dans une grande majorité des articles de chaque code, on retrouve également cette distinction. Ainsi, en droit des contrats, l'un des principes cardinaux est le respect des obligations de l'ensemble des parties contractantes. Mais il existe une exception notable : la force majeure, c'est-à-dire l'arrivée d'un événement imprévisible, irrésistible, qui échappe au contrôle des parties et les empêche de remplir leurs obligations¹. De même, certaines infractions, comme la trahison ou l'espionnage, relèvent du droit de la justice militaire, et non pas du code pénal².

Ces exemples sont relativement connus du grand public, contrairement aux cas relatifs au droit public et plus spécifiquement au droit administratif. Considéré comme très technique et ne jouissant pas d'une grande notoriété, il est cependant un droit essentiel dans la mesure où il régit une grande part de notre société. Droit du travail, droit de l'urbanisme, droit des fonctions publiques, droit de l'environnement, droit hospitalier, droit fiscal et bien d'autres domaines relèvent des juridictions administratives. Les juridictions du droit public recouvrent également des domaines essentiels de notre organisation juridique et politique. A titre d'exemple, le Conseil constitutionnel contrôle toutes les lois, que leur objet soit le droit public ou le droit privé. Les règles qu'il a établies constituent une source majeure de

¹ Ces trois conditions (événement imprévisible, irrésistible et échappant au contrôle des personnes concernées) se déduisent de l'article 1218 du code civil.

² Quand bien même ces deux codes font référence mutuellement l'un à l'autre.

notre droit public ; elles structurent en profondeur notre système juridique, institutionnel et politique.

LA NAISSANCE PROGRESSIVE DU DROIT ADMINISTRATIF

Le champ d'application de cette catégorie du droit va de pair avec sa nature même : établir une exception aux droits communs (civil, pénal, social, etc.). Historiquement, le droit administratif a été conçu pour échapper à l'office des juges judiciaires. Les Révolutionnaires de 1789 avaient constaté que les magistrats de cette époque avaient joué un rôle central dans la chute de la monarchie, en l'empêchant de se moderniser³. Inquiets de subir le même sort, ils décidèrent de changer en profondeur la structure même de l'ordre juridique français : désormais, les magistrats ne pourraient plus juger et bloquer les actes du gouvernement et de l'administration sous peine de forfaiture⁴. En d'autres termes, l'administration jouissait d'un pouvoir sans entrave juridique, puisqu'aucun magistrat ne pouvait casser ses décisions.

Cette situation perdura pendant des décennies, jusqu'à ce que le Conseil d'Etat acquiert progressivement des compétences juridictionnelles. Créé en 1799 par Napoléon Bonaparte alors Premier Consul, ce Conseil n'avait pour but que d'être le conseiller juridique du gouvernement : il devait rédiger les décrets et les projets de loi afin de maintenir un minimum de cohérence juridique. Il n'avait donc aucun pouvoir décisionnaire, ce qui signifie que le gouvernement ordonnait, le Conseil s'exécutait, mais ne pouvait certainement pas contester les actes de l'administration. Tout au plus pouvait-il formuler des observations, lesquelles ne liaient pas le gouvernement qui pouvait les ignorer. Après la chute du Premier Empire, le Conseil d'Etat se maintint et commença à développer significativement les compétences juridictionnelles qu'il possédait déjà formellement. C'est à partir du Second Empire qu'il commença à prendre de l'importance⁵. Le recours pour excès de pouvoir⁶ se développa considérablement à cette période. Son but était simple : annuler tout acte pris par une autorité administrative alors qu'elle n'avait aucune compétence textuelle pour le faire. A l'origine, ce nouveau recours n'avait certainement pas pour but de protéger le citoyen contre l'arbitraire ; il constituait un moyen de contrôle du gouvernement sur son administration. Rappelons que nous sommes sous les Premier et Second Empires, soit en plein XIXe siècle, connu pour être le siècle de la valse des régimes. Autrement dit, l'assise d'un gouvernement quel qu'il soit

3 Les Cours de justice de l'Ancien Régime étaient nombreuses. Les plus célèbres étaient les fameux « parlements d'Ancien Régime ». A cette époque, il n'existait pas de distinction entre un droit administratif propre aux actes de l'administration et un droit judiciaire. Ainsi, les magistrats de cette époque jugeaient aussi des affaires pénales que des décisions royales – ordonnances, édits – qu'ils n'hésitaient pas à bloquer régulièrement, ralentissant voir interrompant le processus de réforme de l'Etat. Ce blocage institutionnel fut l'une des causes majeures de la Révolution de 1789.

4 Voir par exemple la loi des 16 et 24 août 1790 et l'article 3 du chapitre V du titre III de la Constitution de 1791. A noter cependant qu'il ne s'agit pas du début de la séparation entre ordre judiciaire et ordre administratif, puisque ce dernier n'existe pas. Il s'agit en revanche d'une incompétence du juge judiciaire pour annuler les actes de l'administration.

5 Notons que sous Napoléon Ier déjà le Conseil disposait d'une section contentieuse. Également, l'article 52 de la constitution de l'An VIII établit que le Conseil doit résoudre les conflits qui s'élèvent en matière administrative. Ces compétences sont toutefois purement formelles ; dans la pratique, le rôle contentieux du Conseil était résiduel.

6 Ce recours, même s'il portait d'autres noms, était déjà utilisé par la cellule contentieuse du Conseil sous le Premier Empire pour les raisons que nous allons ensuite évoquer.

était faible et la fidélité de l'administration à son égard était toute relative. Pour s'assurer que ses ordres étaient bien suivis, le gouvernement impérial institua ce recours afin de surveiller ses fonctionnaires et les mettre au pas. Le recours pour excès de pouvoir était une épée de Damoclès au-dessus de la tête de chaque agent de l'Etat qui devait prendre garde à ne pas prendre trop de libertés dans sa charge par rapport aux directives du gouvernement.

Pourtant, quand bien même le recours pour excès de pouvoir n'a pas été institué pour protéger les citoyens de l'arbitraire étatique, il n'en acquerra pas moins ce rôle par la suite. La III^e république consacra définitivement l'avènement du droit administratif puisqu'en 1871, le Tribunal des conflits⁷ sortit un arrêt devenu célèbre, appelé l'arrêt « Blanco », qui reconnaît la nécessité d'appliquer à l'administration un droit spécial⁸. Ne concernant qu'un segment précis du droit⁹, cet arrêt n'en apparaît pas moins révolutionnaire. Il n'est toutefois que le produit d'un long processus qui avait déjà commencé sous le Second Empire et que le Tribunal des Conflits n'a fait que confirmer¹⁰. Il n'en demeure pas moins que la tradition en matière d'histoire du droit administratif veut que cet événement marque définitivement l'essor de ce nouveau droit¹¹.



7 Cette juridiction « a pour mission de résoudre les conflits de compétence entre les juridictions de l'ordre judiciaire et les juridictions de l'ordre administratif et de prévenir un déni de justice dans le cas de contrariété de décisions définitives rendues, dans le même litige, par une juridiction de chacun des deux ordres. Le Tribunal des conflits statue enfin sur les recours en responsabilité pour une durée totale excessive des procédures afférentes à un même litige, conduites entre les mêmes parties devant les deux ordres de juridictions, et le cas échéant, devant le Tribunal lui-même. » Voir <http://www.tribunal-conflits.fr/>.

8 Le commissaire du gouvernement David insiste bien sur l'impossibilité d'appliquer les règles communes du droit civil, et qu'un régime de responsabilité spécial doit d'appliquer à l'administration. Il reconnaît également la compétence de la juridiction administrative pour ce type de litiges.

9 L'affaire touchait au régime de responsabilité applicable au cas d'un enfant renversé par un wagonnet d'une manufacture de tabac, exploitée en régie par l'État. Voir <https://www.conseil-etat.fr/decisions-de-justice/jurisprudence/les-grandes-decisions-depuis-1873/tribunal-des-conflits-8-fevrier-1873-blanco>.

10 Des principes similaires étaient présents notamment dans l'arrêt Rothschild du Conseil d'Etat (1855).

11 Si l'histoire du droit retient l'arrêt Blanco, c'est avant tout pour un souci de propagande historique, afin de faire de la jeune République et non du Second Empire un défenseur des libertés.

LE MYTHE DU JUGE ADMINISTRATIF « PRO-TECTEUR DES LIBERTÉS »

Le XXe siècle vit l'avènement d'une justice administrative autonome, laquelle succéda à la justice retenue¹². Le Conseil d'Etat a ainsi pu développer progressivement un droit aussi vaste que complexe. C'est à ce moment que les premières théories d'exception en droit administratif apparurent également, comme par exemple la théorie des circonstances exceptionnelles¹³.

Néanmoins, malgré l'apparition de ces principes d'exception, le droit administratif connut une phrase que les historiens du droit qualifient de « libérale », c'est-à-dire une période où les juridictions administratives, à commencer par le Conseil d'Etat, se firent les défenseurs des libertés. Comme nous l'avons dit précédemment, même si ce n'était pas sa fonction originelle, le recours pour excès de pouvoir (REP) devint de fait « l'arme la plus efficace, la plus économique, et la plus pratique qui existe au monde pour défendre les libertés »¹⁴. Pourtant, il souffrait de plusieurs failles qui en faisait un outil imparfait. Par exemple, le REP ne permettait pas au juge de suspendre l'acte litigieux ; il fallait une décision ultérieure à l'annulation pour prononcer la suspension. De surcroît, jusqu'aux années 1990, les juges administratifs étaient pris dans le dilemme « vannuler ou rejeter la requête »¹⁵.

Ceci n'a pas empêché le juge administratif d'étendre ses compétences et donc le nombre de litiges dont il aurait à connaître. Il a notamment élargi la capacité des administrés à se porter en justice, en élargissant la notion d'intérêt à agir¹⁶. Ce fut le cas avec l'arrêt Casanova du Conseil d'Etat (1901)¹⁷. Il était question d'un petit village en Corse, dans lequel il avait été décidé de créer un poste de médecin – par arrêté du maire. Un habitant local a pu attaquer la décision sur le simple motif qu'il était contribuable de la commune, ce qui lui donnait un intérêt à agir contre les décisions de la commune. Le droit administratif se démocratisa alors en s'ouvrant au plus d'administrés possible.

Plus généralement, le Conseil a développé une jurisprudence plus stricte en matière de protection des libertés publiques et individuelles. L'un des arrêts les plus célèbres est l'arrêt

12 Aussi appelé système du ministre-juge, ou de l'administration-juge, ce système se fondait sur le principe que l'administration était le juge de ses propres actes.

13 Tiré de l'arrêt Heyriès (1918), cette théorie veut qu'en cas de circonstances exceptionnelles (nous sommes en pleine Première Guerre Mondiale), le gouvernement a compétence pour suspendre par décret l'application d'une loi au nom du bon fonctionnement des services publics. L'administration a des pouvoirs de police plus importants.

14 G. Jèze, « Les libertés individuelles », Annuaire de l'Institut international de droit public, 1929, p. 180.

15 Comprendre par-là : annuler l'acte contesté ou rejeter la requête formée contre ledit acte.

16 L'intérêt à agir est une sorte de légitimité juridique. Pour contester un acte, un requérant doit avoir un intérêt suffisamment direct. Par exemple, si un acte est pris contre un individu déterminé – on l'appelle « acte administratif individuel » –, l'individu visé aura par définition intérêt à contester l'acte en question. En l'absence d'un tel intérêt à agir, les requêtes formées sont jugées irrecevables.

17 Conseil d'Etat, du 29 mars 1901, 94580, publié au recueil Lebon : <https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000007635142/>

dit « Baldy » (1917)¹⁸. En l'espèce, c'est moins la solution de l'arrêt lui-même que les conclusions du Commissaire du gouvernement en charge de ce dossier qui sont importantes. Louis Corneille écrit en effet : « Pour déterminer l'étendue du pouvoir de police dans un cas particulier, il faut toujours se rappeler que les pouvoirs de police sont des restrictions aux libertés des particuliers, que le point de départ de notre droit public, et dans l'ensemble les libertés des citoyens, que la déclaration des droits de l'homme est implicitement ou explicitement au frontispice des constitutions républicaines, et que toute controverse de droit public, doit, pour se calquer sur les principes généraux, partir de ce point de vue que la liberté est la règle et la restriction de police, l'exception »¹⁹.

Cette dernière formule – « la liberté est la règle et la restriction de police, l'exception » – a constitué littéralement l'une des devises du droit administratif pendant la majeure partie du XXe siècle. C'est sur cette formule que s'est constituée le mythe du juge administratif « protecteurs des libertés ».

« 'LA LIBERTÉ EST LA RÈGLE ET LA RESTRICTION DE POLICE, L'EXCEPTION' – A CONSTITUÉ LITTÉRALEMENT L'UNE DES DEVICES DU DROIT ADMINISTRATIF PENDANT LA MAJEURE PARTIE DU XXE SIÈCLE. C'EST SUR CETTE FORMULE QUE S'EST CONSTITUÉE LE MYTHE DU JUGE ADMINISTRATIF 'PROTECTEURS DES LIBERTÉS'. »

Il est vrai que la jurisprudence du Conseil a permis de créer un certain nombre de principes protecteurs des libertés – sur lesquels nous reviendrons. En revanche, le comportement et les choix du Conseil et du juge administratif en général n'ont pas toujours été en accord avec ce récit bien établi, et pour cause. Le droit administratif n'échappe pas à la dualité principe/exception, mais la justification de cette dualité diffère sensiblement des autres droits. Le droit administratif a ceci de particulier qu'il est obligé de prendre en compte l'intérêt public – dans un sens ou l'autre. Cette notion est aussi large que floue et suscite encore aujourd'hui beaucoup de controverses. Il n'existe pas de définition unique de « l'intérêt public ». Le juge administratif a donc développé la sienne, au cas par cas. Le problème est que, manipulant une notion variable et fluctuante, le juge administratif s'est montré tout aussi variable et fluctuant selon les circonstances.

Ainsi, la défense des libertés publiques et individuelles dépendait moins de principes et d'un système juridique clair que des aléas historiques. Dans les années 1930, nous étions

18 <https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000007631744/> et http://archiv.jura.uni-saarland.de/france/saja/ja/1917_08_10_ce.htm
19 L. Corneille, concl. Sur C.E, Sect., 10 août 1907, Baldy, Rec. 636, spec. p. 638.

encore en pleine III^e république, connue pour la liberté d'expression qui faisait son charme. Le Conseil se montrait alors très soucieux de la protection de cette liberté. En 1933, il a rendu un arrêt ayant fait date, appelé « arrêt Benjamin ». Le maire de la commune de Nevers avait interdit la tenue d'une conférence d'un écrivain « d'extrême-droite » de l'époque, à cause des troubles à l'ordre public. Le Conseil a annulé l'arrêté municipal, jugeant cette interdiction disproportionnée²⁰. *A contrario*, pendant l'occupation et sous le régime de Vichy, le Conseil se plia sans résistance à ses nouveaux maîtres, confirmant les lois et décisions du gouvernement, y compris les plus liberticides.

Au fond, le juge administratif avait déjà démontré ses limites dès le XX^e siècle. Elles avaient d'ailleurs été identifiées de longue date par de brillants esprits tel Henrion de Pansey, dont la pensée à ce sujet peut se résumer par deux de ses phrases : « Juger l'administration, c'est encore administrer » et « On administre donc de deux manières. Par des ordonnances en forme de lois et par des décisions en forme de jugements »²¹. Autrement dit, le juge administratif, en prenant en compte « l'intérêt général » ne pouvait pas constituer un outil de contrôle satisfaisant du gouvernement ; in fine, il irait toujours dans le sens de l'administration. Le XXI^e siècle semble avoir confirmé cette règle.

LES LOIS DE LUTTE CONTRE LE TERRORISME : LES DÉBUTS DU RECOURS AUX RÉGIMES D'EXCEPTION COMME RÉPONSE POLITIQUE ET JURIDIQUE

Avant de nous intéresser au droit administratif stricto sensu, il convient de revenir sur l'évolution de la législation sur d'autres droits, à commencer par le droit pénal. Ces évolutions présentent un lien direct avec les juridictions administratives ou ayant un lien avec le droit public, dans la mesure où elles ont reçu l'aval du Conseil d'Etat et du Conseil Constitutionnel. Leurs justifications et réactions sont d'autant plus instructives qu'elles constituent les prémices de ce qui arriva ensuite pendant la période Covid .

Les lois anti-terroristes se sont succédées depuis les années 1980, période à partir de laquelle la France a connu plusieurs vagues successives d'attentats terroristes. Plus précisément, c'est pendant les années 2000 et 2010 que ces lois se sont démultipliées²² – entre autres

²⁰ <https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000007636694/>. Notons que cette situation n'est pas sans rappeler une interdiction récente et similaire : le maire de Villeurbanne avait interdit une réunion tenue par Eric Zemmour dans sa commune. Son arrêté fut annulé par le tribunal administratif pour des raisons évidentes.

²¹ De l'autorité judiciaire en France, Théophile Barrois (éditeur), 1827, 3^e édition, tome II, p. 311.

²² Afin de ne pas assommer le lecteur, nous renvoyons à l'article suivant qui cite de manière relativement exhaustive les lois prises depuis le début des années 2000 : HEBINGER Denis, « La sécurité et les libertés. L'adaptation de la législation antiterroriste française dans le contexte post-13 novembre 2015 », Les Champs de Mars, 2018/2 (N° 31), p. 81-92. DOI : 10.3917/lcdm.031.0081. URL : <https://www.cairn.info/revue-les-champs-de-mars-2018-2-page-81.htm>.

après l'épisode Mohamed Merah. 2015 a cependant marqué un tournant. La dimension des attentats, aussi bien symbolique que du point de vue du bilan humain, a considérablement marqué les Français. De manière prévisible, les pouvoirs publics, réagissant instinctivement aux variations de l'opinion publique, ont pris des mesures drastiques, comme le déclenchement de l'Etat d'urgence.

Ce mécanisme datait d'une loi de 1955²³, et avait l'avantage d'être souple²⁴, ce qui facilitait l'action de l'administration. Il fut réformé par plusieurs lois à partir de 2015²⁵. Si certains considèrent que les pouvoirs de l'administration et du gouvernement ont été limités par le Conseil constitutionnel et le Conseil d'Etat²⁶, cette affirmation est largement à nuancer. Par exemple, le Conseil d'Etat se déclare incompétent pour suspendre l'Etat d'urgence²⁷ et laisse ainsi une grande marge d'appréciation à l'Etat pour le déclencher ou y mettre fin. De nombreux juristes se déclaraient réservés et inquiets quant à la réalité du contrôle opérés par les juridictions concernées sur les mécanismes créés par les nouvelles lois anti-terroristes : « Pourtant, l'analyse oblige à tempérer cette impression. L'étude approfondie du contrôle exercé sur l'élaboration et la mise en œuvre des dispositions de la législation antiterroriste conduit à constater, d'une part, les obstacles constitués par les ingérences de l'exécutif, qui tendent à restreindre la capacité des institutions chargées du contrôle à exercer pleinement leurs prérogatives et, d'autre part – et surtout –, l'absence de résistance opposée à l'exécutif par ces institutions et la déférence avec laquelle elles adaptent leurs activités pour les mettre en conformité avec la « politique » antiterroriste définie par le Gouvernement. En d'autres termes, l'hypothèse peut être avancée que, si le Gouvernement français n'a pas eu recours à la création de juridictions d'exception, c'est qu'en considération du contrôle effectivement exercé sur la législation antiterroriste, il n'en a pas éprouvé le besoin »²⁸.

Dans le même article, O. Cahn dresse un constat édifiant de la portée du contrôle du Conseil constitutionnel sur les lois anti-terroristes : « L'adaptation du contrôle de constitutionnalité, induite par l'objet même de la législation déferée, va être également favorisée par le constat du caractère nécessaire, ou même obligatoire, de lutter contre le terrorisme. En conséquence, le juge constitutionnel a développé une jurisprudence "élastique" qui se traduit par un "repli" du contrôle de constitutionnalité, exercé de manière plus retenue. Cette "altération de l'équilibre entre l'ordre et la liberté" se manifeste par la "restriction" du contrôle de proportionnalité et par "l'assouplissement de la norme constitutionnelle qui répond au nouvel équilibre mis en place par le législateur, entre l'ordre et la liberté, au bénéfice du premier" d'où résulte "un relâchement du contrôle" [...] »²⁹.

Ces analyses nous poussent à tirer le constat suivant : malgré les déclarations de quelques juristes, du législateur et des juridictions compétentes elles-mêmes, les libertés pu-

23 <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000000695350>

24 Rédaction floue, vague, trop générale, etc.

25 Voir les différentes versions de la loi de 1955 grâce au lien de la note n°23 (« voir les modifications dans le temps »).

26 HEBINGER Denis, Op. cit.

27 Conseil d'Etat, Juge des référés, 27 janvier 2016, requête numéro 396220, publié au recueil Lebon.

28 Olivier Cahn, « Contrôles de l'élaboration et de la mise en œuvre de la législation antiterroriste » RDLF 2016, chron. n°08, p.1 (www.revuedlf.com) : <https://i91h9azrmj.preview.infomaniak.website/droit-penal/contrôles-de-l-elaboration-et-de-la-mise-en-oeuvre-de-la-legislation-antiterroriste/>

29 Ibid., p.5.

bliques et individuelles cèdent de fait face à « l'intérêt commun » ou « public ». Le droit se cache derrière un soi-disant pragmatisme pour assurer la légalité des lois et autres actes du gouvernement. En somme, de 2015 à 2020 déjà, nous pouvions constater que les juridictions administratives et constitutionnelles n'offraient qu'une faible garantie face aux appétits législatifs et réglementaires du gouvernement. Celui-ci a fait rentrer les mécanismes d'exception dans le droit commun afin d'augmenter ses prérogatives. Pour justifier ces procédés, les pouvoirs politiques ont usé de la peur (légitime) des populations. Le « contrôle par la peur » a fait son grand retour.

LA PÉRIODE « COVID » : LE TRIOMPHE DU RÉGIME D'EXCEPTION

Hélas, *a posteriori*, nous pouvons mesurer que la période 2015-2020 n'a été qu'une sorte de « répétition générale ». La crise Covid a permis, à partir de 2020, de généraliser les procédures et lois d'exception et de les intégrer dans le droit commun afin d'augmenter les pouvoirs du gouvernement, tout cela dans le but de resserrer le contrôle des populations. Que le lecteur nous comprenne bien : il n'est nulle question ici de théorie du complot. Notre propos ne consiste pas à dire que cette crise a été provoquée dans le but de restreindre les libertés. En revanche, nous constatons actuellement que les évolutions juridiques liées à cette crise ont créé des dérives qui menacent sensiblement l'existence et l'exercice de nos libertés publiques et individuelles.

**« MALGRÉ LES DÉCLARATIONS DE QUELQUES JURISTES,
DU LÉGISLATEUR ET DES JURIDICTIONS COMPÉTENTES
ELLES-MÊMES, LES LIBERTÉS PUBLIQUES ET INDIVI-
DUELLES CÈDENT DE FAIT FACE À « L'INTÉRÊT COMMUN »
OU « PUBLIC ». »**

Au début de la crise Covid, l'ensemble de la classe politique a été prise au dépourvu. Devant un virus inconnu, le gouvernement a décidé d'appliquer le principe de précaution en prenant des mesures d'urgence. Dès la fin du mois de janvier 2020, les premiers actes de restriction des libertés sont tombés : quarantaine des personnes revenant des foyers d'épidémie, interdictions de rassemblement et enfin les décrets du 14 et du 16 mars 2020 qui jettent les prémices de l'État d'urgence national en ordonnant la fermeture des établissements scolaires et des lieux accueillant du public « non indispensables à la vie de la Nation », ainsi que l'assignation à résidence de la quasi-totalité de la population³⁰.

³⁰ V. SIZIAIRE, « Un colosse aux pieds d'argile : les fondements juridiques fragiles de l'urgence sanitaire », La Revue des Droits de l'Homme, 2020, p.2.

Si ces mesures ont été pour la plupart prises par le Premier ministre, leur légalité était plus que douteuse. L'article L. 3131-1 du code de la santé publique établit en effet que seul le ministre de la santé est compétent dans ce domaine³¹. L'absence de compétence de l'autorité ayant pris ces mesures les rendait donc potentiellement illégales. Le Conseil d'État s'est néanmoins montré conciliant à l'égard des mesures nationales³². Le gouvernement a pu agir relativement librement, se croyant abrité derrière la jurisprudence du Conseil qui lui reconnaissait un pouvoir de police général. Ce principe n'était néanmoins pas suffisant pour écarter la compétence légale du ministre de la santé, qui avait des pouvoirs de police spéciale. Or, comme le veut l'adage en droit : « le spécial déroge au général ».

L'instabilité juridique des décisions nationales ne pouvait pas durer. C'est pour cette raison qu'au moment de promulguer son décret du 16 mars 2020³³, le gouvernement a invoqué au dernier moment la théorie des circonstances exceptionnelles. Datant de la Première Guerre Mondiale³⁴, cette théorie permet au pouvoir exécutif et à l'administration en général de bénéficier de pouvoirs extraordinaires. Toute la hiérarchie des normes est alors bouleversée : le gouvernement peut par exemple suspendre par décret l'application d'une loi au nom du bon fonctionnement des services publics. Ainsi, les irrégularités ne pouvaient plus à elles seules entraîner l'annulation de l'acte litigieux.

« LA CRISE COVID A PERMIS, À PARTIR DE 2020, DE GÉNÉRALISER LES PROCÉDURES ET LOIS D'EXCEPTION ET DE LES INTÉGRER DANS LE DROIT COMMUN AFIN D'AUGMENTER LES POUVOIRS DU GOUVERNEMENT, TOUT CELA DANS LE BUT DE RESSERRER LE CONTRÔLE DES POPULATIONS. »

Ces fondements juridiques étaient néanmoins fragiles³⁵. Le gouvernement a alors dû voter une toute nouvelle loi, le 23 mars 2020³⁶, afin de créer un cadre juridique propre à cette nouvelle situation. « L'Etat d'urgence sanitaire » naquit, se cumulant aux autres régimes d'exception déjà existants³⁷. Dans son avis, le Conseil d'Etat a bien évidemment balayé

31 « En cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence, notamment en cas de menace d'épidémie, le ministre chargé de la santé peut, par arrêté motivé, prescrire dans l'intérêt de la santé publique toute mesure proportionnée aux risques courus et appropriée aux circonstances de temps et de lieu afin de prévenir et de limiter les conséquences des menaces possibles sur la santé de la population. »

32 Alors qu'il s'est montré plus strict par rapport aux mesures locales.

33 Décret n° 2020-260 du 16 mars 2020 portant réglementation des déplacements dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus covid-19 : <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000041728476>

34 Voir la note n°13 de cet article sur l'arrêt Heyriès.

35 V. SIZIAIRE, « Un colosse aux pieds d'argile : les fondements juridiques fragiles de l'urgence sanitaire », op. cit. ; S. RENARD, « L'État d'urgence sanitaire : droit d'exception et exceptions au droit », RDLF 2020, chron. N°13.

36 <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000041746313/>

37 Etat d'urgence issu de la loi de 1955, l'Etat de siège, l'article 16 de la constitution, la théorie des circonstances exceptionnelles que nous avons décrite, etc. Une partie de la doctrine juridique estimait d'ailleurs que ces régimes étaient suffisants et qu'il n'y avait nul besoin d'en créer d'autres. Voir par exemple BEAUD Olivier, « La surprenante invocation de l'article 16 dans le débat sur le report du 2nd tour des élections municipales », 23 mars 2020, Blog Jus Politicum [En ligne], <https://blog.juspoliticum.com/2020/03/23/la-surprenante-invocation-de-larticle-16-dans-le-debat-sur-le-report-du->

toute objection et a justifié la création de ce nouveau régime dérogatoire³⁸. Le gouvernement obtient davantage de pouvoirs encore que dans le régime classique issu de la loi de 1955. Par exemple, la loi du 23 mars 2020 habilite également le gouvernement à légiférer par ordonnances dans plus de neuf domaines, ce qui est inédit. La loi de 1955 ne confère pas un tel pouvoir à l'exécutif. Le seul régime d'exception à prévoir de telles dispositions extraordinaires est le régime de l'article 16 de notre constitution – ce qui est au passage symbolique de la volonté du législateur de se défausser au profit du gouvernement.

Plus généralement, la doctrine a pu constater l'inflation inquiétante des prérogatives de l'exécutif : « Mais la consolidation des fondements juridiques des mesures d'urgence sanitaire est également critiquée par certains auteur.e.s (sic) qui notent qu'à mieux articuler les pouvoirs de police du Premier ministre et du ministre de la Santé, le législateur a augmenté bien plus qu'il n'a articulé les pouvoirs de l'exécutif. En effet, le nouveau régime est cumulatif : aux mesures pouvant être prises par le ministre de la Santé avant la crise (dans le cadre de son pouvoir de police sanitaire « classique ») s'ajoutent désormais celles pouvant être prises par le Premier ministre après le début de la crise (dans le cadre des prérogatives issues de l'état d'urgence sanitaire) »³⁹.

Les pouvoirs propres du Premier ministre sont tout autant accrus. Certes, la loi restreignait techniquement les cas où le chef du gouvernement peut limiter les libertés, en énumérant précisément les domaines concernés. Il s'agit pourtant d'une fausse exhaustivité : « le Premier ministre peut, de toute façon, prendre “en tant que de besoin, toute autre mesure réglementaire limitant la liberté d'entreprendre, dans la seule finalité de mettre fin à la catastrophe sanitaire”. Ils notent ainsi que le “caractère exhaustif de cette liste n'a [...] pas résisté à l'opposition du Gouvernement” ou qu' “une telle clause de compétence générale rend[e] inutile l'énumération faussement limitative [...] des mesures susceptibles d'être prises” »⁴⁰.

Un retour à la normale de façade : entre pérennisation des régimes d'exception, déclarations inquiétantes du gouvernement et faiblesses de notre système juridique

Les prérogatives du gouvernement n'ont fait que croître avec le vote de la loi sur le pass sanitaire⁴¹, puis celle sur le pass vaccinal⁴². L'annonce de la loi 30 juillet 2022 mettant fin aux régimes d'exception créés pour lutter contre l'épidémie liée au Covid-19⁴³ et son vote ont fait croire à la fin de ces régimes. Pratiquement, ce fut le cas, dans le sens où les mesures d'exception du Covid ne sont plus en vigueur. Néanmoins, à y regarder de près, les lois votées

second-tour-des-elections-municipales-par-olivier-beaud/, consulté le 13 mai 2022 .

38 Avis n°399873 sur un projet de loi « d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 » : <https://www.conseil-etat.fr/avis-consultatifs/der-niers-avis-rendus/au-gouvernement/avis-sur-deux-projets-de-loi-d-urgence-pour-faire-face-a-l-epidemie-de-covid-19>

39 RENARD Stéphanie, « L'état d'urgence sanitaire : droit d'exception et exceptions au droit », op.cit. ; A. GELBLAT et L. MARGUET, « État d'urgence sanitaire : la doctrine dans tous ses états ? », La Revue des Droits de l'Homme, 2020.

40 Ibid. ; article 2 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19.

41 Loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043567200>

42 LOI n° 2022-46 du 22 janvier 2022 renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire et modifiant le code de la santé publique : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045062855>

43 Loi n° 2022-1089 : <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGIARTI000046116595/2022-08-01/>

pendant la crise Covid ont agrandi et pérennisé les brèches ouvertes par les lois antiterroristes des années 2015-2020. Le code de la santé publique a été profondément remanié, de façon à laisser une grande marge de manœuvre au gouvernement en général et au ministre de la santé en particulier⁴⁴. Nos libertés ont été balayées avec une telle facilité que même si formellement, ces régimes d'exception ne sont plus en vigueur, ils pourraient parfaitement être rétablis pour peu que le gouvernement le souhaite. Autrement dit, les régimes d'exception du Covid ont été davantage « suspendus » que véritablement abrogés.

Eloignons-nous de l'exemple du Covid et observons le comportement de l'exécutif et de l'administration en générale depuis cette crise. Les libertés ne nous semblent pas plus protégées ou moins menacées qu'auparavant, bien au contraire. Les déclarations récentes du ministre de l'intérieur, M. Darmanin, visant à interdire des manifestations de façon générale et absolue pour une partie de la population⁴⁵ vont à l'encontre de principes protecteurs de nos libertés depuis des décennies. Pour le moment, le juge administratif se montre encore cohérent et a suspendu les décisions prises par le ministre⁴⁶ ; il est également fort probable qu'elles soient à terme purement et simplement annulées⁴⁷. Les déclarations du ministre – bien qu'elles puissent apparaître comme n'étant qu'un vulgaire coup de communication – n'en sont pas moins préoccupantes. Elles montrent que le gouvernement et une partie de la classe politique ne reculeront devant aucun moyen qu'ils jugeront nécessaires pour défendre ses intérêts, au nom de l'intérêt général.

L'AUTEUR

Rafaël Porretta

Juriste, Master 2 de Droit public général, spécialisé en contentieux constitutionnel et administratif.

Quant aux magistrats, et plus encore aux magistrats administratifs, leur « résistance » aux décisions gouvernementales ne constitue en rien une garantie satisfaisante. L'histoire et en particulier la crise Covid a démontré qu'in fine, le juge administratif finit toujours par se coucher devant le gouvernement et l'administration lorsque les circonstances l'y poussent.

Ceci devrait d'ailleurs nous pousser à nous interroger sur le rôle du juge administratif, sur l'effectivité de son rôle de « protecteur des libertés » et plus encore, sur notre système juridique et le fameux « Etat de droit », cité à tort et à travers dans le débat public. Car au fond, non seulement le gouvernement et la classe politique menacent nos libertés, mais les contre-pouvoirs qui existent n'en sont peut-être pas vraiment.

44 Voir dans la Partie législative de ce code, Troisième partie, Livre Ier, titre III : https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LE-GITEXT000006072665/LEGISCTA000006155031/#LEGISCTA000041748552

45 <https://www.leparisien.fr/faits-divers/comment-darmanin-compte-interdire-les-manifestations-dultradroite-grace-a-dieu-donne-10-05-2023-5LUUHGJR7VG23MQNTNOBIYWUCU.php>

46 https://rmc.bfmtv.com/actualites/politique/extreme-droite-la-manifestation-de-l-action-francaise-autorisee-un-desaveu-pour-gerald-darmanin_AV-202305140092.html

47 La suspension d'un acte et son annulation sont deux choses différentes : la suspension conduit à ce qu'un acte ne soit pas appliqué pendant une certaine période (la plupart du temps jusqu'à son annulation ou sa confirmation). Il continue toutefois à exister juridiquement. En revanche, l'annulation d'un acte équivaut à sa destruction, à savoir qu'il n'existe plus et ne peut donc plus être appliqué. Ces deux procédés relèvent de deux procédures différentes. L'intérêt est simple : la suspension permet d'agir rapidement pour suspendre l'application de l'acte jusqu'à ce qu'il soit annulé ultérieurement. Ainsi, les éventuels effets néfastes dudit acte sont limités.

Une reification sociale par la peur?



Entretien avec Laura Dodsworth

L'ACCEPTATION PAR LES POPULATIONS DES POLITIQUES MISES EN PLACE POUR JUGULER LA PANDÉMIE DU COVID N'A PAS ÉTÉ OBTENUE PAR DES DISCOURS SCIENTIFIQUES NUANCÉS ET CONSTRUITS MAIS PAR UNE UTILISATION MASSIVE DE LA PEUR, DANS LE VOCABULAIRE COMME DANS LES ATTITUDES, ENTRAÎNANT UNE INFANTILISATION DES POPULATIONS ET DES CONSÉQUENCES SOCIALES SUR LE LONG TERME. AU-DELÀ DE LA CRISE, CECI EST RÉVÉLATEUR D'UNE ÉVOLUTION PROFONDE DE NOS SOCIÉTÉS REMETTANT EN CAUSE L'INDIVIDU POUR DÉVELOPPER UNE CONSCIENCE DE TROUPEAU QUI S'INSCRIT DANS UN REFUS PLUS GLOBAL DE LA VIE ET DE SES RISQUES.



GAUTHIER GRASLIN

Ce qui m'a frappé lors de cette épidémie de coronavirus, c'est que le Royaume-Uni a toujours été donné en exemple aux Français, en termes de politiques vaccinales, de confinements, etc..

Pourtant, lorsque j'ai lu votre livre, j'ai eu le sentiment que selon vous le gouvernement britannique a eu tout faux ! En France, on nous disait que tout ce que faisait le Royaume-Uni était très bien et que nous devions les copier !

LAURA DODSWORTH

Je ne sais pas trop quoi en penser car j'ai l'impression que les méthodes françaises et britanniques étaient assez différentes. Cependant, je n'ai pas suivi de près la gestion de la pandémie en France donc je ne peux pas comparer en détail.

En ce qui concerne les médias, je ne sais pas quels sont ceux que vous avez suivis pour dire que la gestion britannique du Covid était excellente.

GAUTHIER GRASLIN

Par exemple, le gouvernement français a dit que les britanniques étaient de nouveau libres parce qu'ils avaient tous reçu les injections vaccinales tandis que les Français étaient réticents à la vaccination.

D'ailleurs, quelle a été selon vous l'erreur la plus importante du gouvernement britannique lors de la gestion de cette crise, je pose cette question en riant jaune car je ne suis fan ni de la gestion française ni de la gestion britannique ?

« JE PENSE QUE C'EST UN AVEU DE FAIBLESSE. »

LAURA DODSWORTH

Permettez-moi de revenir sur le premier point. Je pense que l'un des aspects de la gestion du covid par le gouvernement était une sorte de réaction « Dominos ».

Lorsqu'un domino tombe, il fait chuter tous les autres. C'est ce qui s'est passé pour la pandémie. Le premier pays à avoir utilisé le confinement, une méthode totalement nouvelle et non-prouvée, a été la Chine communiste. Ensuite, d'autres pays ont confiné leurs populations. Vous connaissez sans doute cette citation de Neil Ferguson sur l'inévitabilité du confinement.

C'est fou de se dire qu'à l'époque nous pensions ne pas pouvoir y échapper et qu'après nous nous sommes rendu compte que si, cela aurait été possible.

Cette option n'a jamais été discutée et je pense que l'une des explications est que les gouvernements, sous l'effet de la peur et de la confusion, se sont faits une compétition les uns aux autres. Ont-ils eu raison de copier une toute nouvelle méthode non-prouvée et brutale ?

On nous a dit que cette politique fonctionnait mais visiblement, les faits empiriquement vérifiés ont montré que les confinements n'ont pas sauvé beaucoup de vies. De plus, les confinements ont eu des effets négatifs sur le corps social et ont engendré des troubles mentaux dans la population. Dans notre pays, nous avons eu le deuxième confinement le plus long, nos enfants ont manqué six mois d'école.

Les différents gouvernements se sont ainsi recommandés les uns aux autres des méthodes de gestion inédites, non-prouvées et totalement brutales. Quel désastre terrible dans le monde ! Je pense que nous aurions dû suivre les pays qui avaient un plan anti-pandémie déjà établi. La Suède aurait dû être l'exemple à suivre. Pourquoi ne parlons-nous pas tous de la Suède qui a un taux de mortalité relativement bas et qui n'a pourtant fermé ses écoles que temporairement et s'est débarrassée du Covid avec assez peu d'obligations légales et de restrictions draconiennes ?

En France, votre gouvernement vous a dit de copier la Grande-Bretagne. Je pense que c'est un aveu de faiblesse.

C'est se reposer sur le conformisme social des populations, l'une des bases des sciences comportementales, qui est que nous agissons comme un troupeau ! C'est une mentalité de troupeau, une mentalité de groupe. Il y a des raisons instinctives qui expliquent cela. En notre for intérieur, nous essayons de rationaliser chaque décision prise et pour faire cela, parfois, nous copions la majorité.

Ce n'est pas une manière sérieuse de gérer les choses de la part de nos gouvernants. Je trouve cela assez négligeant. Tant que l'on aborde le sujet, la plupart des médias mainstream ont encensé une grande partie des mesures gouvernementales telles que la ruée vers les vaccins, les obligations de se faire vacciner, les confinements, etc.

C'est de la politique de cour de récré. Les politiques vous disent : « bouh les méchants petits Français, c'est pas bien, vous devez faire comme les petits Britanniques ont fait. Comme vous n'avez pas été sages, alors on vous confine. »

GAUTHIER GRASLIN

Dans votre livre, il y a une citation de Marie Curie qui dit : « dans la vie rien n'est à craindre, tout est à comprendre ». Pourtant, vous y montrez comment pendant la pandémie chaque action du gouvernement produisait tous les effets imaginables, sauf celui de nous aider à comprendre ce qui se passait. J'ai noté plusieurs occurrences de cela.

La première, qui est très importante, c'est l'usage des mots. Comment les mots utilisés lors de

la pandémie, comme celui de confinement, associé à la prison, ont-ils contribué à obscurcir la situation générale ?

LAURA DODSWORTH

Oui, en effet. Tout d'abord, le langage est devenu très martial, très militaire, afin de renforcer l'idée de guerre et de gestion de crise et cela depuis le premier discours. On nous a dit de rester à la maison avec un ton très martial. C'est un ton qui est sensé créer un sentiment de crise sans pour autant répandre la panique. A la guerre, les gens sont liés les uns aux autres, les besoins individuels passent au second plan afin de privilégier l'intérêt général de la nation.

Cependant, lors d'une guerre, on nous demande également d'être obéissants, de respecter les règles. La confiance dans les médias doit être absolue. Le mot « confinement » est intéressant parce que cela vient de la terminologie carcérale. Peu importe d'où il vient, c'est un mot horrible !

Nous avons été incarcérés dans un sens. Nos maisons ne sont pas des prisons cependant, nous n'avions pas à nous sentir emprisonnés dans notre lieu d'habitation. Certaines personnes vivent dans des logements inconfortables, sans jardins mais nous n'avons pourtant commis aucun crime. Toute personne pouvait être considérée comme coupable à partir du moment où elle sortait de chez elle.

C'est parce que vous pouviez potentiellement être malade que vous pouviez vous voir retirer votre liberté de mouvement, votre capacité d'avoir des relations sociales, une vie privée, etc. Ce sont là des conséquences jugées comme un moindre mal face à la possible transmission du virus même si vous n'étiez pas infecté. Il y a là une disproportion entre un ensemble de droits individuels et la protection d'autrui.

Je voulais rajouter quelque chose sur l'usage des mots. C'est la rapidité avec laquelle les instructions ont été diffusées, notamment sous forme de triade. Ces instructions étaient résumées par "les mains, le visage, l'espace" soit laver vos mains, mettre un masque sur votre visage et protéger votre espace personnel en ne laissant personne s'approcher.

Tout avait une forme triadique. C'était également le cas de "rester à la maison, protéger les autres, sauver des vies". Cela était similaire à un sortilège visant à brouiller notre sens de la raison.

Le mot "risque" a également été beaucoup utilisé. "Je suis un risque, tu es un risque". Nous savons que ce n'est pas vrai mais les mots ont servi de menace. Il y a eu tout un processus de dénigrement du demos et d'infantilisation des gens.

Le choix des mots dénotait une sorte de relation parent/enfant lors de la crise.

GAUTHIER GRASLIN

Vous avez mentionné la notion de risque et justement, il existe une science qui s'appelle "analyse bénéfice/risque" où vous devez mesurer les risques que vous prenez et les bénéfices que cela peut vous rapporter.

J'ai personnellement l'impression que cette analyse typique du monde économique et des assurances a été écartée purement et simplement. On nous a souvent dit quel était le nombre de vies qui ont été sauvées par les confinements mais nous n'avons jamais entendu parler des risques dus aux confinements. Il y a une liste à la fin de votre livre détaillant toutes les conséquences négatives sur l'ordre social (suicides, dépressions, etc.). Comment expliquez-vous que cette analyse bénéfice/risque ait été oubliée ? C'est contraire à tout ce que nous avons appris à l'école !

LAURA DODSWORTH

Le gouvernement britannique a tout fait pour encourager l'obéissance de la population. Il n'y a pas eu d'analyse bénéfice/risque. Ce n'est pas uniquement quelque chose de difficile à faire mais aussi parce que les chiffres n'auraient pas été en faveur du confinement.

Ils n'ont pas voulu changer leur stratégie. Nous avons pu voir la psychologie du gouvernement en action. Au lieu de faire les choses sérieusement en se basant sur des faits prouvés scientifiquement, ils se sont comportés de manière lâche. De mauvaises décisions ont été prises lors de la crise, ce qui a conduit les gens à paniquer. Je ne pense pas que le gouvernement s'est particulièrement distingué par sa compétence. En traitant les Britanniques comme des enfants apeurés, ils se sont eux-mêmes laissés dicter leur attitude et étaient eux aussi totalement dépassés. C'est impardonnable de n'avoir jamais produit d'analyse bénéfice/risque. Dès le début, je me suis demandé comment est-ce qu'il était possible de faire cela à notre société et à notre économie.

GAUTHIER GRASLIN

Il y a une contradiction entre ce que le gouvernement laisse entendre sur l'importance de la science et la confiance accordée aux scientifiques et l'absence totale de débats. La science, c'est avant tout des débats.

Dans l'une de vos interviews avec un scientifique, il a dit qu'il existait une sorte d'auto-censure concernant les chiffres des décès dus au coronavirus. Pouvez-vous nous en dire plus ?

LAURA DODSWORTH

C'était en effet assez brutal. Toute décence était systématiquement traitée en dérision. J'ai moi-même été traitée avec méfiance lors de la publication de mon livre.

Les gens semblent être tellement gênés par des divergences d'opinion qu'ils mettront en œuvre des moyens qu'ils ne jugent eux-mêmes pas immoraux pour faire taire les voix discordantes. Au Royaume-Uni, un site web reprenait même les propos de journalistes ou de scientifiques pour les discréditer.

C'est curieux de déterminer en pleine épidémie ce qui est vrai et ce qui est faux. Je vais donner un exemple : il y a eu une étude qui s'interrogeait sur les conséquences des confinements sur le suicide.

Il a été conclu qu'il n'y avait aucune preuve que les confinements favorisent le suicide. Cela est ridicule car nous ne pouvons pas juger des suicides après seulement un an d'épidémie.

En revanche, nous n'avons pas besoin de plusieurs années pour savoir que l'absence d'assistance médicale entraîne des conséquences sur la population. Voilà la stratégie de discrédit qui a été mise en place.

Tout était bon pour laisser le doute planer.

Pour revenir aux confinements, il y a eu toutes sortes d'exceptions pour ceux qui devaient aller travailler, etc. Nulle part sur Terre les confinements ont été totalement respectés fort heureusement. D'ailleurs, les gens au fond d'eux-mêmes savaient bien que plusieurs personnes vulnérables n'étaient pas protégées et notamment ceux qui ne pouvaient pas travailler depuis chez eux.

Les confinements ne protégeaient que les classes moyennes.

« NOUS DEVRIONS LIRE PLUS SUR LA PSYCHOLOGIE ET LA NATURE HUMAINE DANS LES RÉGIMES TOTALITAIRES AFIN DE MIEUX COMPRENDRE CE QUI NOUS ARRIVE. »

GAUTHIER GRASLIN

Oui, il y a une sorte d'humiliation qui a été mal perçue par les gens. J'ai un exemple dans ma famille. Mes parents n'ont pas voulu se faire vacciner et la plupart de leurs amis ne le voulaient pas non plus.

Le Président Macron a tenu un discours le 11 juillet où il disait que si vous ne vouliez pas vous faire vacciner alors vous ne seriez pas autorisés à aller au restaurant. Après cela, tous les amis de mes parents se sont fait vacciner et ont mis une pression sur eux en leur disant qu'il fallait se faire vacciner, qu'ils se comportaient en mauvais citoyens s'ils ne le faisaient pas, etc.

Je pense que lorsque vous acceptez une chose, vous acceptez les autres non pas parce que

vous êtes sûrs mais parce que vous ne voulez pas avoir tort sur toute la ligne. Cela nous amène à ma prochaine question sur le bon sens. Lorsque vous regardez la crise avec du recul, il semble que tout bon sens ait été perdu. Par exemple, le fait que les enfants n'aillent plus à l'école.

Pensez-vous que cette crise a été le révélateur de la perte de bon sens de nos sociétés lors des dernières décennies ou bien pensez-vous que cette crise a été si violente que cela a accéléré la perte du bon sens ?

LAURA DODSWORTH

Je pense que c'est surtout un phénomène de durée. C'est pour cela que j'ai voulu écrire ce livre.

Comme je le dis dans mon ouvrage, les épidémies agissent comme un révélateur de notre psychologie sociale. Les êtres humains répètent inlassablement ce genre de folie qui porte préjudice à notre bien-être.

Pourquoi faisons-nous cela ? Nous devrions lire plus sur la psychologie et la nature humaine dans les régimes totalitaires afin de mieux comprendre ce qui nous arrive. Je pense que c'est une crise existentielle : qu'est-ce qu'être un humain ? Pourquoi nous comportons-nous de la sorte ? Les gens savent désormais que les gouvernements sont faibles, que les sondages publics ne sont pas représentatifs. Je pense qu'il y a plusieurs facteurs mais je crois que les confinements ont été une sorte de thérapie de choc qui a accéléré ce processus.

Le plus important reste cependant ce qui se passe après ces thérapies de choc. Avons-nous progressé ? Serons-nous aussi dociles avec le gouvernement à l'avenir en cas de reconfinement ? Je pense que la réponse est oui.

GAUTHIER GRASLIN

Au fond, la peur devient notre principe de gouvernement central, que ce soit pour les politiques sanitaires ou pour la politique intérieure. Vous savez, en France à chaque élection, nous avons le choix au second tour entre deux peurs : la peur de l'extrême droite et la peur du néo-libéralisme. C'était assez évident lors de la dernière élection où chaque finaliste a utilisé la peur de l'un contre l'autre. Vivons-nous toujours dans une démocratie si nos choix doivent être dictés par la peur ?

LAURA DODSWORTH

Je pense que c'est une vision des choses dépassée.

C'est pour cela qu'il y a toujours eu une forme de contrôle car les populations sont réceptives à la peur. Vivons-nous dans une démocratie ? En surface je répondrais oui mais en réalité ce n'est vraiment pas le cas. Je suis très consciente de la relation entre les politiques mises en place et les sciences du comportement car ce sont ces sciences qui ont été utilisées par nos

gouvernants pour prévoir nos réactions à leurs décisions. Maintenant, ces sciences ne sont plus seulement utilisées pour prévoir mais pour contrôler. Si vous analysez bien la situation, vous vous rendez compte que tout le monde a été influencé à un niveau subliminal.

La peur mais aussi le conformisme social et l'instinct grégaire sont utilisés comme des outils anti-démocratiques.

GAUTHIER GRASLIN

De l'autre côté, lorsque vous lisez Bernays, il dit que la démocratie donne tellement de pouvoir au peuple que vous devez le contrôler. Nous avons aussi cet historien, Hicks, qui rappelle comment la démocratie est peut-être l'un des régimes qui utilise le plus la peur sans le montrer ouvertement.

Pensez-vous que plus on devient démocratique et plus la peur est utilisée car il n'existe pas d'autres outils aussi pratiques ?

LAURA DODSWORTH

Oui je suis d'accord. Les régimes totalitaires peuvent utiliser la force brute pour contrôler les populations mais la peur va avec ces méthodes. En URSS, c'est surtout la peur du goulag qui a terrorisé les populations.

Je pense que les régimes démocratiques utilisent la peur associée avec d'autres outils comme la psychologie sociale. J'ai peur pour l'état de nos démocraties.

La Covid a été une épiphanie pour moi car je me suis rendu compte que le monde d'avant n'existait pas. L'ancienne Laura n'existe plus. Je suis sortie de l'illusion de la démocratie.

Le gouvernement est le gouvernement et le gouvernement nous gouverne, peu importe la manière. Cela a été un choc pour moi mais le plus grand choc a été que les gens l'ont voulu.

GAUTHIER GRASLIN

Vous avez relevé l'emploi du vocabulaire martial pendant l'ensemble de la crise de la pandémie.

Il y a deux différentes "équipes" si j'ose dire à la guerre. Nous avons les "idiots utiles", les "sceptiques" et les "héros". Cela me rappelle les écrits de Carl Schmitt, le juriste des années 1930, qui disaient que la politique n'était jamais qu'une question de désigner un ennemi puis de le combattre. Aujourd'hui, cela est presque devenu une guerre civile ! Une guerre contre ceux qui ne partagent pas l'opinion générale. Il y a ceux qui regardent la BBC et d'autres qui sont plus sceptiques.

Je ne sais pas comment sont les choses au Royaume-Uni mais pensez-vous que les choses aient changé dans la manière dont les relations sociales ont évolué, dans le sens où certains

sont considérés comme des ennemis et non comme des citoyens ?

LAURA DODSWORTH

Je pense que ces jeux de rôles ont été encouragés. Tout le monde veut être le gentil et personne ne veut être mis au ban de la société. C'était une manière d'encourager l'obéissance des gens aux règles mises en place.

Je pense cependant que dans la "vraie vie", les gens sont plutôt raisonnables.

Les médias décrivent une situation qui n'existe pas vraiment dans la société. Je crois aussi que cela a été particulièrement stressant pour les gens de considérer autrui comme un ennemi. Le virus n'existe pas seulement en tant qu'organisme microscopique mais aussi via les autres êtres humains qui sont transmetteurs du virus.

Pour faire un parallèle avec la guerre en Ukraine, je dirais que c'est une guerre importante (après tout, c'est l'Est contre l'Ouest) mais cela n'a pas de répercussions immédiates sur la vie des gens et pourtant, tous les médias ne parlent désormais plus que de ça. Il y a clairement eu un changement d'objectif dans les médias où nous sommes passés du Covid à l'Ukraine.

La différence cependant entre ces deux crises, c'est que les Russes sont ici clairement identifiés comme les "méchants". C'est plus facile de penser que les méchants sont les envahisseurs avec l'arme nucléaire que son voisin ou sa voisine.

GAUTHIER GRASLIN

Oui, je ne l'avais pas vu sous cet angle mais je pense que vous avez raison. Ce qui m'inquiète, c'est que lorsque vous regardez les données sur le Covid, elles sont importantes mais elles ne sont pas cataclysmiques pour autant.

Une guerre avec la Russie, cela serait différent. La peur est comme une drogue et les gouvernements comme les populations semblent avoir été intoxiqués par cette peur. La question est donc comment redescendre et revenir aux faits purs et durs ?

LAURA DODSWORTH

Je pense que nous devons réfléchir à nos valeurs. Nous demander quelle société nous souhaitons créer, quels sont nos intérêts, nos amours, nos idéaux, etc. Mais la peur contamine tout. Comment pouvons-nous y échapper ? La peur du coronavirus, c'était la peur de l'apocalypse, le Covid était une infection mortelle tandis que la Russie, c'est la peur de la guerre nucléaire. Pendant ce temps, nous ne réfléchissons pas à notre société, nous sommes dans un état de peur. C'est effrayant que nous ayons pris pour base cela pour nous construire.

GAUTHIER GRASLIN

Inspirons-nous des travaux de Carl Jung. Vous parlez dans votre livre de la théorie de l'ombre

de Carl Jung.

Pouvez-vous expliquer cela à nos lecteurs ? C'est peut-être la clé de la raison qui nous pousse à être si dépendants de la peur. Ne devons-nous pas aussi nous en prendre à nous-mêmes et pas uniquement au gouvernement pour cela?

LAURA DODSWORTH

Je suis d'accord. Lorsque je parle de psychologie, cela s'applique à tout le monde. Lors de l'épidémie, une théorie sur l'information de masse a été mise en avant. Jung était préoccupé par l'hystérie collective qu'il voyait comme l'une des clés des guerres mondiales et une dérive du totalitarisme. D'ailleurs, une partie de son travail traite de la manière dont nous avons évité cette catastrophe. Selon lui, ce serait par le processus d'individuation. C'est intéressant car parler d'individuation aujourd'hui sonne très "individualiste": on nous a en effet dit de mettre la solidarité en avant. L'individuation ne veut pas dire être égoïste mais être fort et avoir des valeurs bien affirmées. Cela peut être un travail qui a du sens (et pas forcément non plus le job de vos rêves) ou avoir foi en Dieu. C'est également avoir des relations qui ont du sens avec votre famille ou avec votre environnement immédiat. Si votre vie a un sens, si vous êtes bien ancré dans vos valeurs alors vous serez moins facilement influençable dans des moments difficiles d'hystérie collective. Nous en vivons un en ce moment. Les psychologues actuels déniaient le fait qu'il y ait quelque chose qui s'appelle l'hystérie collective en disant que ce n'est pas prouvable mais je pense bien au contraire que nous n'avons jamais connu de période aussi critique à ce niveau-là. Nous agissons par peur tout le temps.

Le problème des confinements, c'est que c'est l'antithèse de l'individuation. En confinement, vous faites passer le groupe en premier et ça peut être une bonne chose dans le cadre d'une épidémie. En revanche, ici nous avons été confinés dans nos maisons et nous n'avions pas accès à notre environnement social, à toutes ces relations importantes, à ce travail ayant du sens, etc. Les gens étaient interdits d'aller à l'extérieur, à l'église par exemple même si on pourrait argumenter que la religion relève plus de l'estime de soi que des valeurs. Les confinements ont donc été un accélérateur d'hystérie collective. Il n'était pas possible de combattre cette hystérie à cause de ces confinements. Si vous regardez le futur, si vous regardez les "villes intelligentes", les gens vivront des vies de plus en plus optimisées ce qui les rendra plus facilement vulnérables à l'hystérie collective et plus dépendants du gouvernement.

GAUTHIER GRASLIN

En début de pandémie, la communication dans le monde anglo-saxon a beaucoup mis l'accent sur la solidarité au sein de la communauté, sur la nécessité de pouvoir compter les uns sur les autres. Réfléchir en termes de communauté n'est-il pas cependant un piège ? En effet, même si vous n'y croyez pas à la propagande gouvernementale, vous êtes obligés d'y obéir car vous devez protéger vos proches...

LAURA DODSWORTH

Oui cela peut être un piège. Des recherches ont été conduites par des chercheurs en sciences

comportementales qui traitent de ce sujet et je retranscris d'ailleurs dans mon livre un entretien avec un docteur sur cette question. Les messages et les injonctions seront plus efficaces si les gens le font pour protéger leurs proches et non uniquement eux-mêmes.

Nous voyons donc bien ici comment l'idée de communauté peut être utilisée comme une arme contre nous. Si nous nous penchons sur l'une des principales stratégies mises en œuvre pour forcer les gens à aller se faire vacciner, nous avons vu des "champions" dans les communautés inciter à la vaccination notamment dans les lieux de culte. Je précise que je ne fais aucun jugement sur la vaccination en soi mais je trouve que ce n'est pas aux leaders des communautés de faire la promotion de la vaccination contre le Covid. Cela constitue un problème que les sciences comportementales essayent de comprendre : comment est-ce que le comportement change ? J'ai bien peur de n'avoir que peu de confiance dans les gouvernements qui ne voient que le court terme dans ce problème. Ils voient que le comportement des gens a changé et ils se disent satisfaits mais quels seront les effets sur les communautés ?

GAUTHIER GRASLIN

Ce qui m'a vraiment marqué, c'est le nombre de gens ont acheté des "certificats" de vaccination. Il n'y a pas de retour en arrière possible, c'est comme si vous entriez dans la résistance lors de la Seconde Guerre Mondiale selon eux. Comment recréer une société après cela ?

LAURA DODSWORTH

Tous les régimes autoritaires s'accompagnent d'une contre-culture. J'y ai pensé : si les mesures autoritaires continuent indéfiniment, il y aura le développement d'une contre-culture. Une partie de moi-même a énormément de respect pour la manière dont certains contournent les problèmes. Si quelqu'un ne veut pas se faire vacciner et achète un faux certificat pour aller au restaurant, c'est quelque chose que je peux comprendre.

Je connais personnellement des gens qui ont fait ça. Je ne le ferais pas car je ne voudrais pas participer implicitement à un système que je trouve moralement mauvais. Je ne me baladera pas dans ce pays avec un faux Pass pour aucune raison, je ne veux pas participer à un système où l'on doit déclarer son statut médical ouvertement pour avoir accès à des lieux socio-économiques tels que les restaurants. Je suis peut-être une extrémiste cela dit mais je comprends les gens qui le font et je les respecte dans leur lutte contre ce système anti-scientifique et restrictif.

GAUTHIER GRASLIN

Revenons à l'individuation. Vous avez dit que ce n'était pas facile d'être soi-même dans cette

L'AUTEUR

Laura Dodsworth:

Photographe, artiste et autrice. Son premier, "A State of Fear : How the UK government weaponised fear during the Covid-19 pandemic" (Pinter and Martin, 2021), sur l'usage de la peur dans les démocraties traversant des crises est l'objet du présent entretien.

société. En introduction de votre livre, vous mentionnez vos craintes de voir votre réputation attaquée, d'être la cible de campagnes de discrédit. Qu'est-ce qui vous a poussé malgré tout à le publier?

LAURA DODSWORTH

C'est une question intéressante. Lorsque j'ai écrit ce livre, je savais qu'il ne serait pas un best-seller et que ma réputation pourrait en prendre un coup même si je n'ai jamais travaillé dans un média. J'ai pris cette décision de toute manière car je pense que c'est la bonne chose à faire car je rendrais service à beaucoup de monde. J'étais prête à accepter de "perdre" certaines choses. Si je ne pouvais plus aller au restaurant, au cinéma ou même à l'hôpital, tant pis. Je pense que les gens ont du mal à accepter les pertes de manière générale, regardez les décès dus au Covid : c'est naturel, c'est dur mais personne ne peut empêcher les gens de mourir, ni le gouvernement ni les agents de sécurité. C'est là que les valeurs personnelles entrent en compte pour interpréter ces pertes. Je pense que dans la vie il y a un débat entre échanger sa sécurité contre ses libertés. Les gens pourraient peut-être être plus courageux mais ça commence toujours avec quelqu'un.

GAUTHIER GRASLIN

Lorsque je vous entends parler, j'ai le sentiment que vous parlez de la vie et que la vie tue pour dire les choses vulgairement. N'est-ce pas là l'un des problèmes centraux de notre société? Nous vivons dans une société démocratique mais une société où les personnes âgées votent. Les plus jeunes ne vont pas voter, ils ont d'autres modes de vie, ils essayent parfois d'échapper au monde pour en rejoindre un autre virtuel. N'est-ce pas là l'une des raisons qui poussent nos dirigeants à prendre des décisions contre les pauvres, contre les jeunes, contre la vie elle-même. N'avons-nous pas là un système qui favorise la mort sur la vie ?

LAURA DODSWORTH

C'est effectivement une bonne question ! Votre point de vue, celui d'un Français, est très intéressant. Nous avons une population qui prend de l'âge. Macron n'aurait-il pas pu gagner sans le vote de la classe âgée ? Non. Par conséquent, les décisions politiques sont prises par des populations plus proches du cercueil que du berceau.

Je pense que nous avons la phobie de la mort. Il y a un siècle, on avait l'habitude d'étendre les morts pour que leurs proches puissent leur dire au revoir une dernière fois. Personne ne ferait ça maintenant, je ne dis pas que nous devrions mais je constate le changement. Aujourd'hui, nous vivons dans un monde où tout est surveillé 24 heures sur 24. Nous avons une phobie de la mort et nous sommes prêts à tout pour éviter d'avoir à y faire face.

Les gens ont eu tellement peur, ils sont restés chez eux en pensant qu'ils n'allaient pas mourir mais comment vivre comme ça ? On ne peut pas vivre ainsi ! C'est ce que beaucoup de monde a fait lors de la pandémie. Je comprends que l'on cherche à éviter de tomber malade et de mourir mais c'est quelque chose de complètement naturel. Malheureusement, c'est devenu trop invasif dans notre société et en voulant éviter la mort, on fait ressortir d'autres choses

peu reluisantes de nous-mêmes et de notre société. Une société où le management du covid tel qu'il a été pratiqué est la seule manière de nous sauver est une société où nous valeurs sont méconnaissables et nos principes foutus. Une société de la fin.

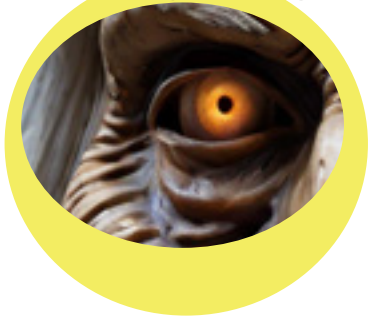
GAUTHIER GRASLIN

Oui, nous sommes devenus Cronos, le roi des Titans dans la mythologie grecque, qui dévore ses enfants.

LAURA DODSWORTH

C'est très pervers et cruel en effet ! Les enfants ont été ceux qui ont été les moins considérés et les moins protégés. Les aires de jeux ont été fermées tout comme les écoles. Quand elles ont rouvert, le masque était obligatoire toute la journée. C'était à s'en rendre malade ! Imaginez être dans le passé et dire aux anciens Mayas d'Amérique Centrale qu'ils n'ont pas besoin de tuer leurs enfants pour obtenir les faveurs du Dieu de la pluie. Notre société est devenue une société sacrificielle en considérant les enfants d'une manière absolument honteuse. Nous ne les avons pas directement tués mais nous les avons privés de leur scolarité.

La mort est un luxe non nécessaire



DU COSMISME RUSSE AU TRANSHUMANISME UNIVERSEL



Par Martín Baña et Alejandro Galliano (trad. Lucas Favre)

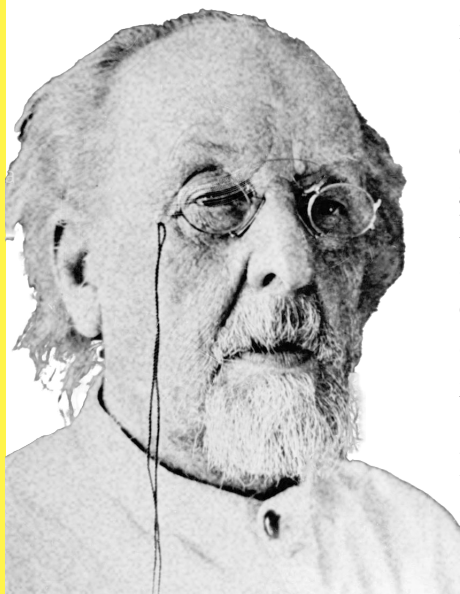
LE COSMISME RUSSE, LONGTEMPS COMPLÈTEMENT OUBLIÉ, EST CEPENDANT UN ÉLÉMENT ESSENTIEL DES GRANDS REMOUS QUI AGITENT L'INTELLIGENTSIA RUSSE AU XIXÈME SIÈCLES ET DÉBOUCHERONT SUR LA RÉVOLUTION RUSSE. DE PLUS, CETTE PENSÉE ORIGINALE - QUI ENTENDAIT FAIRE LA SYNTHÈSE ENTRE SCIENCE ET RELIGION - RENCONTRE PAR BIEN DES ASPECTS LES QUESTIONS SOULEVÉES PAR LA PENSÉE TRANSHUMANISTE, SI COMMENTÉE DE NOS JOURS ; PENSÉE TRANSHUMANISTE À LAQUELLE ELLE OFFRE UNE ALTERNATIVE PROGRESSISTE.

Tout au long du XIXe siècle, la Russie a connu une longue tradition littéraire d'utopisme et d'émancipation développée par l'intelligentsia. Le cosmisme russe, presque oublié par la suite, faisait partie de cet esprit anticonformiste. En le revisitant, on peut y croiser des débats et des idées – parfois "farfelues" – qui rejoignent les utopies et les dystopies de notre présent.

Le philosophe, critique d'art et écrivain allemand Boris Groys présente le cosmisme comme une réponse russe à la crise des religions traditionnelles et au nihilisme philosophique¹. Alors que la philosophie de l'Europe occidentale, de Nietzsche à Heidegger, y répondait en se jetant dans le chaos du monde, en Russie, Nikolai Fiodorov et ses disciples espéraient habiter un cosmos ordonné qu'ils pourraient gouverner par la raison :

Pour [Nikolai] Muravyov, [Konstantin] Tsiolkovsky et [Aleksandr] Bogdanov, une pensée est un processus matériel qui émerge dans le cerveau humain. Et ce processus est lié dès le départ à d'autres processus cosmiques : entre la raison et le monde, il n'y a pas de rupture ontologique.

La raison n'est que l'effet de processus d'auto-organisation de substances qui émergent de l'ensemble de l'univers matériel. Le cerveau humain fait partie de l'univers et peut donc participer activement à l'organisation du cosmos dans son ensemble.



Konstantin Tsiolkovsky

Mais dans cette aventure utopique, les cosmistes n'étaient pas seuls : de l'autre côté du Dniepr, le transhumanisme occidental entreprenait la même démarche. Comme deux chemins qui ont traversé le XXe siècle sans se croiser, cosmistes et transhumanistes ont partagé le même désir de s'émanciper des limites de la nature, la même confiance optimiste dans la raison et les possibilités technologiques, le même esprit prométhéen de fonder une nouvelle religion, et jusqu'à l'espoir de créer un nouveau monde libéré de l'angoisse et de la souffrance. Ils ont aussi partagé un même destin d'oubli dans l'Après-Guerre, lorsque la pensée critique est devenue indifférente ou défavorable à la révolution scientifique contemporaine². Le XXIe siècle et son baptême du feu pandémique réactualisent, sinon les réponses des cosmistes et des transhumanistes, du moins les problèmes qu'ils ont soulevés. Retrouver ces traditions, leur contexte, leurs limites et leurs nuances fait partie de la tâche de toute pensée critique en ce siècle. Ce court essai n'est qu'un petit pas dans ce grand effort.

1 B. Groys (comp.): Cosmismo ruso. Tecnologías de la inmortalidad antes y después de la Revolución de Octubre, Caja Negra, Buenos Aires, 2021.

2 Pour un diagnostic précurseur bien que polémique, cf. C.P. Snow, The Two Cultures, Cambridge UP, Cambridge, 1998.

QUE FAIRE ?

« LE COSMISME CONFIE LA RÉOLUTION DES PROBLÈMES, (...), À LA RECHERCHE DE L'IMMORTALITÉ DES GÉNÉRATIONS PRÉSENTES ET À LA RÉSURRECTION DES GÉNÉRATIONS PASSÉES PAR LE DÉVELOPPEMENT DES MOYENS TECHNOLOGIQUES ET SCIENTIFIQUES. »

Tout au long du XIX^e siècle, la Russie a connu une longue tradition littéraire utopique et émancipatrice développée par l'intelligentsia - un groupe social qui, plongé dans le cadre politique et culturel autoritaire et répressif du tsarisme, ne s'est pas seulement consacré à des activités intellectuelles, mais a également mis son savoir au service de la résolution des problèmes fondamentaux de son pays et a ainsi contribué à orienter la pensée vers la révolution. Cette généalogie comprend, entre autres, le populisme d'Alexandre Herzen et de Nikolaï Tchernichevski, l'anarchisme de Mikhaïl Bakounine et de Piotr Kropotkine, le socialisme chrétien de Lev Tolstoï et le marxisme de Lénine et consorts. Bien que contenant des éléments de christianisme orthodoxe et certains flirts avec le monarchisme, les idées de Fiodorov et des cosmistes peuvent être insérées dans la tradition critique de l'intelligentsia puisque, comme beaucoup des membres les plus éminents de ce groupe, ils ont entrepris de répondre à certaines des « questions maudites » de l'histoire russe, telles que « Quelle est la place de la Russie dans le monde » – dont la réponse a valu à Pyotr Chaadaev d'être accusé de folie et qui a lancé le célèbre débat entre slavophiles et occidentalistes³ – ou « Que faire » – dont la résolution a inspiré les Hommes nouveaux de Tchernishevsky⁴ et façonné le parti révolutionnaire de Lénine⁵.

A la différence d'autres projets avec lesquels il partage toutefois un même élan libérateur, le cosmisme confie la résolution des problèmes, non seulement de la Russie mais de l'Humanité toute entière, à la recherche de l'immortalité des générations présentes et à la résurrection des générations passées par le développement des moyens technologiques et scientifiques. Même si l'entreprise devait prendre des milliers d'années, le cosmisme préconisait de la tenter : la Terre devait être débarrassée de ses victimes et l'humanité réconciliée.

Avec cette proposition, le problème de la place de la Russie dans le monde, qui a tant tourmenté l'intelligentsia du XIX^e siècle⁶, est résolu. Mais il est indéniable ici qu'il existe une relation étroite entre ces idées du XIX^e siècle et le projet transhumaniste qui a émergé au XX^e siècle et a été repris au XXI^e siècle, notamment en ce qui concerne la possibilité de surmonter les limites imposées par la nature et la biologie, telles que la maladie et la mort

3 P. Chaadaev, « Lettre philosophiques adressées à une dame » in Olga Novikova, *Rusia y Occidente*, Tecnos, Madrid, 1997

4 N. Tchernychevski, *Que faire ? Les hommes nouveaux* (publié en 1863)

5 Lénine, *Que faire ? Questions brûlantes de notre mouvement* (publié en 1902)

6 Cf. Marlène Laruelle, « Totalitarian Utopia, The Occult and Technological Modernity in Russia: The Intellectual Experience of Cosmism » in Birgit Menzel, Michael Hagemeister y Bernice Glatzer Rosenthal (éd.), *The New Age of Russia: Occult and Esoteric Dimensions*, Otto Sagner, Berlin, 2011, p. 244

elle-même, grâce au progrès scientifique.

Les propositions des fiodorovtci - comme on appelait les disciples de Fiodorov - ne se caractérisaient pas par une faisabilité immédiate, mais débordaient d'optimisme, d'enthousiasme et d'utopisme, caractéristiques d'une solution esquissée à partir d'un territoire semi-périphérique comme l'Empire russe fin-de-siècle, et d'un scénario apocalyptique de fin du monde qui rappelle le début de notre siècle marqué par la chute du mur de Berlin, les attentats contre les tours jumelles et la pandémie de Covid-19.

Derrière les postulats cosmistes, il est possible de reconnaître différentes traditions intellectuelles russes, comme le slavophilisme et l'occidentalisme, mais aussi des préoccupations au-delà de ses frontières, liées au rapport entre foi et science, au développement de projets socialistes comme celui de Charles Fourier et à certaines littératures utopiques comme celle d'Edward Bellamy⁷.

« LE COSMISME ASPIRE À DÉPASSER LES LIMITES ET LES ANGOISSES DE L'HUMANITÉ TOUT ENTIÈRE PAR L'AMÉLIORATION TECHNOLOGIQUE ET L'IMMORTALITÉ SCIENTIFIQUE »

Le cosmisme, à son tour, a été fortement influencé par l'expansion de l'idéalisme philosophique, par un renouveau religieux – qui n'était pas nécessairement réactionnaire – et par l'intérêt pour l'occultisme et l'ésotérisme qui prédominaient dans le champ culturel russe à la fin du XIXe siècle, et qui peuvent s'expliquer par l'effort de cette intelligentsia pour reconfigurer la réflexion philosophique face à l'échec des tentatives antérieures de construire un socialisme basé sur la commune paysanne et le terrorisme, la crise de l'esthétique réaliste dans l'art russe, et le sentiment généralisé de l'épuisement de la société capitaliste⁸. L'une des conséquences de cette reconfiguration a été la naissance de ce que l'on appelle l'Age d'Argent, une période de l'histoire culturelle de la Russie qui a duré jusqu'à la Révolution et qui a été caractérisée par une série d'avant-gardes artistiques divergentes – telles que le symbolisme et le futurisme –, unifiées par la réaction au réalisme hérité de la génération précédente et au positivisme dominant en Europe, et convaincues du rôle primordial de l'art dans la reconstruction du monde. L'autre conséquence a été une renaissance des projets émancipateurs.

Si le léninisme s'appuie sur la figure du révolutionnaire professionnel pour construire le communisme et si le symbolisme croit au pouvoir divin de l'artiste pour réaliser le monde nouveau, le cosmisme aspire à dépasser les limites et les angoisses de l'humanité tout entière

⁷ Son utopie *Looking Backward*, publiée en 1888, décrit la société technologique du futur, a été éditée pour la première fois en Russie dès 1891 et a été très populaire parmi les travailleurs, les étudiants et les membres de l'intelligentsia. En 1918, l'ouvrage avait été traduit sept fois en russe et s'était vendu à plus de 50 000 exemplaires.

⁸ Cf. Boris Kagarlitsky, *Los intelectuales y el Estado soviético de 1917 al presente*, Prometeo, Buenos Aires, 2006, pp. 40-55.

par l'amélioration technologique et l'immortalité scientifique – et pas seulement mystique – de l'espèce.

A L'ASSAUT DU COSMOS

Il n'est donc pas surprenant que les idées du cosmisme aient été au premier plan pendant la Révolution Russe, même si leur participation à la constellation révolutionnaire de 1917 n'a pas toujours été reconnue ou visualisée. L'utopisme était, sans surprise, la force émotionnelle de ce « laboratoire de rêves »⁹ d'où ont émergé des idées, des langages, des inventions, des projets et des espoirs qui ont façonné une véritable révolution culturelle, qui alla au-delà même de ce que le nouveau gouvernement bolchevique était prêt à tolérer¹⁰. Sans être marxiste, le cosmisme était une utopie qui, contrairement à d'autres courants iconoclastes comme le futurisme, imaginait l'avenir à partir non pas de la destruction du passé mais de son exhumation. Ainsi, l'histoire de la Révolution Russe ne doit pas être simplifiée ou réduite au seul impact des idées de Karl Marx sur son développement. Elle doit aussi prendre en compte l'influence significative qu'ont exercé sur les révolutionnaires russes différents courants comme le cosmisme et ses ramifications. Tout n'était pas codifié dans le Capital.

Anatoly Lunacharsky, premier commissaire à l'Education et aux Arts du nouveau gouvernement soviétique, avait écrit en 1907 « Religion et socialisme », un livre oublié mais important dans lequel il cherchait à doter le marxisme d'une éthique et d'une esthétique qui lui faisaient défaut, pour en faire la nouvelle religion de l'être humain qui – en le prenant comme nouveau Dieu – pourrait l'aider à réaliser toutes ses potentialités et finalement à surmonter le problème de la mort¹¹. Son idée de construire Dieu et une religion compatible avec la science a été influencée non seulement par la régénération spirituelle vécue en Russie à la fin du siècle, mais aussi par la métaphysique de la technologie développée par Fyodorof. De son côté, Léon Trotsky, fondateur de l'Armée rouge, a repris dans « Art révolutionnaire et art socialiste »¹² les interconnexions entre art, technologie et nature inhérentes au cosmisme et a envisagé un avenir plus que prometteur à cet égard :

« La technique inspirera la création artistique avec plus de force. Plus tard, la contradiction entre la technique et la nature sera résolue dans une synthèse supérieure (...). L'espèce humaine, l'homo sapiens pétrifié, sera radicalement transformée et deviendra – sous ses propres mains – l'objet de méthodes hautement complexes de sélection artificielle et d'entraînement psychophysique. »

Le phénomène politique central des années de la Révolution que fut l'embaumement de Lénine après sa mort en 1924 est incompréhensible si l'on ne tient pas compte des postulats cosmistes. Si d'autres facteurs, tels que la légitimation du pouvoir politique, l'influence de la religion orthodoxe ou encore l'impact de la nouvelle de la découverte de la momie de

⁹ John E. Bowl et Olga Matich (éd.), *Laboratory of Dreams: The Russian AvantGarde and Cultural Experiments*, University of California Press, Berkeley, 1996.

¹⁰ J Richard Stites, *Revolutionary Dreams: Utopian Vision and Experimental Life in the Russian Revolution*, Oxford UP, Oxford, 1989.

¹¹ Anatoli Lounatcharski, *Religion et socialismo* (publié en 1908).

¹² Texte reprise dans *Littérature et Révolution* (publié en 1924).

Toutânkhamon, ne sont pas à exclure, l'esprit du cosmisme était également présent. Leonid Krasin, commissaire au commerce extérieur et responsable politique du processus de momification, était un grand connaisseur de Fiodorov et pensait que Lénine devait être conservé intact en vue de son éventuelle résurrection¹³. Mais il n'était pas le seul. « Pourquoi pensez-vous que Lénine repose intact à Moscou. Attends que la science le ressuscite », faisait dire Andreï Platonov à Zhachev, le personnage de son roman *Kotlovan*¹⁴. Peu après la mort du leader bolchevique, le jeune poète prolétarien Grigori Sannikov proclame dans sa *Léninade*¹⁵ la résurrection de tous les révolutionnaires morts. La véritable égalité, c'était l'immortalité.

Si les contributions de Konstantin Tsiolkovsky ont été fondamentales pour le développement du programme spatial soviétique et si c'est pour cela qu'il est encore reconnu en Russie par des monuments et des musées, ses réflexions philosophiques visant à soutenir la propagation du communisme dans l'univers sont plus intéressantes¹⁶. Son éthique spatiale était plus proche de l'utopie collectiviste de la Révolution Russe que de la compétition géopolitique de la Guerre Froide. En ce sens, il est frappant de constater que les cosmistes ont également anticipé, il y a plus de cent ans, les programmes privés d'exploration spatiale, même si, craignant une dérive individualiste et axée sur le profit, Fiodorov mettait en garde contre la menace que « les millionnaires puissent infecter d'autres planètes avec leur exploitation extractiviste »¹⁷. La conquête de l'espace devait être avant tout un projet culturel. C'est aussi ce que pensait Nikolai Kibalchich, le jeune militant de *Narodnaia Volia* [Volonté du peuple], accusé d'être impliqué dans l'assassinat du tsar Alexandre II, qui, en attendant l'exécution de sa condamnation à mort en avril 1881, conçut une machine volante à fusée, convaincu que même le cosmos devait être pris d'assaut.

13 Nina Tumarkin, *Lenin Lives!: The Lenin Cult in Russia*, Harvard UP, Cambridge, 1983, p. 181.

14 Publié en 1930.

15 Publiée en 1924.

16 Cf. Michael Hagemeister, «Russian Cosmism in the 1920s and Today» in B. Glatzer Rosenthal (éd.): *The Occult in Russia and Soviet Culture*, Cornell UP, Ithaca, 1997, p. 197.

17 Cité in Richard Fischer: «The Long-Term Quest to Build a 'Galactic Civilisation'» sur BBC.com, 21/7/2021.



Les idées du cosmisme ont également influencé l'avant-garde russe, comme en témoigne «Blanc sur blanc», le tableau peint par Kazimir Malevitch en 1918, dont la signification, selon les propres termes du peintre, est proche des idées du cosmisme : «le carré blanc porte un monde blanc (construction du monde), attribuant le symbole de la pureté à la vie créative de l'humanité»¹⁸. Cependant, ni l'avant-garde ni le cosmisme n'ont survécu au conservatisme culturel léniniste et à la consolidation ultérieure du pouvoir par Staline. Les textes de Fiodorov furent retirés de la circulation et plusieurs de ses disciples finirent au goulag ou bien condamnés à mort. Les aspects les plus scientistes ont à peine perduré, et on n'a pas su grand-chose du reste pendant des décennies. La situation du cosmisme était encore pire dans les langues non russes, où son existence était pratiquement inexistante ou n'était connue que par des références indirectes, telles que les œuvres de Nikolaï Berdiaev.

Si le cosmisme s'est éteint dans le feu de la Révolution, c'est l'une des étincelles de celle-ci qui a sauté en Grande-Bretagne et a lancé l'aventure transhumaniste.

ASCENSION ET CHUTE DU BERNALISME

L'histoire des idées étudie la manière dont les concepts sont diffusés, reçus et traduits. Il est plus difficile d'expliquer le développement parallèle de systèmes d'idées similaires, sans contacts apparents, comme ce fut le cas pour le cosmisme et le transhumanisme. Entre juin et juillet 1931, le deuxième Congrès international sur l'histoire des sciences et des technologies s'est tenu au Musée des Sciences de South Kensington, à Londres. Une délégation soviétique dirigée par Nikolaï Boukharine, directeur de l'Académie soviétique des sciences, participe à la dernière minute à cet événement. La mission de l'équipe était double. D'une part, présenter le marxisme comme une théorie de validité scientifique universelle à la communauté scientifique mondiale ; d'autre part, tenter d'attirer des cadres parmi les scientifiques occidentaux en général et britanniques en particulier.

Si la première entreprise a rencontré un échec notable, la seconde a connu un succès relatif. Une poignée d'hommes de science se sont intéressés à la proposition d'un marxisme scientifique et ont même adhéré au Parti communiste de Grande-Bretagne. Deux d'entre eux sont particulièrement intéressants : J.B.S. Haldane et John D. Bernal¹⁹. Tous deux étaient issus de l'élite scientifique britannique et avaient acquis une énorme visibilité sociale grâce à des ouvrages populaires visionnaires qui spéculaient sur l'effet que les nouvelles possibilités scientifiques auraient sur la société et l'espèce humaine.

Dans *Daedalus, or Science and the Future* (Dédale, ou la science et le futur), Haldane parle du remplacement du charbon par des éoliennes et du stockage de l'énergie dans l'hydrogène liquide, du risque d'incubation d'un féodalisme industriel et, surtout, des chances d'amélioration des conditions de vie humaine via les psychotropes, l'eugénisme et l'ectogénèse - la possibilité de gestation hors de l'utérus, avec le divorce qui en découle entre sexualité

¹⁸ K. Malevich, «Suprematism. 34 risunka» in Sobranie sochineny v piati tomaj 1, Gileia, Moscou, 1995, p. 188.

¹⁹ Cf. Paul Thomas, *Marxism and Scientific Socialism: From Engels to Althusser*, Routledge, Abingdon, 2008.

et reproduction : « Il ne fait guère de doute que, sans l'ectogenèse, la civilisation s'effondrerait en raison de la fertilité accrue des membres les moins désirables de la société »²⁰. Athée convaincu, Haldane estimait que le christianisme est, après l'hindouisme, la religion la plus compatible avec la curiosité scientifique et lui donne une place déterminante dans sa prospective. *Daedalus* fut un succès d'édition qui assit le prestige public de Haldane, suscita une réponse de Bertrand Russell²¹ et influença, entre autres, John Desmond Bernal, qui tenta lui aussi de réconcilier science moderne et radicalisme politique dans son livre *The World, the Flesh and the Devil* (Le monde, la chair et le diable). Il y partait du principe qu'il était nécessaire de remplacer la religion par une pensée utopique capable de reconnecter le présent à l'avenir de manière non apocalyptique : « Le progrès de l'avenir ne dépend pas tant de l'évolution physiologique que de la réaction de l'intelligence à l'univers matériel »²². Bernal conçoit un habitat spatial en forme de sphère creuse capable d'abriter quelque 25 000 personnes en dehors de la planète Terre et jusqu'à la modification de la nature humaine, en partant de la prémisse que l'évolution est toujours une perversion : « L'homme normal est une impasse, l'homme mécanique, apparemment une rupture dans l'évolution organique, est la véritable tradition d'une évolution ultérieure »

Après 1931, Haldane et Bernal ont trouvé dans le marxisme soviétique le système de valeurs qu'ils attendaient respectivement de la religion et de l'utopie. L'engagement politique les a dotés d'une nouvelle projection sociale et a durci leurs œuvres populaires sous le paradigme du matérialisme dialectique. Derrière ce cadrage se cache une interprétation particulière du marxisme que l'on a appelé le « bernalisme » : la foi dans le fait que le dépassement du capitalisme, du moins en Grande-Bretagne, est une affaire scientifique. La classe ouvrière avait été brisée après la grève de 1926 et la politique parlementaire était discréditée. La science britannique, en revanche, brillait. D'une manière qui rappelle les postulats d'Alexandre Chizhevsky, Haldane et Bernal pensaient que seuls des scientifiques comme eux comprenaient les lois historiques qui mèneraient au nouveau monde. De même que la Révolution Russe ne s'épuise pas dans *Le Capital*, la diffusion et la réception du marxisme en Occident ont également connu des traductions et des hybridations, avant et après 1917. En tant qu'alliance britannique entre le marxisme soviétique et sciences dures, le bernalisme connut le discrédit après l'affaire Lysenko : lorsque, entre les années 1930 et 1940, le stalinisme a consacré comme doctrine biologique officielle la théorie extravagante de l'agronome soviétique Trofim Lysenko, qui donnait la priorité aux conditions environnementales par rapport à l'héritage génétique. Ce tournant obligea les socialistes scientifiques britanniques à abjurer, au nom de la loyauté politique, la biologie moderne qu'ils avaient jusqu'alors défendue. Haldane resta dans l'ambiguïté pour éviter les conflits ; Bernal se rangea derrière l'orthodoxie stalinienne²³. En 1964, la fraude lysenkiste s'effondra enfin, mais le mal était fait. Le discrédit fut partagé et la gauche d'Après-Guerre rejeta le bernalisme et, avec lui, l'intérêt pour les sciences exactes²⁴.

20 J.B.S. Haldane, *Daedalus, or Science and the Future*, E.P. Dutton and Company, New York, 1924

21 B.Russell, *Icarus, or The Future of Science*, E.P. Dutton and Company, New York, 1924

22 J.D. Bernal, *The World, the Flesh and the Devil: An Enquiry into the Future of the Three Enemies of the Rational Soul*, Verso, Londres, 2018

23 P. Thomas: ob. cit. Cf. aussi Diane B. Paul, « A War on Two Fronts: J.B.S. Haldane and the Response to Lysenkoism in Britain » in *Journal of the History of Biology*, vol. 16 No 1, 1983.

24 Cf. Raphael Samuel, *The Lost World of British Communism*, Verso, Londres, 2017

JULIAN HUXLEY ET L'ORIGINE DU TRANSHUMANISME CLASSIQUE

En parallèle, Julian Huxley -collègue de Haldane à Eton et Oxford- suivait un chemin différent pour arriver à des conclusions très similaires. Il s'était intéressé à l'eugénisme dès ses années d'études en zoologie et, au début des années 1920, il participa avec Haldane à des débats sur l'héritage biologique. Dans ses *Essais d'un biologiste* (publiés en 1923), il évoquait « la possibilité d'une amélioration physiologique, d'une meilleure combinaison des facultés psychiques existantes, de l'élévation des facultés actuelles de l'homme à de nouveaux sommets, et même de la découverte de nouvelles facultés ». Pour lui, « rien de tout cela n'est une vaine utopie, mais se réalisera si la science poursuit ses progrès actuels ».

Au cours des années 1930, il fut très actif au sein de l'*Eugenics Society*, où il chercha à jeter des ponts entre les positions plus conservatrices, marquées par l'hygiénisme et l'eugénisme éliminatoire, et les positions plus progressistes, pétries par les sciences sociales et le *Welfare*²⁵. Il participa ainsi à diverses initiatives de réforme sociale et mena une campagne active contre le nazisme. Parallèlement à son militantisme eugéniste, Huxley cherchait un cadre moral et spirituel pour l'amélioration biologique. En 1927, il publia *Religion sans révélation*. Derrière ce titre éloquent, il cherchait une idéologie alternative aux religions traditionnelles ainsi qu'au marxisme et au fascisme, qu'il considérait comme des mouvements religieux. Dans la lignée de Mouraviov, Huxley soutenait que la conscience humaine est faite de la même substance que l'univers et qu'elle peut en prendre le contrôle jusqu'à devenir consciente d'elle-même. L'émergence de l'être humain avait ouvert une nouvelle ère, « car elle a remplacé l'ancien mécanisme des modifications aveugles de la sélection naturelle, auquel la conscience ne participait pas, par la possibilité d'une direction consciente de l'évolution ». Plus tard, en 1954, il appellerait cette doctrine qui cherche à transcender l'humain « humanisme évolutif ». En 1957, dans le premier essai de *New Bottles for New Wine* (De nouvelles bouteilles pour un nouveau vin), Huxley trouva un concept définitif pour son entreprise : « L'espèce humaine peut, si elle le veut, se transcender elle-même – pas simplement de manière sporadique, un individu ici sous une forme et là un autre individu là sous une autre – mais dans son intégrité en tant qu'humanité. Nous devons donner un nom à cette croyance. Il se peut que le "transhumanisme" convienne ; l'homme en tant qu'homme, mais autotranscendant »²⁶.

Le choix de ce terme a pu être influencé par l'article « Du préhumain à l'ultrahumain » du paléontologue jésuite Teilhard de Chardin, que Huxley avait préfacé et traduit²⁷. Dans ce texte de 1950, Teilhard traçait l'évolution future de l'humanité : « le point critique de la Ré-

25 Paul Weindling, « Julian Huxley and the Continuity of Eugenics in Twentieth-Century Britain » in *Journal of Modern European History*, vol. 10 No 4, 2012

26 J. Huxley, « Transhumanism » in *New Bottles for New Wine*, Chatto & Windus, Londres, 1957. Le titre fait explicitement référence à la parabole du vin nouveau dans les vieilles outres, que l'on trouve dans Matthieu 9:14-17, Marc 2:21-22 et Luc 5:33-39.

27 « Du pré-humain à l'ultra-humain ou Les phases d'une planète vivante » in *L'avenir de l'homme*, Paris, 1950. L'original ronéotypé, daté du 27 avril 1950, était intitulé « Réflexions sur l'ultra-humain ou Les Phases d'une planète vivante ».

flexion planétaire, le fruit de la socialisation, loin d'être une simple étincelle dans l'obscurité, représente notre évolution future ». Cependant, l'évolutionnisme de Teilhard s'inscrivait dans un finalisme dualiste qui confiait finalement toute transcendance à Dieu, alors que l'humanisme évolutionniste de Huxley était moniste, immanentiste et totalement anthropocentrique.

Sous le concept de transhumanisme, Huxley a synthétisé un débat et une tradition de pensée que nous pouvons systématiser dans les points suivants : un anti-naturalisme d'inspiration darwinienne qui comprend la modification (ou « perversion », pour citer Haldane et Bernal) de la nature comme faisant partie du processus évolutif lui-même ; un matérialisme émancipateur qui comprend l'être humain comme un dispositif plastique, qui n'a pas de corps mais qui est un corps et qui peut se comprendre entièrement, et se transformer de manière illimitée, à partir de processus physiques ; une radicalisation de l'humanisme qui fait confiance à la raison et à l'autodétermination au-delà de la nature humaine elle-même, comprise comme une phase passagère de son développement ; et, enfin, un dialogue avec la religion qui oscille entre les tentatives de l'instrumentaliser et la volonté de la remplacer, mais toujours à la recherche d'un cadre moral et métaphysique plus large pour le processus physique d'amélioration illimitée de l'humanité. Tous ces points relient le transhumanisme occidental au cosmisme russe.

Cependant, ce sont des traditions qui sont restées isolées, indifférentes l'une à l'autre, parlant de la même chose dans des langues différentes. En tout cas, il s'agit de manifestations différentes d'un même esprit du temps, dans lequel le radicalisme politique pouvait dialoguer avec les sciences dures et même avec une certaine esthétique d'avant-garde. Riccardo Campa a tracé une généalogie du transhumanisme à partir du futurisme italien, contemporain du cosmisme russe aussi bien que du bernalisme²⁸.



LA DÉRIVE IDÉOLOGIQUE

Le concept de transhumain réapparaît en 1966, lors des conférences du philosophe et futurologue Fereidoun M. Esfandiary à la *New School for Social Research de New York*. Mais, entre-temps, le monde avait changé. L'expérience de la Seconde Guerre mondiale avait engendré une méfiance instinctive de la part des cercles intellectuels les plus progressistes, qui contenait la majeure partie de la pensée critique occidentale dans le quadrant de la culture humaniste. Le projet de Huxley d'opérer comme un pont entre diverses idéologies à la poursuite de l'amélioration humaine a atteint son apogée lorsqu'il a été nommé premier directeur de l'Unesco en 1946. Il put y reformuler ses idées dans un cadre institutionnel global, mais fut victime de la logique de la Guerre Froide et soupçonné d'être un gauchiste²⁹. Si le bernalisme britannique et le futurisme italien ont payé le prix de leurs choix politiques désastreux, le transhumanisme de Huxley a subi une éclipse progressive, plus proche de l'oubli que le cosmisme a connu sous le stalinisme. La contre-culture des années 1960 reprendra l'intérêt de Huxley pour la contraception et le divorce entre l'amour sexuel et la reproduction, mais la confiance de Huxley dans la gestion technologique de l'humanité semblait hérétique après Auschwitz et Hiroshima. Il est symptomatique que « Le Meilleur de Mondes », le roman visionnaire qu'écrivit son frère Aldous sur l'avenir de l'eugénisme, ait été de plus en plus lu comme une dystopie et que son auteur ait préféré s'accommoder d'un rôle de gourou de la contre-culture.

Cette déconnexion entre le radicalisme politique et l'amélioration technologique de l'homme explique la dérive idéologique qu'a connue le transhumanisme lors de son renouveau à la fin des années 1980. En 1988, le philosophe Max More, influencé par Esfandiary, relance le concept et l'entreprise transhumaniste en fondant le mouvement californien *Extropy*. Participant à l'optimisme technologique local, *Extropy* avait une forte affinité avec le libéralisme libertaire de Friedrich Hayek et David Friedman. Les forums en ligne d'*Extropy* étaient dominés par des hommes blancs autoproclamés libertaires, opposés à l'environnementalisme et au féminisme, et même adeptes de la suprématie raciale³⁰.

Cette dérive du transhumanisme n'est pas étrangère à sa nouvelle localisation sur la côte Ouest des Etats-Unis. Luc Ferry a décrit comment ce nouveau transhumanisme reçoit l'impact de la contre-culture des années 1960 et 1970, qu'il s'agisse de la critique de la modernité ou des nouveaux courants spirituels – tous opposés à l'humanisme rationaliste encouragé par Haldane, Bernal et Huxley³¹. En second lieu, et surtout, l'affinité entre cette version du mouvement et les valeurs de la bourgeoisie de la Silicon Valley est évidente. La plupart des projets de cosmisme et de transhumanisme sont aujourd'hui des entreprises de haute technologie. Les programmes d'inversion du vieillissement cellulaire, comme Strategies for

29 Sur le premier point, cf. J. Huxley, *Unesco, Its Purpose and Its Philosophy*, Public Affairs Press, New York, 1979 ; sur le second, cf. P. Weindling, *ob. cit.*

30 Cf. Mark O'Connell, *To Be a Machine*, Granta Books, Londres, 2017

31 R. Kurzweil, *The Singularity Is Near: When Humans Transcend Biology*, Viking, New York, 2005

Engineered Negligible Senescence (Stratégies pour la réduction du vieillissement par l'ingénierie), du gérontologue anglais Aubrey de Grey, qui a lui-même inspiré la société de biotechnologie Calico (*California Life Company*) appartenant à Google, ou des expériences comme celles de la Néo-Zélandaise Laura Deming, financées par Peter Thiel, cofondateur de PayPal, ravivent la quête cosmiste de l'immortalité. Max More lui-même est partenaire d'Alcor Life Extension, une organisation dédiée à la cryogénisation. Même la crainte de Fiodorov que « les milliardaires puissent infecter d'autres planètes avec leur exploitation extractiviste » semble se matérialiser dans la privatisation de la course à l'espace opérée par Elon Musk de SpaceX et Jeff Bezos d'Amazon. Enfin, la Singularité proposée par Ray Kurzweil, directeur de l'ingénierie de Google, comme fusion de la matière cosmique et de l'esprit humain, déjà séparé du corps et de la planète Terre par l'émulation du cerveau par les ordinateurs, remplace la conquête de l'espace par la conscience humaine rêvée par Tsiolkovski et Huxley. A ce stade, le transhumanisme devient une religion en soi, que Ferry appelle « posthumanisme » mais qu'il vaut mieux décrire comme un nouveau panthéisme d'inspiration new age, la recherche personnelle d'une transcendance individuelle dans un Tout cosmique, loin du sens émancipateur collectif du cosmisme russe, du bernalisme britannique et même du transhumanisme de Huxley, encadré dans des paradigmes métaphysiques unitaires comme les grands monothéismes ou l'humanisme moderne.

L'appropriation de l'agenda transhumaniste par la bourgeoisie numérique de la Silicon Valley et le libertarianisme américain a conduit d'autres représentants du mouvement à rechercher une tradition philosophique et politique plus large. Tout d'abord, les transhumanistes européens et canadiens ont tenté de relier le mouvement à d'autres courants et intérêts plus critiques vis-à-vis du capitalisme et de l'optimisme californien, comme la social-démocratie (James Hughes), le socialisme (Gilbert Hottois), l'animalisme (David Pearce) ou les études sur le risque d'extinction de l'humanité (Nick Bostrom)³². Dans un deuxième temps, Bostrom et Hottois ont retracé la généalogie du mouvement, en tentant de le rattacher à la tradition humaniste née avec les Lumières au XVIII^e siècle, voire avant, à la Renaissance³³. Dans le cas de Hottois, il y a un intérêt explicite pour la récupération de l'égalitarisme comme valeur transhumaniste, en se basant sur la pensée de Huxley³⁴. Curieusement, aucune de ces généalogies n'aborde le cosmisme russe.

RÉSURRECTION

La brèche entre le radicalisme politique et la volonté de dépasser la condition humaine par la technologie a commencé à se refermer à partir des années 1980, de part et d'autre de l'histoire reconstituée dans ce texte. D'une part, à la fin des années 1970, l'exhumation du cosmisme a commencé, lorsqu'un système soviétique en crise a toléré la renaissance de tendances

32 Nous ne citerons que les œuvres les plus représentatives : J. Hughes, *Citizen Cyborg: Why Democratic Societies Must Respond to the Redesigned Human of the Future*, Westview Press, Nashville, 2004 ; G. Hottois, ¿El transhumanismo es un humanismo?, Universidad El Bosque, Bogotá, 2016 ; N. Bostrom, *Superintelligence: Paths, Dangers, Strategies*, Oxford UP, Oxford, 2014 ; D. Pearce, *The Hedonistic Imperative*, non daté, disponible sur hedweb.com.

33 N. Bostrom, «A History of Transhumanist Thought», in *Journal of Evolution and Technology*, vol. 14 No 1, 2005.

34 G. Hottois, «Rostros del trans/posthumanismo a la luz de la pregunta por el humanismo» in *Revista Colombiana de Bioética*, vol. 10 No 2, 7-12/2015.

nationalistes et religieuses stimulées par la dissidence³⁵. C'est à cette époque que Svetlana Semyonova, George M. Young et Stephen Lukasevich ont publié leurs ouvrages pionniers³⁶

L'ouverture culturelle des années de la Perestroïka au cours des années 1980 et la dissolution de l'URSS en 1991 ont favorisé le libre accès aux archives et la publication sans censure. Depuis lors, l'intérêt pour le cosmisme n'a cessé de croître, tant en Russie qu'à l'étranger, comme en témoignent la création de la bibliothèque et du musée N.F. Fyodorov en 1993, la publication des œuvres complètes de plusieurs cosmistes au cours de cette décennie, la multiplication des recherches et une bibliographie critique toujours plus importante³⁷, et même la composition d'un opéra y faisant allusion³⁸. À défaut de l'offrir l'humanité entière, le cosmisme semble au moins avoir obtenu une certaine dose d'immortalité pour lui-même. Sa récupération vise à complexifier et à tisser des liens entre différents thèmes, tels que la réflexion sur l'art et les musées, les études sur le programme spatial soviétique et les spéculations sur le transhumanisme, parmi beaucoup d'autres.

**«CONFORMÉMENT À L'ÉTHIQUE DU MANI-
FESTE CYBORG, NOUS DEVONS PRENDRE
LE CONTRÔLE DU PROCESSUS D'HYBRIDA-
TION ENTRE LES HUMAINS ET LES TECH-
NOLOGIES AVANT QUE D'AUTRES NE LE
FASSENT.»**

D'autre part, la même pensée critique qui avait participé à la lutte d'après-guerre contre le scientisme a laissé dans son sillage une remise en question de l'humanisme de la part des « philosophes de 68 » (Foucault, Deleuze, Derrida, etc.) qui a été reprise par une nouvelle génération de théoriciens cherchant à penser une nouvelle subjectivité basée sur la subsumption de l'humain dans le complexe technologique qui l'entoure : la théorie du cyborg de Donna Haraway, la pensée posthumaine de Rosi Braidotti, le transhumanisme déconstructif de Katherine Hayles. Au XXI^e siècle, le xénoféminisme d'Helen Hester ou le travail de Paul B. Preciado sur la testostérone récupèrent l'idée d'une émancipation anti-naturaliste. Dans tous les cas, qu'il s'agisse des cultural studies, de la théorie queer ou du féminisme, il s'agit de dénoncer la construction historique et idéologique de « l'humain » et de tenter d'en dépasser les limites. Cette tentative a une valeur politique pour deux raisons. D'une part, les

35 Iliá Budraitskis, *Dissidenty sredi dissidentov*, Svobmarksizd, Moscou, 2017.

36 S. Semiónova, Nikolay Fedorov: *Tvorchetsvo zhizny*, Sovietskyy pisatel, Moscou, 1990 ; G.M. Young, Nikolai F. Fedorov: *An Introduction*, Norland, Belmont, 1979 ; S. Lukasevich, N.F. Fedorov: *An Study in Russian Eupsyichian and Utopian Thought*, University of Delaware Press, Newark, 1977.

37 Nous mentionnerons seulement cette sélection non exhaustive : Michael Hagemester, Nikolaj Fedorov: *Studien zu Leben, Werk und Wirkung*, Sagner, Múnich, 1989 ; A.G. Gacheva et S.G. Semiónova (éds.), *N.N.F. Fedorov: Pro et contra*, 2 vols., Russky Iristiansky Gumanitarny Institut, Saint-Pétersbourg, 2004-2008 ; Anastasia Gacheva, *Russky kosmizm v ideiaj i litsaj*, Akademicheskyy proekt, Moscou, 2019. Voir aussi les dossiers publiés par les revues e-flux No 88 (2019) et Slavica Occitania No 46 y 47 (2018)

38 Les fils de Rosenthal, créée en 2005 au théâtre Bolchoï de Moscou. Composée par Leonid Desiatnikov sur un livret de Vladimir Sorokin, l'œuvre raconte l'histoire de la création et des aventures de clones de Giuseppe Verdi et de Modest Mussorgsky, entre autres compositeurs.

nouveaux mouvements sociaux ont fait du corps un terrain de contestation et de resignification. La dépénalisation de l'avortement, la recherche sur les cellules souches, le droit à l'autodétermination sexuelle, entre autres slogans, doivent affronter un discours conservateur qui défend une conception essentialiste de l'humanité avec des arguments relevant du naturalisme aristotélicien le plus rance : la nature inclut la dotation morale humaine, la modifier serait un acte d'arrogance face au monde et au corps comme donnée. Deuxièmement, l'orientation politique actuelle du développement technologique définit un programme pour lequel les entreprises semblent déjà avoir un plan. C'est Michael Goldblatt, directeur du Defence Science Office de la *Defense Advanced Research Projects Agency* (DARPA) du Département américain de la Défense, qui a annoncé en 1999 que « la prochaine frontière est en nous-mêmes »³⁹. Se rabattre sur des arguments naturalistes ou bioconservateurs reviendrait à céder l'initiative à ces intérêts. Conformément à l'éthique du Manifeste Cyborg, nous devons prendre le contrôle du processus d'hybridation entre les humains et les technologies

« LA TRADITION DU COSMISME PEUT NOUS SERVIR A RECUPÉRER UNE PENSÉE RÉVOLUTIONNAIRE ET ÉMANCIPATRICE DU CORPS, À RÉTABLIR LE DIALOGUE ENTRE LA GAUCHE ET LES SCIENCES DURES ET À OSER ARTICULER NOTRE PROPRE DISCOURS SUR CELLES-CI (...) »

avant que d'autres ne le fassent.

La pandémie de Covid-19 a accéléré ce processus et en transformé les conditions. Jamais l'Humanité n'avait été soumise à une expérience de contrôle du corps d'une telle ampleur : les campagnes de vaccination de masse dans tous les pays avec des vaccins à peine testés, les mécanismes de contrôle disciplinaires (quarantaines, restrictions) et biopolitiques (tests, géolocalisation par des applications, passeports de santé) ont fini par défaire l'idée du corps humain comme espace naturel et inexpugnable. Le changement de climat va au-delà de l'épidémiologique : en 2018, He Jiankui annonce avoir appliqué la technique d'édition de gènes crispr à deux jumeaux pour les immuniser contre le VIH et est désavoué par la communauté scientifique et arrêté par le gouvernement chinois ; en 2020, Jennifer Doudna, promotrice de l'édition de gènes humains, reçoit le prix Nobel de chimie avec Emmanuelle Charpentier pour la mise au point de la technique crispr⁴⁰. Dans le même temps, les coordonnées politiques autour de la technologie ont changé. Si, après la Seconde Guerre mondiale, la pensée critique progressiste avait entamé une longue lutte contre le « discours scientifique » et le positivisme, aujourd'hui, cette méfiance s'est déplacée vers les groupes libertaires, anarcho-capitalistes ou carrément réactionnaires. Pendant ce temps, les gauches mondiales, au nom de la raison et de la solidarité, s'appuient sur l'autorité scientifique qui sous-tend les politiques de santé, sans même oser la qualifier. Le problème est que la pensée égalitaire et

39 M. O'Connell, op. cit.

40 Cf. J. Benjamin Hurlbut, «Decoding the CRISPR-Baby Stories» in MIT Technology Review, 24/2/2021

émancipatrice a été dissociée depuis près de 70 ans des développements techno-scientifiques de pointe. L'oubli du cosmisme et la dérive du transhumanisme en ont été le symptôme. Aujourd'hui, les conditions sont réunies pour commencer à y remédier.

Le cosmisme russe fut l'un des courants intellectuels les moins connus de la Révolution Russe, mais il fut aussi complexe et radical que les nombreux autres qui en ont constitué avec lui le matériel intellectuel. La parution pour la première fois de plusieurs de ses textes en espagnol est d'une importance fondamentale pour continuer à explorer de manière plus globale cet événement fondateur de l'histoire de l'Humanité qui aspirait à mettre fin à l'exploitation et à construire un monde d'égaux.

Mais aussi pour connaître de manière plus complète la très riche tradition utopique russe et mieux comprendre cette période fascinante de l'histoire culturelle qu'est l'Age d'Argent. L'intérêt, cependant, ne doit pas servir à renforcer l'existence d'une âme russe spécifique qui expliquerait l'émergence d'une pensée organique et extravagante, mais à comprendre et à complexifier la manière dont ont été traitées certaines des tendances présentes dans le système mondial dont faisait partie le champ culturel russe de la fin du XIXe siècle.

Il ne s'agit pas d'une philosophie nationale. Après tout, l'horizon du cosmisme était universel.

Sa récupération ne doit pas non plus se faire de manière linéaire et naïve : les 70 ans de procès du scientisme nous mettent en garde contre ses risques ; et beaucoup de ses idées sont, encore aujourd'hui, très difficiles à mettre en pratique.

Cependant, la tradition du cosmisme peut nous servir à récupérer une pensée révolutionnaire et émancipatrice du corps, à rétablir le dialogue entre la gauche et les sciences dures et à oser articuler notre propre discours sur celles-ci, sans avoir besoin de les ignorer pendant des années pour ensuite les approuver aveuglément. En ce sens, la force de l'héritage cosmiste réside peut-être dans sa richesse culturelle et dans l'élan de son imagination philosophique.

Ces traits sont essentiels dans un monde où l'incertitude et le scepticisme semblent abonder et où l'apocalypse semble l'emporter sur l'utopie. S'il y a une chose que le cosmisme peut apporter aujourd'hui, c'est beaucoup de fascination, de stimu-

L'AUTEUR

Martín Baña

Docteur en histoire, il y enseigne à UNSAM, et est chercheur au CONICET. Il est auteur de *Modernidad, política e historia de Rusia en las óperas de Musorgsky y Rimsky-Korsakov (1856-1883)* (Gourmet Musical, Buenos Aires, 2017) et coauteur de *Todo lo que necesitas saber sobre la Revolución Rusa* (Paidós, Buenos Aires, 2017).

L'AUTEUR

Alejandro Galliano

enseignant à la UBA, il collabore aux revues *Crisis*, *La Vanguardia* et *Panamá*. Il a publié *Los dueños del futuro. Vida y obra, secretos y mentiras de los empresarios del siglo XXI* (avec Hernán Vanoli, Planeta, Buenos Aires, 2017) et *¿Por qué el capitalismo puede soñar y nosotros no? Breve manual de las ideas de izquierda para pensar el futuro* (Siglo XXI, Buenos Aires, 2020).

lation et d'inspiration. Ou, en d'autres termes, un optimisme éthique et esthétique qui nous aide à imaginer et à construire un projet d'avenir non tragique.

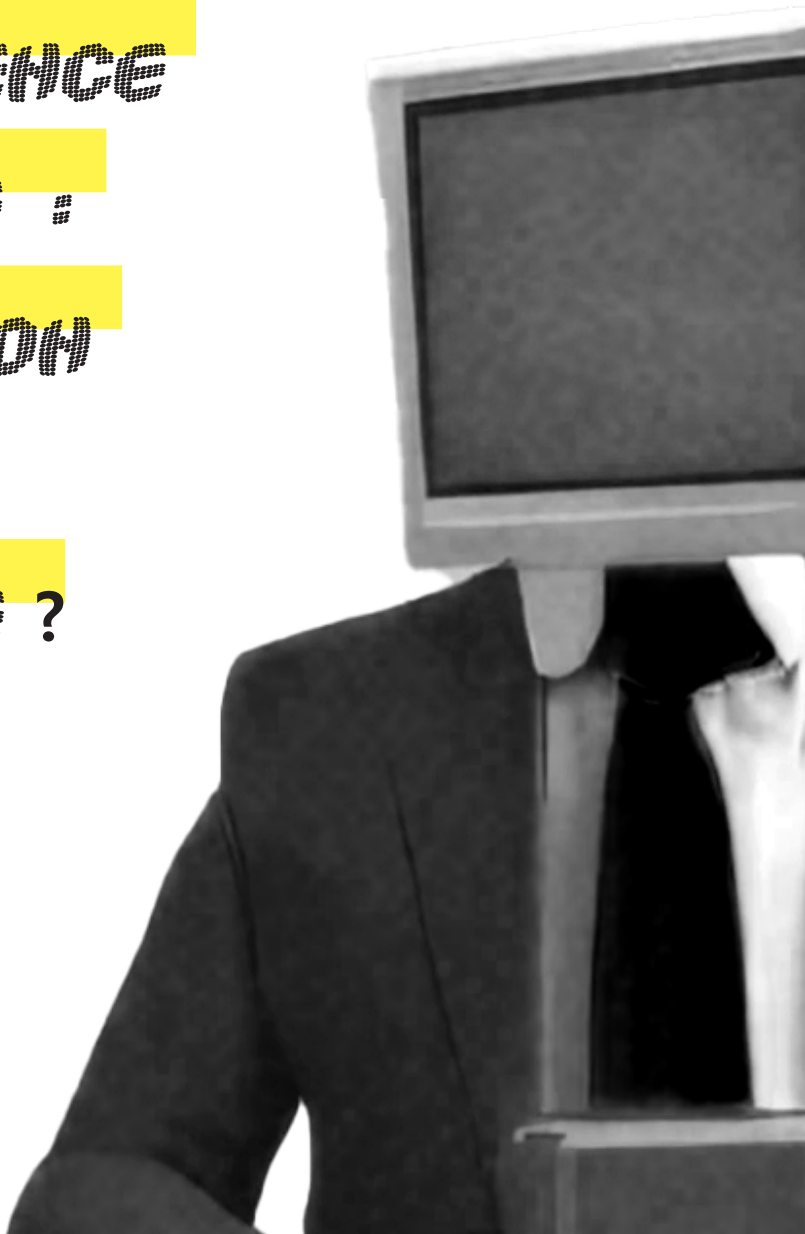
Note : cet article a tout d'abord été publié en tant qu'avant-propos de l'anthologie compilée par Boris Groys : «vCosmismo ruso. Tecnologías de la inmortalidad antes y después de la Revolución de Octubre» (*Caja Negra*, Buenos Aires, 2021). Il a ensuite été publié sur le site de la revue *Nueva Sociedad*.



ENTRE MANAGEMENT ET INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : LA RÉIFICATION EST-ELLE INÉLUCTABLE ?

Entretien avec Baptiste Rappin

LE MANAGEMENT ET LA CYBERNÉTIQUE CONTEMPORAINE VONT PLUS LOIN QUE LA NOTION DE RÉIFICATION TRADITIONNELLE PUISQU'ILS S'APPUIENT SUR UNE VISION ANTHROPOLOGIQUE HUMAINE PARTICULIÈREMENT DÉGRADÉE ET SIMPLIFIÉE. CELLE-CI PEUT, SUR LA MORT DU POLITIQUE, DE LA SOUVERAINETÉ, DE LA GÉNÉALOGIE ET DONC PEUT-ÊTRE À TERME DE L'HUMAIN, OUVRIR LA VOIE À L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE COMME FACTEUR STRUCTURANT DES RELATIONS SOCIALES COMME DES RELATIONS DE PUISSANCE EN GÉOPOLITIQUE.



GAUTHIER GRASLIN

Monsieur Rappin, nous vous remercions de nous avoir accordé cet entretien sur la manière dont l'être humain est réifié par le management. Nous pourrions commencer par une question globale : sur quelle vision de l'anthropologie humaine la logique du management se fonde-t-elle ?

« CE QUI CARACTÉRISE L'HOMME INDUSTRIEL, C'EST LE TYPE ADAPTABLE, OU TYPE MALLÉABLE. C'EST LA FACULTÉ D'ADAPTATION QUI DOIT ÊTRE MISE AU PREMIER PLAN »

BAPTISTE RAPPIN

C'est une excellente question, assez vertigineuse, je dois l'avouer. D'abord, recontextualisons historiquement l'apparition du management, puisque cela aura son importance pour répondre à votre question.

Le management est consubstantiellement lié à l'avènement de la société industrielle, qui fait suite à la Révolution industrielle.

Il peut être défini comme le mode propre à cette société de gouvernement des populations. C'est quelque part le relais de la politique au moment de l'évènement de la société industrielle. Or, cette société suppose un certain type d'homme apte à vivre selon ses canons, c'est-à-dire selon l'exigence de performance, d'efficacité et même, comme disent les Américains, d'*efficiency*. Cet homme-là, c'est celui que Saint-Simon nommait l'homme industriel et qu'on pourrait qualifier d'homme utile. J'aime bien renverser cette formule de Gunther Anders qui parle précisément de ceux qui n'arrivent pas à suivre le rythme imposé par

l'innovation. Il les qualifie de *unadaptable fellows*. Ce qui caractérise l'homme industriel, c'est le type adaptable, ou type malléable. C'est la faculté d'adaptation qui doit être mise au premier plan et c'est elle qu'on retrouve notamment dans les services de Ressources Humaines sous l'intitulé de "savoir-être". Quand on décline de façon traditionnelle et caricaturale cette notion de compétence qui forme vraiment le réacteur nucléaire de la gestion des ressources humaines, on explique aux étudiants, mais aussi aux managers qu'il y a la dimension du savoir, reconnue par les diplômes, la dimension du savoir-faire, qui est une dimension plus technique et celle du savoir-être. En réalité, cette dimension du savoir-être, c'est précisément celle qui



cache l'anthropologie du management et qui se réfère non pas à l'exercice de la Raison, donc non à des qualités de civilisation ou de culture liées au raisonnement, à l'exercice du jugement, mais à la capacité quasi animale, quasi biologique de l'adaptation.

Cela me permet de souligner que cette anthropologie se manifeste justement par un certain nombre de métaphores biologiques en lien avec cette capacité d'adaptation. On va demander de la souplesse, de la flexibilité ou, c'est plus à la mode, de l'agilité. On parle de management agile. Pour résumer, on peut trouver dans le management une certaine forme de concrétisation anthropologique de l'utilitarisme, l'homme utile.

GAUTHIER GRASLIN

Mais est-ce que ce n'est pas d'une certaine manière la négation de la vision traditionnelle de l'Homme ? Par exemple, Montaigne disait que l'Homme avait une part de mystère et que c'était peut-être justement ce mystère qui fait de l'Homme quelque chose qui ne peut pas être totalement utile. Comment le management résout-il ce paradoxe ?

BAPTISTE RAPPIN

Pour le management, le paradoxe ne se pose pas puisqu'il s'inscrit dans ce grand mouvement scientifique moderne qui culmine dans la cybernétique et qui éclipse non seulement tout mystère mais également toute activité rationnelle ou réflexive plutôt, au nom d'une identification des déterminants de l'action humaine. Plutôt que de former le jugement, ce qui était le propre de la culture, y compris chez Montaigne, il s'agit d'identifier les leviers qui vont orienter l'action d'autrui. En ce sens, on peut dire que le management est une technoscience qui repose sur les acquis et l'opérationnalisation des sciences humaines et sociales, psychologie, anthropologie, sociologie, etc... et qu'il évacue précisément toute dimension paradoxale ou ambiguë de l'existence humaine qui pourrait être liée à des questions plus liées à la métaphysique, quant à notre origine, l'irruption normale, le sens de la vie, l'altérité entre les sexes, etc...

GAUTHIER GRASLIN

Par rapport à cette analyse, comment l'être humain est-il transformé en chose ? Est-ce que nous connaissons un processus de réification ?

BAPTISTE RAPPIN

Oui, mais il faut d'abord revenir sur une définition de ce terme, la réification. Je rappelle qu'on doit son succès relatif à la première utilisation qu'en fit Lukacs dans les années 1920. Il a ensuite connu une éclipse relativement longue avant d'être à nouveau utilisé par des critiques sociaux plus contemporains. On peut notamment parler d'Axel Honneth qui y a consacré un livre. Chez Lukacs, la réification désigne la relation entre deux êtres humains et pas la relation au monde des objets. C'est le fait pour un être humain de considérer l'autre comme une chose. Son éthiologie, puisqu'il est impliquée dans l'économie commerciale, rapporte ce phénomène de réification à l'extension du système capitaliste. On peut donc prendre un exemple très simple : le travail devenant marchan-

dise dans le système capitaliste, les travailleurs sur le marché du travail deviennent interchangeables à l'image des autres marchés comme par exemple le marché des biens. Disons que l'éthiologie ou l'explication vont se substituer avec les générations suivantes de l'école de Francfort. Ainsi, Axel Honneth essaiera de montrer que derrière la réification il y a d'abord l'oubli de la reconnaissance de l'autre, parce que toute connaissance est précédée par un acte de reconnaissance. Bref, le niveau d'analyse est bien la relation entre deux êtres humains.

Donc, en quoi le management est-il susceptible de favoriser, d'amplifier ces phénomènes réifiants, ces phénomènes de réification ? Je crois que la réponse découle de mon propos précédent qui mettait en relation le management et la science. Il convient d'agir sur les comportement humains à l'aide de connaissances scientifiques.



Georg Lukács

Donc il ne s'agit pas de s'adresser à autrui par la parole et donc par la production d'un dialogue qui serait signe d'un échange qu'on pourrait qualifier d'humain, mais d'ajuster des paramètres de l'environnement pour orienter son action. Donc, c'est embrayer, prendre autrui comme un objet manipulable. Un objet manipulable non pas seulement dans son corps, ce qui était déjà le cas du taylorisme mais également dans son désir le plus intime. Il faut en effet attirer son attention, son désir, ses capacités cognitives, ses émotions vers la tâche productive. Je vais me permettre tout de suite d'ajouter ceci : il me semble que le management contemporain est allé une étape plus loin que la réification. En effet, il me semble que la réification ne suffit pas tout à fait ou totalement à rendre compte de la transformation des relations humaines au sein du management. C'est notamment lié à la révolution cybernétique qui a déployé des choses à substituer, un monde d'information. C'est-à-dire que la relation entre deux êtres humains aujourd'hui, dans une entreprise, mais aussi dans la relation à l'Etat, aux collectivités et peut-être même dans les écoles, dans les familles, prend la forme, passe par la médiation d'outils de codification, notamment avec des tableaux de bord, des indicateurs, des matrices, des compétences. Il y a là une transformation de l'être humain, non plus en choses mais en informations. La réification devient quelque part une sous-catégorie de la formalisation, de la codification, du devenir d'information, c'est-à-dire du devenir bit au sens informatique, d'autrui.

**« PLUTÔT QUE DE FORME LE JUGEMENT, CE QUI ÉTAIT
LE PROPRE DE LA CULTURE, Y COMPRIS CHEZ MONTAIGNE, IL S'AGIT D'IDENTIFIER LES LEVIERS QUI
VONT ORIENTER L'ACTION D'AUTRUI. »**

GAUTHIER GRASLIN

Justement, dans ce numéro nous avons également interviewé le géographe anglais Stephen Graham qui pose la question de la manière dont l'urbanisme contemporain transforme les habitants des villes en paquets de données pour faciliter leur gestion. On voit également avec l'obsession du terrorisme, de la lutte contre la perte de temps, qu'il faut toujours collecter des données. Graham pense cependant que cela ne peut en réalité pas fonctionner dans la mesure où on ne pourra jamais avoir des données complètes et parfaites. Est-ce que vous pensez que cette manière de transformer l'homme en information est par nature faillible ? Est-ce que c'est juste une hubris ou bien est-ce que c'est quelque chose qui peut avoir un véritable effet holistique ?

BAPTISTE RAPPIN

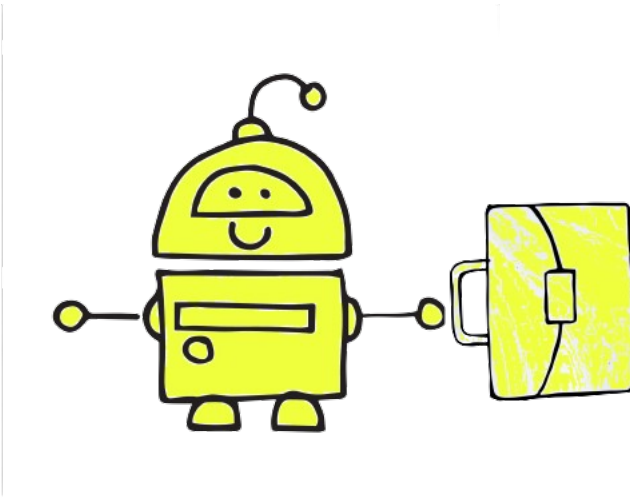
Cela dépend de la question que l'on se pose. D'ailleurs, vous venez de poser une autre question, à l'instant, qui est celle de la possibilité d'enfermer le comportement humain dans une big data exhaustive ainsi que celle des effets, qui sont, à mon avis, deux questions différentes, puisque par nature, il me semble que quand bien même les moyens technologiques seraient encore démultipliés par rapport à aujourd'hui, il apparaît comme difficile, non seulement de récolter des données exhaustives, mais surtout, et c'est déjà le cas, de le traiter de façon optimale. Déjà à l'heure actuelle, les grandes plateformes commerciales ou les entreprises du secteur de la santé qui récoltent massivement des données ne sont pas capables de les traiter en raison de leur profusion si ce n'est en ayant recours à des opérations de corrélation statistique. Elles sont juste capables de savoir si deux variables sont liées entre elles. Elle ne sont pas capables de savoir si l'une influence l'autre ou réciproquement. Elle ne sont pas non plus capables de savoir si ce sont des variables cachées médiatrices ou modératrices qui se trouvent derrière. Elle ne peuvent pas non plus savoir si ces deux variables dépendent d'une même cause. Donc, déjà à ce stade, l'analyse des statistiques des données reste bloquée en réalité au stade élémentaire. La corrélation c'est quand même le premier calcul statistique que l'on apprend juste après les tricroisés. On est donc encore vraiment au ras des pâquerettes. Par contre, ce qui est beaucoup plus intéressant, c'est que malgré cette faiblesse statistique dont les entreprises que je viens de mentionner sont parfaitement conscientes, le data mining, c'est-à-dire le profilage des comportements consommateurs ou des comportements de patients est quand même réalisé à partir de ces corrélations dont on sait qu'elle ne reflètent absolument pas la réalité. Donc la vraie question est la suivante : quel est l'effet performatif de calculs fallacieux ? Et là, je serais plus pessimiste que mon collègue géographe puisque manifestement, à travers un simple acte de consommation sur une plateforme commerciale, nous nous identifions à un profil qui a été créé pour nous à partir de calculs fallacieux. Je suis donc d'accord sur l'idée que la vie humaine ne rentrera pas dans les cases du big data, qu'il y a une incapacité statistique à traiter cet ensemble de données. En revanche, il y a quand même un effet performatif très fort. Je prenais l'exemple de plateformes commerciales pour des produits qui me proposeront, à titre personnel beaucoup de livres....

GAUTHIER GRASLIN

J'ai le même problème !

BAPTISTE RAPPIN

Voilà, mais on peut très bien imaginer ailleurs des solutions santé quand on est dans le Big Pharma. Et là, cela va produire des effets réels à partir de calculs biaisés, biaisés dans de nombreux sens.



GAUTHIER GRASLIN

Est-ce que cela deviendrait possible, en introduisant dans cette analyse de la logique du management et sur ce fondement cybernétique l'entité de l'Intelligence Artificielle? Par rapport à l'émergence de l'Intelligence Artificielle, serait-il possible de sortir des paradigmes scientifiques dominants comme Kuhn les conçoit ?

BAPTISTE RAPPIN

J'identifie deux questions dans votre intervention. La première a trait au lien cybernétique-management-Intelligence Artificielle. La seconde porte sur la sortie d'un paradigme dominant. Commençons par la première. Ici, je me centrerai autour d'un personnage qui permet à lui seul de faire le lien entre ces trois domaines, Herbert Simon. Herbert Simon a reçu un prix Nobel d'économie octroyé par la Banque de Suisse et c'est un personnage assez fascinant, comme toutes les personnalités appartenant à la galaxie cybernétique d'ailleurs. Ce sont des érudits comme on peine aujourd'hui à en produire. Simon est le père de ce qu'on appelle le comportement organisationnel qui est précisément une discipline qui appartient au sens de l'organisation et qui recèle l'anthropologie managériale dont on parlait précédemment. Dans un livre qui s'appelle « Comportement administratif », dont la première version remonte à 1943, Simon aborde la question de la rationalité limitée qui se manifeste de deux façons et dont on vient de parler : il s'agit de l'incapacité de l'être humain à récolter l'ensemble de l'information de son environnement.

Deuxièmement, dans l'hypothèse même où ceci serait possible, il n'aurait pas les facultés ou les capacités cognitives pour traiter cette masse d'information. Du point de vue du comportement organisationnel, cela va le conduire à préconiser ce qu'il appelle lui-même la docilité,

c'est-à-dire, comme il le précise et le note en bas de page, un terme qu'il ne considère pas dans un sens péjoratif. Pour lui, c'est un terme technique qu'il va falloir que les salariés et les ouvriers intériorisent pour développer leur loyauté et leur efficacité. Les normes de l'organisation vont pouvoir ainsi court-circuiter le calcul rationnel humain qui serait déficient. Il s'agit de créer ce qu'il appelle une personnalité organisationnelle. C'est tout le rôle du management de fonder une telle personnalité. Parallèlement, on peut également combler les lacunes des facultés humaines par la prothèse informatique, par la prothèse de l'Intelligence Artificielle qui peut récolter beaucoup plus d'informations que l'être humain et qui a des puissances de calcul démesurées.

Vous voyez ici qu'il y a un lien vraiment ténu entre la rationalité limitée de l'être humain qui est une conception très cognitive de cette créature qui passe sous silence bien évidemment beaucoup de dimensions ce qui la rend éminemment criticable. Mais partant de là, cela va justifier à la fois toutes les techniques d'orientation du comportement, d'internalisation des normes de l'organisation, jusqu'à créer une personnalité organisationnelle et cela va justifier à la fois la mise en place de systèmes d'experts où, comme Simon va les appeler, de systèmes d'aides à la décision, ce que nous nommerions aujourd'hui l'Intelligence Artificielle. Donc, Simon est à la fois le père du comportement organisationnel et l'un des pionniers de l'intelligence artificielle puisqu'il a dans une célèbre conférence en 1956 lancée avec Newell, à Darmouth, donné tout le programme de la recherche liée à l'Intelligence Artificielle. Donc tout cela est lié de très près, de façon vraiment consubstantielle, à la fois d'un point de vue historique et philosophique. Alors, sortir d'un paradigme dominant, cela me paraît assez compliqué.

On peut se payer de mots et en théorie imaginer beaucoup de solutions, mais s'il faut être réaliste, on voit bien que chaque crise génère une accélération de la digitalisation. Inutile, ici, même si je le fais souvent, de mentionner la crise de la période Covid qui a accéléré le mouvement de digitalisation d'une façon assez dramatique. Par exemple, à l'université, pour prendre le cas que je connais bien, les cours sur *Teams* ou sur *Zoom* sont devenus une pratique régulière, donc non pas généralisée, il ne faut pas abuser, mais une pratique régulière. C'est évidemment un héritage de la période Covid. Donc, chaque opportunité est saisie pour accélérer ce mouvement de digitalisation. Vous voyez, *ChatGPT* était il ya deux ou trois mois un problème. C'est aujourd'hui un instrument pédagogique intégré par les professeurs dans leurs propres cours. Donc, peut-être suis-je très pessimiste, mais j'ai l'impression que la capacité d'absorption de ce système capitalistico-cybernétique et sa plasticité sont vraiment des obstacles à imaginer un levier extérieur qui pourrait faire basculer le système.

GAUTHIER GRASLIN

Dans leur faculté à tout englober, où se trouve le point d'Archimède sur lequel on pourrait s'appuyer pour renverser ?

BAPTISTE RAPPIN

Je n'ai pas la réponse à cette question.

GAUTHIER GRASLIN

Justement, pour rebondir sur la notion de digitalisation, est-ce qu'on ne peut pas dire, par exemple, que quand désormais on appelle un service après-vente parce qu'on a un problème à régler, l'interlocuteur humain nous demande de cocher la case B ou la case A et si on a une autre case à cocher, cela fait une erreur 404 d'une certaine façon. Je me demande si l'Humanité n'a pas tellement été rabaissée par le management dans son contexte de travail habituel qu'il existe désormais une sorte de convergence entre l'intelligence artificielle et le comportement humain. Mais à la différence des anciens ouvrages de science-fiction, c'est plus l'humain qui converge vers l'intelligence artificielle que l'inverse.

BAPTISTE RAPPIN

Il y a un peu la querelle de l'oeuf et de la poule là-dedans, mais disons qu'il me semble qu'il a d'abord fallu une anthropologie utilitariste, apparaissant nettement avec la philosophie moderne, chez Leibniz, Hobbes, dans l'Etat de Nature et évidemment plus tard chez les philosophes utilitaristes. Il a fallu cette anthropologie qui réduise la raison à l'entendement, c'est-à-dire au calcul, en omettant toute dimension de sens et d'appel du sens pour qu'on puisse imaginer des êtres intégralement artificiels, pourvus de cette capacité de calcul. Mais une fois créés, en effet, c'est eux qui deviennent quelque part le modèle du citoyen, du salarié, du travailleur. Je pense donc que dans l'ordre des mentalités, il a d'abord fallu une réduction anthropologique drastique mais que l'innovation concrète génère comme une forme de chantage à la performance. Si la machine peut le faire, pourquoi les êtres humains ne le pourraient-ils pas ? On appelle donc à une sorte d'alignement. On peut prendre d'ailleurs des exemples très simples. On voit comment notre attention se dissipe entre de multiples tâches simultanées, à l'image de plusieurs applications qui sont ouvertes sur l'ordinateur ou sur le téléphone. Donc en effet, une fois que les innovations sont là, il y a un alignement de la cognition humaine sur le mode de fonctionnement agile de ces nouvelles technologies. Encore une fois, je pense que la révolution préalable est d'abord anthropologique.

GAUTHIER GRASLIN

D'accord. Justement, en parlant de l'anthropologie, vous évoquez dans votre livre l'idée qu'on est en train de construire un outil qui constitue une fédération mondiale de la santé mentale. Est-ce que vous pourriez développer un petit peu sur cette notion. En quoi l'intelligence artificielle est-elle en train de nous rendre tous mentalement stressés ?

BAPTISTE RAPPIN

Alors, je ne parle pas d'un projet. Je parle de quelque chose qui a eu lieu juste après la Seconde Guerre Mondiale. Il s'agissait de la création de la fédération mondiale de la santé mentale. Dans le conseil d'administration, on y trouvait un certain nombre de cybernéticiens. Il y avait un lien, que j'ai mis dans mon livre, un lien direct entre la pensée cybernétique et la présence de ces penseurs dans le conseil d'administration de cette fédération. On ne peut pas comprendre le sens de votre question sans parler du contexte géopolitique qui

est évidemment celui des deux guerres mondiales successives. On identifia alors la violence à la souveraineté nationale puisque l'un des premiers droits d'un Etat souverain est celui de déclarer la guerre. D'autre part, on considéra qu'elle découlait des pulsions autoritaires individuelles.

Une fois ces deux sources des deux traumatismes du XXème siècle ayant été identifiées, il fallait instaurer d'une part des limitations de la souveraineté, notamment par la création d'instances supranationales, ce dont relevait précisément cette fédération mondiale pour la santé mentale et d'autre part agir sur le comportement humain. D'une certaine façon, on voit bien pourquoi on n'est plus ici dans un modèle politique. On se situe désormais dans une logique anti-juridique puisqu'il s'agissait de détecter des potentiels autoritaires et non plus de condamner des actes autoritaires. Nous mesurons ici comment les sciences humaines vont se substituer aux droits comme mode de régulation des sociétés. Donc la psychologie, la sociologie, le management, la psychiatrie (mais une psychiatrie extrêmement behavioriste) puisqu'on ne parle pas de psychanalyse, qui a une portée opératoire tout à fait limitée dans son cadre de projet, vont être mobilisées pour rectifier, pacifier, on pourrait presque dire sans être mauvaise langue, castrer les comportements humains. On sait bien que le business suppose la paix. Le doux commerce est une expression qui remonte déjà à Montesquieu et qui reste le grand projet de la société moderne.

Ce qui est notable, c'est que ce type d'initiatives a tendance à s'appliquer au monde plutôt qu'aux Etats-Unis eux-mêmes. On peut le voir comme un programme géopolitique américain qui s'est notamment diffusé à l'occasion de la reconstruction. Il y a tout un pan des plans, des financements de la reconstruction qui dépendent de l'importation de ces savoirs américains visant à domestiquer, vous aviez utilisé le terme en introduction. On est peut-être là à une nouvelle phase de domestication de l'agressivité humaine, pour dire comme Conrad Lorenz.

**« SOYEZ AUTHENTIQUES, SOYEZ TRANSPARENT
AVEC AUTRUI. LA TRANSPARENCE DU MONDE SE
DONNE DANS LA RÉCOLTE ET LE TRAITEMENT DES
DONNÉES. »**

GAUTHIER GRASLIN

Est-ce qu'il n'y a pas un paradoxe ? Lorsqu'on regarde le marketing, il met toujours l'accent sur l'individualisme un peu échevelé. *Mac Donald's* nous objurque à venir comme vous êtes. Quand on regarde les publicités, on est en permanence dans l'éloge de la folie. Comment cela s'articule-t-il avec un discours officiel et le développement du mouvement *woke* qui in-

siste sur les sentiments, sur la passion face à la rationalité patriarcale et d'un autre côté cette réalité de l'intelligence artificielle et d'un autre côté cette réalité de l'intelligence artificielle ?

BAPTISTE RAPPIN

La réponse est en un seul mot mon cher Monsieur, dans les deux cas il s'agit de transparence. Soyez authentiques, soyez transparent avec autrui. La transparence du monde se donne dans la récolte et le traitement des données. Ce ne sont que deux facettes de la transparence. Donc, du premier côté, celui de la subjectivité. Il faut diriger nos auditeurs ou lecteurs vers les travaux du philosophe canadien Charles Taylor qui a produit une très belle somme sur la genèse du moi moderne. Il montre que la dernière étape, parmi les neuf qu'il décrit dans son livre, est celle de l'authenticité, qui notamment fait suite au romantisme. L'authenticité passe par l'expressivité. En fait, *McDo* ne dit pas venez comme vous êtes mais faites comme vous êtes. Là, on voit tout de suite le lien avec le courant *woke* que vous avez évoqué. Faites comme vous le sentez et vous serez vous même. Donc je me sens fille, je me sens garçon, je me sens ni l'une ni l'autre et cette transparence là est celle de la subjectivité. Elle fait écho au projet de rendre le monde intégralement parfait, comme l'aurait dit Baudrillard, c'est-à-dire transparent à lui-même, à travers son traitement cybernétique et algorithmique. Les deux s'emboîtent en réalité très bien. Une preuve concrète, phénoménologique c'est qu'on peut être nous-même sur *Meetic* ou sur d'autres applications de rencontre. Là on a l'imbrication immédiate de l'authenticité, de la subjectivité et de la transparence algorithmique.

GAUTHIER GRASLIN

Juste pour rebondir sur les sciences sociales qui comme vous le dites remplacent le droit à un certain moment, je suis étonné par un point. Comme on nous l'a appris au lycée en philosophie, il existe des critères pour déterminer la scientificité de quelque chose. On peut penser aux critères de Popper par exemple. Or, l'un des critères de la scientificité est la réfutabilité. A quel moment les sciences sociales qui prétendent utiliser ces données, ces logiques cybernétiques, se soumettent-elles à la réfutabilité ?

BAPTISTE RAPPIN

Il y aurait d'autres critères mais ce critère de la réfutabilité appartient encore à une science qui viserait une vérité, c'est-à-dire, pour parler dans le détail, une certaine forme de concordance entre le langage, la proposition qu'on émet et donc la pensée qu'il y a derrière, et le réel. Ceci ne pose pas de problème mais restons très simples. Ce registre-là a éclaté avec la cybernétique, disons avec la Seconde Guerre Mondiale, puisqu'on a découvert que la science était d'abord une activité scientifique, non pas une discipline intellectuelle mais une activité humaine organisée qui a donné lieu à ce que des sociologues ont appelé le modèle de la triple hélice, c'est-à-dire la collaboration de l'université, de l'Etat et de l'industrie, notamment de l'armement. Ceci apparut pendant la Seconde Guerre Mondiale mais ce modèle-là va ensuite s'étendre, et on le voit encore aujourd'hui en France par exemple, avec la généralisation de l'apprentissage à l'université.

Ce modèle-là n'a donc pas pour vocation d'atteindre la vérité mais de produire des effets.

C'est un raisonnement typiquement pragmatiste. Lisez William James par exemple, lisez John Dewey. Ce qui est vrai, c'est ce qui marche. On se situe dans la lignée de cet dont on parle depuis le début de notre conversation. En termes épistémologiques, cela suppose qu'on renonce à la représentation exacte du monde, cette concordance entre le langage et le réel, et qu'on y substitue des processus de modélisation. Or, un modèle, c'est le fait d'isoler du réel ses seuls éléments fonctionnels. Un modèle n'existe pas par lui-même, il est toujours intégré dans une famille de modèles et une famille n'est jamais un univers fini. Autrement dit, il y a une infinité de modèles, de telle sorte que la vérité disparaît de cet horizon-là parce que la vérité aurait pour vertu une sorte d'unification de ces modèles. La seule chose qui compte, c'est de savoir quels sont les modèles les plus performants. Quand on est du côté de l'intelligence artificielle, on va faire tourner des modèles sur ordinateur pour tester leur efficacité et quand on est du côté des sciences humaines, on va tester, par exemple en laboratoire sur des étudiants, comme c'était le cas dans les années 50 et 60, dans les grandes expérimentations de psychologie sociale, qui sont à la base de cette discipline. Donc, ici, il n'y a pas de paradoxe si ce n'est pour quelqu'un qui résonne avec les catégories archaïques de l'ancien monde...

GAUTHIER GRASLIN

Je crains que ce soit mon cas !

BAPTISTE RAPPIN

Il n'y a pas de paradoxe puisque ce qui est recherché c'est, comme le nom de science, une rationalisation du réel permettant son optimisation fonctionnelle.

GAUTHIER GRASLIN

D'accord, merci. Donc, par rapport à cette analyse, nous pouvons constater qu'il y a cette dimension de subjectivité dans les critères de feedback. Est-ce que c'est véritablement le cas ? Comment les critères de feedback sont-ils orientés par les valeurs morales ? Par exemple, quand nous corrigeons le système artificiel, s'il y a un tel besoin, dans quelle mesure s'agit-il de corrections introduisant des valeurs morales, une certaine idéologie, un but subjectif et non pas comme, par exemple, comme le prétend *ChatGPT*, des modifications purement objectives et impartiales ?

BAPTISTE RAPPIN

Ok, pour simplement préciser, là on est bien dans l'univers du management, quand vous posez cette question. Oui, donc je me suis orienté dans la direction de l'analyse de l'Intelligence Artificielle. Nous pouvons généraliser avec les critères de feedback en général. Comment sont-ils orientés par les valeurs morales ? Dans quelle mesure ? Est-ce vraiment le cas ?

Alors, la science est par définition amoral. Non pas immorale, mais amoral, c'est-à-dire en-dehors du champ du jugement éthique. La cybernétique, qui a poussé ce mouvement si loin, en vient à interdire d'utiliser les mots fin, âme, vie. Autant de mots qui constituaient le socle des catégories traditionnelles de la philosophie et qui pouvaient renvoyer à une dimension morale ou éthique. Vous voyez qu'il y a même une purge du langage qui devient

purement technicien. C'est un premier point. Techniquement, il n'y a pas de place pour la morale ou le jugement éthique, ce que vous appelez les valeurs, dans l'espace de la société cybernétique. S'il y a un feedback, en fonction de ce que je viens de dire, c'est certainement justement pour corriger cette introduction de valeurs humaines. Vous comprenez que le feedback n'est pas l'occasion d'introduire des sentiments humains, des perceptions humaines ou bien des jugements éthiques. C'est justement un moyen de les supprimer, de façon à mieux aligner les moyens engagés sur la fin qui est envisagée et donc de rentrer dans un monde intégralement technique.

On fait des feedback quand, par exemple en entreprise, il y a eu un conflit, c'est-à-dire une explosion de passion humaine. Il s'agit de régulariser cette agressivité afin que tout le monde puisse à nouveau travailler ensemble. J'ai tendance à dire que lorsque je me retrouve face à une plateforme de services après-vente par exemple, et que j'ai mon petit robot qui répond à mes questions sur internet, je n'ai pas la place pour introduire mon feedback. Je suis mécontent. Je suis en colère, je suis frustré et pressé. Où ai-je la place ici d'exprimer mes émotions ? Je ne l'ai guère en réalité ! Donc je dirais que le feedback, la rétroaction, est plutôt un mécanisme de suppression de toute ce qui pouvait demeurer humain dans un système technique.



GAUTHIER GRASLIN

D'accord. Par rapport à ceci, est-ce *ChatGPT* va s'améliorer au fil des mois à mesure qu'elle obtient du feedback pour accumuler des connaissances, renforcer les corrélations qu'elle établit ? En quoi y a-t-il une différence entre la notion de feedback dans un groupe de management classique et le feedback tel qu'il est conçu par les ingénieurs en Intelligence Artificielle ?

BAPTISTE RAPPIN

La seconde est le modèle de la première. Il n'y a pas de différence théorique. Le feedback est une étape de la boucle de rétroaction. Finalité, action, rétroaction, correction. Et puis ça tourne. Cette boucle de rétroaction est née de l'assimilation réciproque du cerveau et de l'ordinateur qui stipule que l'un fonctionne sur le modèle de l'autre. C'est justement cette équivalence-là qui a pu donner différents paradigmes nommés connectivistes, connexionnistes, etc... Chacun appuyait plus d'un côté ou de l'autre de cette équivalence, mais cela n'a jamais été pensé à partir d'un collectif humain, d'une organisation, d'une société. L'objectif demeure le fonctionnement en temps réel, la correction de l'erreur en temps réel.

Dès le début, chez Norbert Wiener, on trouve la distinction entre différents niveaux d'apprentissage. Dans son ouvrage « *The Human Use of Human Being* », datant du début des années 1950, il en distinguait déjà trois : le niveau du réflexe, le niveau de l'amélioration de la méthode et le niveau de la réflexion sur les finalités. Quand on génère une intelligence artificielle capable d'assimiler, d'apprendre et de déterminer elle-même le sens de ce qu'elle fait en répondant à des questions, on est exactement sur la version artificielle de ce qu'on

appelle une organisation apprenante quand on est en management. Sauf qu'on se doute que dans le monde réel, puisque nous ne sommes pas encore tous sous prothèse, malgré tous les efforts de rééducation des écoles de commerce, ça coince encore dans la réalité humaine. Manifestement, on n'arrive pas à tenir le rythme de l'Intelligence Artificielle, on n'arrive pas à être aussi efficace. L'organisation apprenante reste plus une utopie qu'une réalité alors que cela semble se développer de façon vraiment accélérée du côté de l'Intelligence Artificielle.

GAUTHIER GRASLIN

Là-dessus se pose aussi la question de la célérité du processus de décision. L'une des grandes critiques que l'on fait à la démocratie à l'heure actuelle, c'est que c'est un processus trop lent pour la prise de décision, qui ne peut s'y faire en temps réel, alors qu'au XIX^{ème} siècle, justement, la lenteur de la démocratie américaine était plutôt vue comme une vertu dans la mesure où elle donnait la possibilité de se rendre compte qu'on faisait des erreurs par exemple. Dans quelle mesure une Intelligence Artificielle qui repose sur la prise de décision en temps réel est-elle soluble dans la démocratie puisque le dialogue et le choix moral y sont évacués? Ou bien est-ce la démocratie qui n'est pas soluble dans l'intelligence artificielle ?

BAPTISTE RAPPIN

De façon générale, la démocratie n'est pas soluble dans la technique, dans la science. Or, c'est le grand projet du positivisme si on le prend au sens large. A partir de la naissance de l'économie politique, on a voulu gouverner de façon scientifique et donc substituer la science et la technique aux politiques. Je pense donc qu'il n'y a même pas besoin d'aller jusqu'à l'intelligence artificielle qui n'est que la réplique de ce tremblement de terre initial qui s'inscrit dans une telle volonté. On trouve cela aussi par exemple chez Baccaria, un philosophe du Droit qui imagine un système intégralement déductif, c'est-à-dire qui pourrait être exercé par une intelligence artificielle. Donc, je pense qu'il faut replacer aussi la science artificielle dans cette dynamique historique de montée en puissance de la science et de socialisation de celle-ci : la science quitte l'université, les centres de recherche ou les académies et les collèges pour investir la société et y produire des effets.

Par exemple, Alain Supiot, juriste et professeur au Collège de France, émérite maintenant, a parfaitement montré cette volonté exacerbée par la cybernétique de substituer des experts et des intelligences artificielles au débat. Or, le débat évidemment, s'il mérite d'être nommé ainsi, repose sur l'échange d'arguments. L'argumentation prend du temps à se construire, puis à s'énoncer, puis à être réfutée, discutée, amendée. Donc la temporalité politique et la présence de l'altérité qui s'y déploie n'est évidemment pas compatible avec l'approche technique qui efface d'emblée toute altérité, toute négativité, toute contradiction, au nom de cette efficacité en temps réel.

GAUTHIER GRASLIN

C'est-à-dire que nous avons un processus qui est dans la droite ligne des régimes totalitaires....

BAPTISTE RAPPIN

Alors, Michel Freitag, un sociologue québécois que j'affectionne particulièrement et qui est hélas trop peu connu en France, mort en 2012 et dont un certain nombre d'ouvrages posthumes sont actuellement publiés, a intitulé le troisième tome de la série « Formes de la société, vol.3, les totalitarismes ». On y trouve dedans, au pluriel, des analyses sur les totalitarismes historiques mais également une interrogation sur de nouvelles formes de totalitarisme qui prennent souche dans ce qu'il appelle, lui, le mode de reproduction décisionnel-opérationnel et qui correspond à la société cybernétique. On retrouve donc des caractéristiques du totalitarisme, dont celles de la forclusion de l'altérité, celle de la prise en main de la vie privée par quelque chose qui lui est extérieur. J'ai du mal à appeler cette chose l'Etat, mais j'ai du mal à trouver un terme adéquat. On pourrait parler d'un maillage Etat-technologie-marché par une forme de conglomérat, pour reprendre une expression d'un autre temps. On retrouve donc effectivement dans la dynamique actuelle des caractéristiques du totalitarisme.

GAUTHIER GRASLIN

Un des termes qui revient beaucoup pour décrire cette chose qu'on a du mal à cerner, c'est celui de gouvernance mondiale. Ce qui est frappant dans ce concept, c'est que le politique, qui pose justement la question de l'altérité et du lien y est toujours soupçonné d'être criminel et en est par conséquent évacué. Est-ce que d'une certaine manière l'objectif, et on reviendra à l'idée de santé mentale, à la volonté d'empêcher que de nouveaux crimes soient commis? Au fond, le politique ne mériterait-il pas de disparaître, tout comme l'Homme, parce que l'Homme a donné Keynes et le politique a donné la Seconde Guerre Mondiale ?

BAPTISTE RAPPIN

Oui, je partage votre raisonnement. D'ailleurs, on le voit dans la transformation du Droit international qui se cale sur le Droit pénal et qui consiste finalement pour les Etats-Unis qui entraînent l'OTAN derrière eux à criminaliser les autres Etats qui ne partagent pas leur vision du monde. Vous voyez que dans cette transformation du droit international, il y a en soi la négation de l'altérité et la non-reconnaissance de la souveraineté des autres nations et donc de leur choix propres, de leur identité propre, de leur projet propre. La gouvernance s'affiche théoriquement comme un projet de régulation mondiale mais c'est bien un projet américain. Il faut bien avoir ce double niveau de lecture. C'est l'utopie d'un monde intégralement cybernétisé, c'est-à-dire qui pourrait s'autoréguler par des phénomènes constants, de feedback, de rétroaction. Cela suppose d'ailleurs la mise en place de nombreux capteurs de l'activité humaine. On peut imaginer tout ce qu'on pourrait faire avec des satellites de ce point de vue-là. Mais derrière tout ceci, il existe bien un projet hégémonique si on revient à la géopolitique réaliste : un projet hégémonique qui conduit les Etats-Unis à dominer, non seulement l'Europe, qui est désormais vraiment à la traîne, mais surtout les pays émergents qui eux ont encore pour l'essentiel leur souveraineté : Russie, Chine, Inde, etc...

GAUTHIER GRASLIN

Dans votre livre, vous présentez une corrélation entre la gouvernance par l'intelligence col-

lective et l'effacement de l'Etat, et donc la gouvernance mondiale. Notre gouvernance mondiale actuelle parle de réparer le monde. En quoi cette notion de réparation du monde se fonde en réalité sur un arrière-plan davantage religieux que politique ?

BAPTISTE RAPPIN

Alors là, il faut faire un détour. Dans mes analyses, j'ai cherché à comprendre pourquoi Norbert Wiener, qui est un personnage central de la cybernétique, ne cessait d'en appeler au Maharal de Prague du début à la fin de son oeuvre de 1948, « Cybernetics ». Il en va d'ailleurs de même dans son livre testament « God and Golem Inc ». Je me suis renseigné sur la pensée du Maharal de Prague et sur le rapport de Wiener, sachant qu'il a publié deux tomes d'autobiographie très détaillés sur la question de la religion juive. Wiener fait partie de ces scientifiques issus des familles juives immigrées. D'un côté, la pensée du Maharal de Prague s'inscrit dans le mouvement général de la pensée juive de la Renaissance, qui fait suite à l'exil d'Espagne. En 1492, le roi et la reine d'Espagne signent un décret expulsant les Juifs. Ceux qui resteront devront se cacher, ce qui fondera le maranisme.

Ceci aura deux conséquences : une du côté de la Palestine et une autre du côté de l'Europe de l'Est, de la Pologne. En Palestine, cela donnera lieu au lourianisme, du côté de la Pologne cela créera le Maharal de Prague dont la pensée sera relativement similaire. En effet, dans les deux cas, la réaction à l'exil, à la décision ou décret d'exil fut la même : le peuple juif avait connu tellement d'exils au cours de son histoire qu'on ne pouvait plus mettre ceci sur le compte d'un simple châtiment divin. L'exil devait avoir une signification métaphysique bien plus importante et c'est pourquoi ils interprétèrent le monde comme résultant d'un retrait initial de Dieu et d'un éclatement de ce monde, ce que l'on nomme la brisure des vases dans le lourianisme. Désormais, toute l'activité du peuple juif consistera à réunifier ces vases brisés parce qu'eux seuls auraient l'intuition de l'étincelle ou des étincelles divines qui sont répandues dans l'univers. Ils cherchent par conséquent à les recollecter, à les réunifier, ce qu'ils appellent le tikkun. J'ai cherché à savoir si Wiener, parce qu'il cite le Maharal de Prague et parce qu'il reconnaît dans son autobiographie qu'il n'est pas un juif croyant mais qu'il demeure très interpellé par la tradition juive, avait assisté aux conférences que Gershom Scholem avait données aux Etats-Unis. C'est en effet par l'intermédiaire de ce dernier personnage que la question de la mystique juive est revenue au début du XXème siècle.

J'ai donc cherché à savoir si cela avait eu une influence sur la thématization, la conceptualisation et la présentation de la cybernétique dans les livres de Wiener. Il m'est apparu qu'on pouvait considérer que l'entropie chez Wiener est une sécularisation de la notion de la prison des bases, soit la vision d'un univers qui court à sa perte car totalement déstructuré et privé d'organisation différenciée de la matière et du vivant. L'action de la cybernétique serait par conséquent la réintroduction des rétroactions, des feedbacks capables de donner de l'information orientée vers une finalité pour conjurer cette entropie. Quelque part, la cybernétique deviendrait alors une marche vers le Tikkun, vers la réparation de ce qui a été brisé.

Ainsi, sur le plan géopolitique, je trouve que cela se décline finalement assez bien puisque

ce qui y déchire le monde et y engendre le chaos et donc le retour à un état de nature, soit à l'entropie, c'est précisément la guerre. N'oublions pas que c'était le contexte géopolitique dans lequel Wiener écrivait. Le projet de gouvernance mondiale, c'est justement la tentative de recréer l'unité déchirée par la guerre. On voit qu'ici, le politique s'assimile finalement à l'entropie tandis que la régulation renvoie au processus de tikkun.

GAUTHIER GRASLIN

Entendu. Est-ce que l'aboutissement de cette logique du processus de la gouvernance mondiale avec l'émergence de l'intelligence collective ne se traduit pas par le remplacement de politiques par le système des intelligences artificielles ?

BAPTISTE RAPPIN

Oui, nous avons déjà évoqué cette question, ces aspects-là. Indéniablement, le politique, en tant qu'il repose sur le commandement, l'obéissance (pour reprendre les grandes catégories de Julien Freud), sur la désignation de l'ennemi et de l'ami, de l'intérieur à l'extérieur, appartient manifestement à l'ancien monde lié à un territoire. Là, il y a un mot que l'on n'a pas encore prononcé, c'est celui de territoire, soit le corps, la chair, toute la matérialité de l'expérience humaine qui passe au second plan quand il s'agit de flux d'informations, c'est-à-dire de gérer les rétroactions à partir de flux de rétroactions. Ce qui disparaît, c'est également le territoire et donc le lien charnel d'un peuple à l'histoire d'un territoire, à ses transformations dans le temps, à la façon dont il est façonné dans le temps par à la fois des éléments naturels, mais aussi l'activité humaine. Ceci crée un sentiment d'appartenance, un enracinement.

La gouvernance, elle, ignore tous les territoires puisqu'elle ne gère que de l'information. Elle s'adresse par essence à des apatrides. On pourrait dire, pour utiliser les catégories de Gilles Deleuze que la gouvernance est un gigantesque mouvement de déterritorialisation et donc, par là-même, de dépolitisation. Je vous rappelle que la polis grecques était fondée sur le principe de l'autochtonie, c'est-à-dire sur la reconnaissance des siens au sein d'une enceinte.

GAUTHIER GRASLIN

A l'heure actuelle, il y a un débat au sein de l'opinion publique et dans la neuroscience fondamentale également, sur l'avantage de l'être humain par rapport à l'intelligence artificielle. L'être humain saurait faire preuve d'intuition, de capacité à saisir le réel de manière profonde, dans sa singularité. Mais est-ce que ce n'est pas plutôt l'existence des marges de manoeuvre qui constitue cet avantage de l'un sur l'autre ?

BAPTISTE RAPPIN

Les deux dimensions que vous soulignez renvoient toutes deux à la finitude, la finitude humaine. Par exemple, si je demande à *ChapGPT* si je peux ou si je dois frapper autrui, il pourra effectivement me conseiller, avec un discours très moralisateur, de ne pas frapper autrui, mais il ne pourra jamais le faire parce qu'il a eu l'expérience de la douleur qui est liée à la finitude de notre corps. Nous, on ne sait pas frapper autrui parce qu'on a aussi déjà reçu des coups, qu'on s'est fait mal en se cognant et donc c'est par notre finitude que nous tirons

des leçons pour vivre ensemble.

De même, *ChatGPT* pourrait dire beaucoup de choses sur l'amour sans pour autant avoir jamais rien ressenti. Donc là, on revient sur la dimension de la chair, me semble-t-il. On ne parle pas ici simplement du corps envisagé comme une mécanique, l'homme-machine de la maîtrise mais plutôt de la chair comme rapport au monde. D'ailleurs, tout étudiant et tout professeur a fait l'expérience de la différence entre un cours à distance et un cours en salle. Toute la différence tient à cette présence à soi et au monde. Ceci, l'intelligence artificielle en demeurera incapable. Elle ne pourra ni le retranscrire ni l'acquérir.

GAUTHIER GRASLIN

Il y a quelque chose qui me frappe quand on parle justement de cette décorporation qu'on nous impose. Cela renvoie beaucoup à des méthodes de torture, comme par exemple à la charte de Biderman¹. En retirant à une personne la capacité d'avoir une existence territoriale, on en fait de la pâte à modeler. Ne peut-on pas voir le processus de déterritorialisation que vous avez évoqué comme un processus de destruction de l'homme ?

BAPTISTE RAPPIN

Alors, plusieurs auteurs l'avaient déjà mis en évidence et je leur ai emboîté le pas, mais pour dire les choses de manière un peu plus directe, il me semble que le raisonnement cybernétique fait très largement écho au gnosticisme du début de l'ère chrétienne, qui considérait l'ensemble de la Création comme mauvaise et que le Salut reposait donc précisément sur la fuite de l'Homme hors de l'Homme, d'une certaine manière. Je crois qu'il y a de cela ici, d'où les délires sur l'immortalité. Tout à l'heure, vous avez cité le côté woke : ce qui me semble caractériser ce type d'approche, c'est le déni de l'engendrement, de la généalogie qui tiennent justement de cette articulation entre le corps et de la culture, ou de la civilisation, si vous voulez. Et par ailleurs, pour aller encore plus loin, il me semble que l'être humain est le seul animal du règne vivant qui ait besoin d'une raison de vivre pour se reproduire et que l'utilité, la performance, l'efficacité, le calcul, le système intégralement déductif ne lui fournissent aucune raison de vivre. Il y a donc un danger pour les mécanismes d'enchaînement des générations de voir ce type de mentalité artificialiste se répandre et que l'Homme calque ses comportements, ses envies, ses projets sur ce fonctionnement.

GAUTHIER GRASLIN

Quelles sont les conséquences politiques de l'intelligence artificielle ? On entend partout dire: Imaginez si Poutine ou les Chinois sont les premiers en matière d'intelligence artificielle! Ne risquent-ils pas de dominer le monde? Or, par rapport à ce que vous venez de dire, sur cette destruction de la poussée de vie, je me demandais entre les mains de quel régime l'Intelligence Artificielle peut-elle être la plus dangereuse? Entre les mains d'un régime libéral ou d'un régime illibéral ?

1 https://fr.wikipedia.org/wiki/Charte_de_Biderman_de_la_torture_psychologique Tableau illustrant les méthodes de tortures psychologiques utilisées pendant la guerre de Corée pour briser les personnalités des prisonniers.

BAPTISTE RAPPIN

Je ne m'étais jamais posé la question de la sorte. Puisque vous posez la question de la dangerosité, vous posez quelque part la question en termes de possibilité de conflit géopolitique et donc en termes de puissance. La première remarque que je me fais, mais qui est en réalité un paradoxe que je n'arrive pas à résoudre et qui demeurera peut-être insoluble, c'est que manifestement, toute la généralisation de l'Intelligence Artificielle, l'utopie de l'intelligence collective, l'utopie de l'interaction avec la machine et de l'intégration en machine est profondément mortifère. Nous venons de parler du risque majeur que cela représente pour la généalogie. D'un autre côté, on ne peut pas imaginer à l'heure actuelle une puissance souveraine qui se priverait de ce développement technologique et donc on se retrouve là face à un paradoxe que je n'arrive encore une fois pas à orienter. Il est évident que la soumission à d'autres nations est insupportable, que l'indépendance, l'autonomie, l'identité, le projet, les projections dans l'avenir nécessitent à tout prix de pouvoir prendre des décisions sans se les voir imposer. Si la puissance est exclusivement liée à l'Intelligence Artificielle, je crains le pire à une échelle assez courte, à l'échelle de deux-trois générations. Il suffit de voir d'ailleurs la corrélation entre le niveau, le degré d'industrialisation et la difficulté à atteindre le seuil de renouvellement de génération. Nous sommes pris dans une tenaille.

En fait, d'un point de vue réaliste, en géopolitique, j'ai envie de vous répondre qu'il est un peu égal, indifférent, que l'Intelligence Artificielle soit la plus développée dans des démocraties libérales ou illibérales, si en fin de compte, l'action des Etats est encore orientée par intérêt national. Les décisions sont prises de façon réaliste, sans tenir compte du type de régime politique intérieur. Néanmoins, force est d'avouer que ce que nous avons vu en Chine pendant la période Covid fait assez froid dans le dos. Mais le journal *Le Temps* ne consacrait-il pas un article récemment sur le devenir illibéral du régime démocratique français ?

GAUTHIER GRASLIN

Maintenant, c'est le versant peut-être un peu plus optimiste des perspectives politiques. Lorsque le mouvement des Gilets Jaunes a eu lieu en France, on a vu beaucoup de tentatives du pouvoir assez classiques pour casser les mouvements sociaux qui n'ont pas fonctionné dans un premier temps. On a dit alors que c'était parce que les Gilets Jaunes, en étant décentralisés, en utilisant les réseaux sociaux, avaient une intelligence collective que n'avaient pas les organisations traditionnelles. Est-ce qu'on peut penser qu'il serait envisageable que les peuples se saisissent de l'Intelligence Artificielle dans un processus de décentralisation et pour gagner en résilience dans des affrontements avec les structures d'autorité ?

BAPTISTE RAPPIN

D'un côté, cela paraît évident, parce que cela a eu lieu déjà historiquement. On connaît le rôle d'Internet dans les Printemps arabes et nous avons eu le cas effectivement en France avec les Gilets Jaunes. Il me semble cependant que dans ce dernier cas, il faudrait porter plus d'attention à ce qui se passait sur les ronds-points en termes de débat politique, à un niveau micro donc, qu'à ce qui se disait sur les réseaux sociaux. Ceci étant, malgré les espoirs que cela pourrait apporter, je voudrais souligner plusieurs limites.

D'abord, les réseaux sociaux sont la propriété de grandes multinationales et les données qui y criculent sont donc récoltées et traitées, même si elles ne sont pas exploitées. Mais qui dit qu'elles ne le seront pas? Il me semble d'ailleurs qu'il a été maintenant très bien établi à quel point les printemps arabes ont été générés par des puissances extérieures.

Deuxièmement, la question des réseaux sociaux ne règle pas la question du langage, c'est-à-dire l'acquisition de la langue française pour pouvoir débattre. Vous voyez, l'outil ne fait pas tout. Que se passe-t-il dans une génération une fois qu'elle est passée à la moulinette de la lecture globale, de l'arrivée des ordinateurs et des écrans dans les salles de classe. Avec quels mots pourrions-nous débattre, que ce soit sur des réseaux sociaux ou sur des ronds-points ? Donc, il est quand même difficile de considérer Internet comme étant un espace d'émancipation par nature, même si, c'est certain, il faut désormais le compter parmi les armes politiques.

GAUTHIER GRASLIN

Par rapport à votre analyse, est-ce que l'Intelligence Artificielle contribue à la création d'un monde où le discours sur l'état d'urgence, l'état de chaos propre à notre société de la catastrophe s'impose dans la réalité pour devenir une nouvelle normalité ?

BAPTISTE RAPPIN

Oui, le temps de la boucle de rétroaction, c'est le temps de l'adaptation en temps réel à son milieu. Donc, le repos n'est pas une option dans ce système. C'est vrai que le repos était le terme de mouvement dans la physique classique, celle d'Aristote. Ce n'est plus le cas depuis Galilée et c'est encore moins le cas depuis la cybernétique. C'est pour cela que cela génère ce fonctionnement continu, de multiples boucles de rétroaction, à la fois humaines et artificielles. On ne sait donc parfois plus les distinguer mais elles ont comme point commun de générer un état d'exception permanente. Là, effectivement, il serait intéressant de prolonger l'analyse de Giorgio Agamben. Il a écrit une série de livres qui s'appelle Homo Sacer et l'un d'entre eux est consacré à l'état d'exception. Il pointe que les démocraties contemporaines sont en train, sous couvert parlementaire, de généraliser les pratiques d'Etat d'urgence, d'Etat d'exception. D'autres auteurs ont bien documenté cela du point de vue juridique.

Or, il me semble qu'au-delà de ces aspects formels, qui ont leur importance, mais de plus en plus limitée, de fait de cette substitution du technique au politique, le véritable état d'exception, en réalité, se joue dans la prolifération des boucles de rétroaction, c'est-à-dire dans les méthodes de management. Elle se trouve dans la généralisation des smartphones, dans le trading à haute fréquence, dans les multiples systèmes d'information.

Dans cette situation, la seule réponse que nous pouvons donner est celle de l'adaptation et du traitement de l'information. Nous-mêmes, nous sommes réduits à l'Intelligence Artificielle, dans tous les sens du terme. Sinon, notre organisme crée une sorte d'astuce pour aller moins vite. Cela s'appelle une dépression ou un burn-out. La dépression, c'est quand

le psychisme ralentit. Et s'il ralentit, c'est que cela va trop vite dehors. Le système ne peut donc tenir que par la présence de ce que Marx, à la suite de Hegel, appelait une armée de réserve. Ce sont les travailleurs prêts à entrer sur le marché. Marché dans lequel ils seront épuisés, consommés. C'est un système, celui de l'exception qui produit de la casse, beaucoup de casse, qui laisse des traces.

GAUTHIER GRASLIN

J'ai une question qui me vient par rapport à cette question du burn-out. J'avais entendu une fois que quand on subissait la violence d'un système d'adaptation, si on ne la comprenait pas, cela s'appelait une dépression et si on la comprenait, cela s'appelait un combat. Dans quelle mesure peut-on encore combattre dans un monde de rétroaction ?

BAPTISTE RAPPIN

Il est évident que la compréhension du monde contemporain aide à y survivre, voire à y vivre. Cela me paraît indéniable, même si on y reste soumis aux mêmes injonctions, souvent paradoxales d'ailleurs que les autres qui vivent plutôt le nez dans le guidon. Donc, la démarche intellectuelle a une valeur prophylactique.

L'AUTEUR

Batiste Rappin

Maître de conférences depuis 2010 à l'IEA Metz School of Management, habilité à Diriger des Recherches à l'université Paris Nanterre depuis 2016, auteur de Abécédaire de la Déconstruction (2021) et Au régal du management (2017).

Hors dossier

COP27 - UN RETOUR D'EXPE- RIENCE

A large, dark-skinned hand is shown from the side, holding a small, dark globe. The hand is positioned at the bottom of the frame. In the background, there are several solar panels mounted on poles, a wind turbine, and a bird in flight. The entire scene is set against a bright, yellow background.

CE TEXTE A POUR BUT DE PRÉSENTER CONCRÈTEMENT L'ORGANISATION D'UNE COP À PARTIR DE LA SYNTHÈSE OBTENUE PAR L'EXPÉRIENCE D'UN ÉTUDIANT AYANT PARTICIPÉ À LA COP27 QUI S'EST TENUE EN EGYPTE AU MOIS DE NOVEMBRE 2022. IL A POUR VOCATION DE SERVIR DE « GUIDE PRATIQUE » AUX PERSONNES QUI SE RENDRAIENT À UNE COP EN QUALITÉ D'OBSERVATEUR POUR LES NATIONS UNIES AFIN DE PRÉPARER, D'ORIENTER, DE DIRIGER LEUR APPRÉHENSION D'UN ÉVÈNEMENT QUI, À BIEN DES ÉGARDS, PEUT SEMBLER INTIMIDANT. LES COP EN EFFET, PAR LA PROFUSION D'ENJEUX, D'ÉVÈNEMENTS ET D'ACTEURS QUI LES ANIMENT, ONT CECI EN COMMUN AVEC LES AUTRES GRANDES INSTANCES DE NÉGOCIATIONS INTERNATIONALES : ELLES SE RÉVÈLENT ÊTRE DE VÉRITABLES ARÈNES POLITIQUES. AUCUN COURS THÉORIQUE NE PEUT PLEINEMENT PRÉPARER À L'AGITATION QUI Y RÈGNE. SOYONS HONNÊTES : POUR S'EN FAIRE UNE IDÉE FIABLE, RIEN NE PEUT REMPLACER L'EXPÉRIENCE DE TERRAIN. UNE FOIS CET AVEU D'IMPUISSANCE FAIT, IL CONVIENT NÉANMOINS DE S'Y PRÉPARER AU MIEUX. POUR SE FAIRE, IL EST INTÉRESSANT DE « CARTOGRAPHIER » UNE COP EN FAISANT UNE DESCRIPTION AUSSI FIDÈLE QUE POSSIBLE DES ÉVÈNEMENTS QUI S'Y DÉROULENT ET DES INTERLOCUTEURS QU'ON PEUT Y CROISER. NOUS FERONS UN DERNIER AVERTISSEMENT : CE TRAVAIL DE SYNTHÈSE DEMEURE AVANT TOUT LE FRUIT D'UNE EXPÉRIENCE INDIVIDUELLE. S'IL NE PEUT PRÉTENDRE À L'OBJECTIVITÉ, NI MÊME À L'EXHAUSTIVITÉ, IL ENTEND AIDER À RENDRE PLUS INTUITIF PAR SON ASPECT DE « COMPTE-RENDU » L'APPRÉHENSION DE CE QU'EST UNE COP.

CE QUE J'AURAIS BIEN AIME SAVOIR

AVANT

LE STATUT D'OBSERVATEUR : D'OÙ PARLEZ-VOUS ?

Les COP sont divisées en deux zones principales : une zone verte pour les personnes qui ne sont pas accréditées par les Nations Unies et une zone bleue pour celles qui le sont. En tant qu'observateur vous avez accès à la fois à la zone bleue et à la zone verte de la COP. Seules les réunions doublement informelles - qui sont pourtant les plus intéressantes, nous le verrons ci-après - vous seront verrouillées.

La Zone Bleue n'est pas qu'un lieu d'exposition, de conférences et d'échanges informels. Les deux semaines sont rythmées par les *Presidency Events* du pays hôte, autour de différents thèmes : finance, énergie, jeunesse, nature, adaptation, genre, transport, villes et région. L'UNFCCC organise de son côté des ateliers et des *Mandated Events*. Les institutions accréditées tiendront quant à elles des pavillons pour présenter leurs actions, où elles animeront des *Side Events*, généralement sous la forme d'une table ronde sur un sujet, afin de mobiliser la société civile ou peser sur les négociations.

C'est là que se déroulent négociations formelles des cinq organes majeurs du processus, à savoir :

- D'une part, les organes subsidiaires de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CNUCC) : le SBSTA (*Subsidiary Body for Scientific and Technological Advice*), qui fournit des « avis » aux gouvernements, et le SBI (*Susidiary Body for Implementation*), qui met en œuvre les décisions adoptées (par exemple les mécanismes de financement).

- D'autre part, les organes de prise de décision : la COP27 à proprement parler (la 26e Conférence des Parties à la CCNUCC), mais aussi la 4e Réunion des Parties à l'Accord de Paris (CMA-4) et la 17e Réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP-16).

A cela il faut ajouter les conférences de presse ainsi que la partie pavillonnaire, zone où chaque parti (Etat, groupe d'Etats ou lobbys) animent un stand au sein desquels ils font la promotion de leurs actions environnementales. Dans la partie pavillonnaire, tout le monde a quelque chose à vendre ou à promouvoir. Si les gens sont là, c'est avant tout pour parler et échanger. En tant qu'observateur, il s'agissait en quelque sorte de notre zone par défaut ; lorsqu'on ne savait pas trop quoi faire entre deux réunions plus importantes, il était d'usage d'aller errer dans cette zone histoire de provoquer une rencontre féconde.

Le statut de chercheur-étudiant permettait d'y manœuvrer sans risquer de susciter la suspicion de potentiels interlocuteurs. A l'inverse des journalistes ou des militants climatiques, nous étions perçus, soit comme neutres, soit comme d'éventuels prospects par la plupart des acteurs présents. Il faut se mettre en tête que depuis une dizaine d'années, les COP n'ont cessé de grossir. La COP1 qui s'est tenue à Berlin en 1995, était un évènement relativement fermé qui concernait principalement le corps diplomatique et les scientifiques du GIEC auxquels se greffaient quelques journalistes. Progressivement, le nombre de parti-

cipants des COP s'est multiplié. Cette profusion d'acteurs participe au scepticisme généralisé autour de ces événements.

UNE COP ET SON FONCTIONNEMENT

LES ÉVÈNEMENTS

Les COP sont des événements gigantesques. Ainsi en Egypte et sur deux semaines, ce ne sont pas moins de trente cinq mille personnes qui ont participé selon les estimations de la présidence égyptienne.

Il ne faut pas s'imaginer une salle de réunion dans laquelle les diplomates s'enferment au petit matin et n'en sortent qu'à la nuit tombée. Des salles de réunion à Sharm El Sheikh, il y en avait des dizaines et lesdites réunions se catégorisaient selon leurs intervenants. Voici un classement du type de réunion du moins au plus intéressant :

- les ***high level consultations*** : celles-ci regroupent des ministres des gouvernements des pays présents ainsi que des scientifiques du GIEC. Il s'agit principalement de succession de déclaration d'intention pour les pays concernés. Les ministres n'étant que de passage pour un ou deux jours, ils n'ont pas le temps d'entrer dans le détail technique de la négociation.

- les **séances plénières** : elles sont le cadre des négociations. Elles interviennent généralement au début et à la fin d'une COP. Présidées par les Nations Unies, elles ont pour fonction d'entériner les accords élaborés en commission. Moment fort de l'activité de la COP, la séance plénière représente l'aboutissement du travail législatif effectué en commissions et dans les groupes politiques. Réunissant un nombre élevé de participants, la session plénière ne s'improvise pas et doit donc, autant que possible, obéir à une organisation réglée à l'avance. La séance plénière est aussi l'enceinte au sein de laquelle chaque représentant peut décider de s'exprimer sur tout sujet qui lui semble important.

- les **réunions informelles** désignent les lieux où sont négociées point par point les lois relevant de l'UNCCC. Les délégués des partis, à tour de rôle, reprennent le corpus juridique de l'UNCCC et décident de le réviser en fonction des enjeux du moment. Le travail de négociation se déroule autour d'un *draft*. Le *draft* désigne une proposition de texte que chaque parti peut modifier en fonction de ses intérêts. L'atmosphère lors des réunions informelles (ou inf) est studieuse et technique. La nécessité d'arriver à un texte qui fait l'unanimité rend les négociations pointilleuses : chaque parti défendant fermement ses intérêts. Ce travail de rédaction est souvent interrompu par un ***hubble***. Il s'agit de pause au sein de la réunion durant laquelle un parti demande à la présidence de consulter ses alliés avant de continuer la séance commune. Durant une dizaine de minutes, les représentants se séparent ainsi en petits groupes de pays ayant les mêmes intérêts. De ces hubbles découlent des blocages qui ont tendance à rendre encore plus long le processus de négociation, un seul pays pouvant à lui seul bloquer l'ensemble des avancements.

- Les **réunions informelles informelles** sont les plus importantes. Il s'agit de réunions confidentielles et difficiles d'accès pour les observateurs des Nations Unies. Elles sont déci-

dées généralement à l'improvisiste et constituent les véritables espaces de déblocage des négociations. Leur confidentialité participe néanmoins à l'opacité qui entoure le processus de négociation, renvoie du même élan les autres événements à leur inutilité théâtralisante. Si les points de blocage ne sont pas levés, il appartient dès lors à la présidence des Nations Unies de faire état des difficultés rencontrées au cours des négociations lors d'une plénière.

- Les conférences de presse tiennent lieu de tribune pour les différents acteurs d'une COP. Il s'agit de la fenêtre sur le monde extérieur. En même temps, elles peuvent être utilisée afin de faire passer un message à ses partenaires au sein de la COP. Si les Etats se font plutôt discrets, les ONG en revanche ont tendance à monopoliser cet espace d'expression, la plupart du temps pour se plaindre du manque d'ambition comme de la lenteur des négociations.

- Enfin, les *side events* sont des lieux de rencontres et d'échange sur des sujets techniques qui nécessitent un dialogue entre scientifique, expert, militant et politique. Cependant, plus le sujet est sensible ou abrasif au regard de l'actualité, plus les échanges qui en découlent sont partisans et peu constructifs. Les militants se servaient souvent ces events comme d'une tribune afin d'alpaguer les responsables politiques, et les scientifiques exposaient les résultants d'étude tantôt alarmantes, tantôt rassurantes en fonction de leur agenda. Il était ainsi plus intéressant d'y assister pour se faire une idée des rapports de force, des enjeux, des revendications liés à un sujet plutôt que pour y trouver, servie sur un plateau d'argent, une solution unanimement partagée.

LE STATUT JURIDIQUE D'UNE COP

Au regard de la réorganisation des rapports de force mondiaux, la COP27 donne l'impression d'un sommet de la paix organisé par la SDN à la fin des années trente.

Les accords ne sont pas contraignants. Cela signifie qu'en cas de non-respect des engagements pris par un pays lors d'une COP, ledit pays ne s'expose à aucune sanction de la part de communauté internationale. Seul le blâme de la société civile ainsi qu'un discrédit plus vague viendront sanctionner ce manquement à la parole donné.

L'unanimité présente en cela un avantage principal : malgré leur caractère non contraignants - et n'en déplaisent aux pourfendeurs des COP - les accords qui découlent de ces négociations sont dans leur grande majorité respectés au niveau international. Les dirigeants politiques ont bien conscience des conséquences désastreuses que charrie l'inaction climatique ; aussi, une fois l'unanimité atteinte, personne n'a intérêt à revenir sur sa parole. Néanmoins, l'unanimité présente un désavantage principal : les négociations sont lentes et les accords qui en découlent sont structurellement minimalistes. De l'avis général des participants - politiques, scientifiques ou représentants de la société civile : les COP font certes, mais elles font trop peu et trop lentement.

Les accords trouvés à la COP sont en concurrence avec d'autres traités internationaux. Chaque arène internationale est en effet autonome ; il y a donc un conflit de juridiction. De plus, certaines constitutions nationales rendent les accords signés par les Etats aux COP anticonstitutionnels. Par exemple, la moindre mesure d'ordre budgétaire aux Etats-Unis doit obligatoirement passer par une approbation par vote des Chambres. Ainsi, un

accord ratifié par les Etats-Unis à l'issue d'une COP engageant le pays à donner de l'argent à d'autres pays dans le cadre de l'action climatique est anticonstitutionnel de jure et doit donc être soumis à un vote approubatif des Chambres avant d'être effectivement appliqué. La signature d'accords à l'issue d'une COP, bien que déjà laborieux nous l'avons compris, ne saurait donc constituer un aboutissement. Pour beaucoup d'Etats et ce malgré que le problème environnemental soit global, la transition écologique ne pourra se faire, tant d'un point de vue juridique que d'un point de vue technique, qu'au niveau national. L'exemple de la Chine est à ce titre parlant. Si le pays ne refuse pas de participer aux COP, sa posture très attentiste lors des négociations tend à souligner le manque de crédit qu'elle donne aux instances internationales et laisse transparaître son assurance dans ses capacités à assurer, par elle-même, sa transition écologique.

DES ACTEURS INATTENDUS

Avant de nous livrer à une typologie des différents acteurs qui forment le sel d'une COP, laissons-nous le temps d'apprécier le décor. Nous arrivons donc à l'aéroport de Sharm El-Sheikh, au beau milieu du désert, et découvrons non sans suspicion la grande station balnéaire qu'est cette petite Las Vegas version égyptienne. Partout, des routes, des hôtels, des enseignes de grandes marques illuminent des nuits sans étoile. Chaque complexe hôtelier où séjournent quasi-exclusivement des touristes étrangers - russes notamment - est doté de plusieurs piscines d'un bleu qui ferait rougir la mer pourtant toute proche, et ce dans cette région du Sinaï qui, nous l'apprendrons lors de notre séjour, est en situation de stress hydrique. Le casino jouxte la mosquée ou encore le théâtre romain fait de carton pâte : bien des choses ici respirent le faux. Il est évident que les colossaux trottoirs ornés de portiques vaguement ioniens et de nombreux bancs toujours vides s'étalant sur des kilomètres ont été construits dans les semaines précédant la COP. L'ensemble dégage un air de ville fantôme alors même qu'un sommet mondial s'y déroule. Les routes qui sillonnent le désert entre les deux zones de conférences ne sont pas plus vieilles.

C'est dans ce décor que nous faisons déjà la connaissance de la profusion de journalistes, militants, entrepreneurs approximativement écologique, qui, comme nous, sont venus assister à la COP. Sharm el-Sheikh étant éloigné de tout, il est facile de distinguer les membres de cette ménagerie mondialiste de la population locale que nous voyons finalement peu, cette dernière étant toujours tenue à l'écart par une police égyptienne à l'allure d'armée sur le pied de guerre. Par souci de synthèse, nous catégoriserons ces acteurs inattendus en trois catégories :

- Les « *cop-addict* » : dans le sillon des COP se déploie une agitation hétéroclite. Les enjeux étant conséquents et les sollicitations constantes, certains des participants montrent des signes qui s'apparentent à de l'addiction. Cela peut sembler au premier abord difficile à imaginer. Cependant, plusieurs journalistes, commentateurs ou analystes géopolitiques finissent par vivre en vase-clos d'une COP à l'autre¹. Et lorsqu'ils se « réveillent », le retour à la normale peut être brutal. Le nombre de burnout de la part des participants peut être

¹ N'oublions pas qu'entre chaque COP espacé seulement d'une année, il existe également des intercessions à Bonn sensé préparer et poursuivre le travail entre deux COP. Rajouter à cela le décorticage des publications du GIEC et dès lors, suivre précisément l'évolution des négociations climatiques peut s'avérer très prenants, voire addictifs.

le fruit du décalage entre d'un côté, l'agitation des deux semaines d'une COP et de l'autre, la lenteur des aboutissements du processus de négociation. En somme, après la tempête, le calme plat est pour beaucoup difficile à apprivoiser.

- Les pastèques : Vert à l'extérieur, rouge à l'intérieur. Il s'agit de l'ensemble des acteurs d'une COP qui utilisent la lutte contre le réchauffement climatique comme une tribune afin de faire la promotion d'un combat plus large contre toute forme d'inégalités. Plutôt que d'environnement, ces acteurs parlent davantage de « justice climatique ». Ils adossent aux enjeux environnementaux des problématiques féministes, décoloniales, anti-capitalistes dans un mouvement qu'on pourrait dès lors qualifier de récupération politique. On trouve les « pastèques » majoritairement parmi les militants d'ONG, venant majoritairement de pays du Nord.

- Les goyaves : Ce sont pour ainsi dire les pendants idéologiques aux pastèques : Vert à l'extérieur, jaune à l'intérieur. Pourquoi jaune ? Pour l'argent. Leur projet peut se résumer ainsi : repeindre en vert la locomotive vieillissante du capitalisme mondialisé. Nous les retrouvons principalement parmi les personnels de cabinet de conseil, de lobbys, ou de délégation nationales de pays dont la richesse s'est bâtie et se bâtit encore aujourd'hui sur l'exploitation d'énergie fossiles. La promotion de la croissance verte est leur discours. Ils sont de ces hommes qui accompagnent les époques de grands changements en sachant toujours en tirer quelque profit. Ils rappellent cette citation du Guépard, l'unique roman de l'écrivain et aristocrate italien Giuseppe Tomasi di Lampedusa : « Se vogliamo che tutto rimanga come è, bisogna che tutto cambi »²

LES ENJEUX DE LA COP27

SHARM-EL-SHEIK : LA COP DE LA DERNIÈRE CHANCE ?

La COP26, qui s'est déroulée l'année dernière à Glasgow, n'était pas parvenue à un accord satisfaisant. Deux dossiers brûlants cristallisaient les crispations : l'enjeu de cette COP27 était donc double. D'une part, il s'agissait de préciser le statut des énergies fossiles dans la transition énergétique nécessaire à la réalisation des objectifs fixés par l'accord de Paris (CF. COP21, 2015) s'engageant à limiter le réchauffement climatique global à 1.5 C° par rapport au début de l'ère industrielle. D'autre part, il s'agissait de trouver un accord concernant les pertes et préjudices. Pour rappel, les pertes et préjudices désignent les dommages causés par le changement climatique anthropique. L'établissement de la responsabilité et de l'indemnisation pour les pertes et préjudices est un objectif de longue date pour les pays vulnérables et en développement de l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS) et du Groupe des pays les moins avancés. Cependant la question du financement de ce dossier est la cause de sa lenteur : les pays développés, à même de financer, résistant à l'idée de mettre seuls et de leur poche les cent milliards de dollars réclamés par les pays dits du *global south*.

Sur place A Sharm-el-Sheik l'ambiance était pesante. La défiance régnait. La temporisation entreprise par les pays développés à l'égard du financement des pertes et préjudices

² Pour les puristes : la phrase d'origine, dans la traduction de 1959 de l'agréée d'italien Fanette Pézard, était, très exactement, : « Si nous voulons que tout reste pareil, il faut que tout change ».

fut et est encore perçue par les pays en développement comme une épreuve de confiance. Au regard des COP précédentes, l'édition égyptienne a mis la question de la confiance des Etats quant à la médiation des Nations Unies au cœur des débats. Il était clair pour la communauté internationale que si la COP27 ne permettait pas de résoudre les blocages évoqués ci-haut, alors les COP s'en retrouveraient grandement décrédibilisées. Nombreux parmi les populations civiles considèrent ces sommets internationaux comme une perte sèche de temps. Les objectifs ambitieux posés par les accords de Paris en 2015³ n'était qu'un cap fixé sur un horizon vague. Il s'agissait en Egypte d'établir une feuille de route claire. Ces deux items de négociation traversaient l'ensemble des discussions de cette COP égyptienne. Ils en étaient pour ainsi dire les maîtres-étalons.

LA TRAGÉDIE DES NÉGOCIATIONS

Que retenir de cette COP ? Avant tout, son caractère tragique. La tragédie des négociations est la suivante : les pays qui ont les leviers d'action et les moyens financiers d'agir sont ceux qui ne souffrent pas (encore) des conséquences du réchauffement climatique. A l'inverse, les pays qui souffrent d'ores et déjà dans leur chair des sécheresses, famines et déplacements de population qui les accompagnent inévitablement sont également ceux qui ont le moins de levier de pouvoir sur la scène internationale comme de marge de manœuvre financière. Dans une telle configuration donc, l'inertie au profit de quelques uns l'emporte là où l'action pour le bien de tous devrait l'emporter.

A partir cette opposition tragique entre ceux qui subissent et ne peuvent rien et ceux qui peuvent mais ne subissent pas, deux factions géopolitiques se dessinent : les pays du Nord et les pays du Sud. Cette distinction recoupe celle opérée lors des premières COP entre les pays développés (*developed countries*)⁴ et les pays en développement (*developing countries*). Cette différence de statut juridique est un enjeu de fond ; en effet, les pays développés sont poussés à atteindre la neutralité carbone d'ici 2030, là où les pays en développement bénéficient logiquement de plus de temps. Cependant, le statut de nombreux pays est aujourd'hui remis en question.

La Chine, par exemple, fait toujours partie des pays considérés comme en développement. Or si la deuxième - voire la première - économie mondiale est considéré par la communauté internationale comme en développement, la question légitime que l'on peut se poser est de savoir qui, dès lors, peut être légitimement considéré comme un pays développé. La Chine, premier pollueur actuel, refuse de contribuer car elle n'est pas une pollueuse historique, ce que ne Ces débats de statut complexifie le jeu des négociations.

REVENDEICATIONS DU GLOBAL SOUTH : LE NOUVEAU MONDE EN CRISE

Enjeu fondamental pour les pays dits du *global south*, la question des **pertes et préjudices** (*loss and damages*) étaient au centre des négociations. Deux questions ruisselaient

3 Pour rappel, la mesure phare de la COP21 ou Paris 2015 est la limitation du réchauffement climatique à 2 degrés celsius

4 CF. 1992 (annexe 1 de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements

climatiques)

alors sur l'ensemble des discussions :

1/ Comment établir précisément le coût de l'inaction climatique à une collectivité donnée ?

2/ Une fois un ordre de grandeur établi, où trouver les fonds nécessaires à l'action ?
Et d'autres termes : qui paye ?

Le financement, dans les négociations climatiques, peut s'entendre principalement de deux

façons : financer la transition écologique afin de limiter le réchauffement climatique en lui-même (mitigation ou atténuation en français), ou financer l'adaptation au réchauffement climatique, qui implique le traitement des *loss and damages*, pertes économiques et humaines des pays déjà touchés ou prochainement touchés par le changement climatique (adaptation, qui se passe de traduction en français). La présidence africaine de la COP27 a influencé un agenda tourné vers l'adaptation que vers l'atténuation du réchauffement climatique, portant la voix de nombreux pays déjà durement touchés par les sécheresses, inondations, famines... Selon Jean Jouzel, directeur du GIEC durant plusieurs années, que nous avons eu l'opportunité de rencontrer pendant notre séjour, il est problématique d'abandonner, ne serait-ce que temporairement, les négociations sur l'atténuation. En effet, malgré l'inefficacité apparente des COP sur ce sujet, il dit avoir changé de discours au fil des ans : alors qu'il avait l'habitude de parler de quatre voire cinq degrés de réchauffement climatique il y a dix ou quinze ans, il parle maintenant de trois degrés (ce qui, ne nous leurrons pas, reste extrêmement dommageable). Il aurait donc souhaité que la communauté internationale ne se retrouve pas, étant acculée par le début des effets du changement climatique, contrainte à cette position réaliste de centrer le débat sur l'adaptation.

L'OCCIDENT À BOUT DE SOUFFLE

Pour obtenir les financements nécessaires à leur transition écologique et faire face aux effets néfastes du réchauffement climatique, les pays en développement recourent depuis des années à l'argument moral renvoyant systématiquement à la responsabilité des pays riches dans le réchauffement climatique alors même que, à ce jour, ce sont d'abord les pays en développement qui polluent le plus : ces derniers assurent en effet l'essentiel de la production primaire et secondaire mondiale, c'est logiquement qu'ils se retrouvent en tête du classement des plus gros émetteurs de CO₂. Or le G77 - le groupe des pays en développement mené par la Chine - ne semble plus croire à l'efficacité du chantage moral fait à l'Occident. N'obtenant que peu de choses par cette voie, ils tendent à entrer de plus en plus dans une logique de rapport de force. Les pays en développement mettent aujourd'hui en avant d'une part les ressources qu'ils possèdent, parfois en énergies fossiles, et d'autre part leur expérience climatique qui vérifie les prévisions du GIEC, auquel ils font systématiquement référence.

Face à cette défiance, les Etats-Unis et leurs Alliés proposent des solutions basées sur des échanges de crédits carbone, méthode acceptée par l'article 6 de l'accord de Paris mais contestée par le GIEC et faisant l'objet de nombreux débats visant à supprimer les clauses la permettant. L'Europe se joint aux Etats-Unis dans la volonté de passer par le FMI pour

mettre en place des prêts. Cette dernière tend également à faire des négociations climatiques un objet de soft power.⁵ Pour beaucoup de pays du sud, cette réponse occidentale d'en passer par les instances financières internationales est vu comme une tentative de temporisation : ces dettes climatiques ne seront, selon eux, jamais remboursées. Plusieurs experts, notamment ont ainsi parlé de crise de confiance⁶ entre le Nord et le Sud. Cette crise peut être mise en perspective au-delà du cadre des seules négociations climatiques. Le climat des relations internationales tend de plus en plus à une reconfiguration plus générale de l'équilibre géopolitique mondial, l'Occident ayant perdu sa capacité à assurer la présidence d'un ordre global à son image.

SHARM-EL-ÉCHEC ?

Le jeudi 17 novembre au soir, suite à deux semaines de COP27, se tenait une session plénière présidée par les Nations Unies chargé de faire voter à l'unanimité une première proposition de *Cover Decision*, soit un texte résumant les accords trouvés au terme des négociations. A partir de la publication du brouillon plus que décevant de cette *Cover Decision*, un espoir de retournement de situation s'est montré. Le brouillon a été rejeté presque à l'unanimité car jugé trop long, trop jargonneux, et ne comportant aucune mention de ce qui a pourtant été le sujet central des deux semaines : les pertes et préjudices. Dans la soirée, après deux très longues heures de plénière protocolaire, l'Europe annonce non sans surprise être en faveur de la publication d'un texte de promesse de financements des pays du sud dès cette année, revenant ainsi et sur sa position d'attendre l'année prochaine pour envisager d'autres solutions comme une révision du système monétaire international et se désolidarisant en prenant de court la posture des Etats-Unis. Salve d'applaudissements dans la salle. Puis, nous avons pu assister au déclenchement en chaîne de réactions plus qu'hostiles de pays concernant "l'offre" de l'Europe. La Bolivie, notamment, a prononcé un discours à la limite de l'injure, remettant en cause la position de l'Europe, rappelant que cette dernière faisant partie des pays qui bloquaient la décision de création d'un fonds sur les pertes et préjudices, et que son revirement tenait plus d'une posture⁷ que d'une offre généreuse.

Les pays n'ayant pas réussi à se mettre d'accord dans les temps, il y a eu, en off, des négociations bilatérales toute la journée du vendredi. Par la suite, la COP27 a été prolongée

L'AUTEUR

Joseph Terrail

est plus que le personnage de cette histoire, il en fut l'acteur.

⁵ Cela s'explique en deux points. 1. L'Europe est effectivement en avance du point de vue de sa transition énergétique. Elle entend donc gagner en influence en s'engageant dans des partenariats bilatéraux afin d'aider les Etats en retard sur ce point. 2. L'Europe souffrant d'un déficit de puissance dans les domaines régaliens, notamment en comparaison du grand frère américain, il est normal qu'elle compense dans des voies périphériques de la puissance comme la gouvernance climatique.

Les Européens se donnent ainsi un rôle inconfortable au sein des COP, ces derniers s'imaginant être les capitaines d'un bateau sur le point de sombrer et dont l'équipage fait déjà défaut.

⁶ Cette formule est celle de Sébastien Treyer, directeur de l'IDDRI, Institut du Développement Durable et des Relations Internationales présent à la COP27 afin d'assurer un réseau de "second track diplomacy", travail de fond d'institutions para-étatiques chargés d'assurer une continuité du processus de négociations malgré l'instabilité structurelle des gouvernements, notamment en ce qui concerne les pays démocratiques.

⁷ Nous l'avons dit l'Europe tend à faire de ces COP « son » arène internationale et tente dès lors était clair pour les Européens qu'il fallait sortir de Sharm-el-Sheik avec un texte clair, peu importe son effectivité.

de s'imposer comme un élément moteur des négociations. Aussi le statu-quo ne l'arrange pas car cela discrédite son action sur la scène internationale en révélant son impuissance diplomatique. Il était clair pour les Européens qu'il fallait sortir de Sharm-el-Sheik avec un texte clair, peu importe son effectivité.

jusqu'à la nuit du samedi. Les bilans sur les émissions par pays et à l'échelle de la planète, ainsi que des partenariats multilatéraux sont attendus à la COP28⁸, faisant de la COP27 une COP "creuse" sur le plan de l'agenda de l'UNFCCC. Cette COP27 est en un sens à l'image de la ville qui l'a accueillie.

⁸ Il s'agit de développer des «partenariats pour une transition énergétique juste» (JETP en anglais). Les JETP sont envisagés comme des accords bilatéraux entre un pays développé et un pays en développement afin de favoriser l'alignement des flux financiers sur un avenir durable et à faibles émissions de carbone, comme l'exige l'article 2.1.c de l'Accord de Paris, 2015.

ERNEST RENNAN

ENTRE ANACHRONISME ET REMÈDE DE NOTRE SIÈCLE¹

Par
Éric Bougnoux

Il y a des interrogations que l'on conjugue aujourd'hui au passé. Qu'était-ce qu'une Nation ? Pourquoi l'avoir combattue depuis tant d'années, souvent avec frénésie, parfois avec talent, en tout cas sans discontinuer depuis le fameux Discours du salon de l'Horloge² ? Persévérer dans l'unité semble désormais vœu pieux, à la frontière du ringard dans l'ère du tout business, où la revendication sans concession est la maxime du monde qui vient. « Le Roi est Empereur en son Royaume » disait Philippe Auguste. Mise à jour du XXI^e siècle : L'individu-roi est Empereur en sa maison-mitoyenne, bordée d'une pelouse jaunâtre où trône une Twingo couleur bleu ciel et des géraniums flétris, à ceci près que le crédit immobilier doit être remboursé au préalable. Le changement de perspective est total. Autrefois, l'horizon physique du citoyen dépassait rarement le clocher du village voisin, mais son

horizon spirituel était celui d'une « œuvre commune »³, d'un ensemble qu'il composait et qui s'imposait à lui du même coup. Désormais, le consommateur s'envole pour Tuvalu ou Mexico mais sa myopie sociale l'assigne à sa seule silhouette dans le miroir. La distance focale s'inverse, de la photo de classe vers le selfie.

Dans sa plus célèbre conférence, Ernest Renan résuma les causes premières de notre existence par cette image :

« Le Français n'est ni un Gaulois, ni un Franc, ni un Burgonde. Il est ce qui est sorti de la grande chaudière où, sous la présidence du roi de France, ont fermenté ensemble les éléments les plus divers. »⁴

Assez trivialement, l'on peut dire que le processus de destruction de la Nation suppose un phénomène diamétralement inverse. La force centrifuge de notre modernité égocentrée est un puissant catalyseur de cette dé-fermentation. L'idée de Nation a fait son temps. Elle eut ses illustres penseurs qui dessinèrent son esquisse avec passion. Renan fut incontestablement l'un d'eux. Et lui-même était conscient de la péremption de ses mots : « Les nations ne sont pas quelque chose d'éternel. Elles ont commencé, elles finiront. La confédération européenne, probablement, les remplacera. »⁵ Il prononça cette phrase à la Sorbonne, le 11 mars 1882. Ironie du sort ou prémonition : Emmanuel Macron, en ce même lieu, vanta la nécessité d'une « initiative pour l'Europe » dans la soirée du 26 septembre 2017⁶. Amphithéâtre rempli, *standing ovation* pour une pensée résolument postmoderne. Adhésion totale des jeunes pouces, future main d'œuvre du détricotage de l'État. Les ingénieurs du post-national construiront leur marché mondial sur les cendres d'un modèle dont ils sont pourtant issus et liés par les siècles. Mais l'héritage ne leur est plus opposable, il nourrit même leur aversion : le progrès n'est pas une courbe subissant quelques variations au fil du temps, mais une ligne droite qui croît incontestablement. Dès lors, regarder en arrière ne serait ni plus ni moins qu'une erreur. Ce court pamphlet a justement pour objet de persévérer dans cette erreur, en réhabilitant la pensée de Renan.

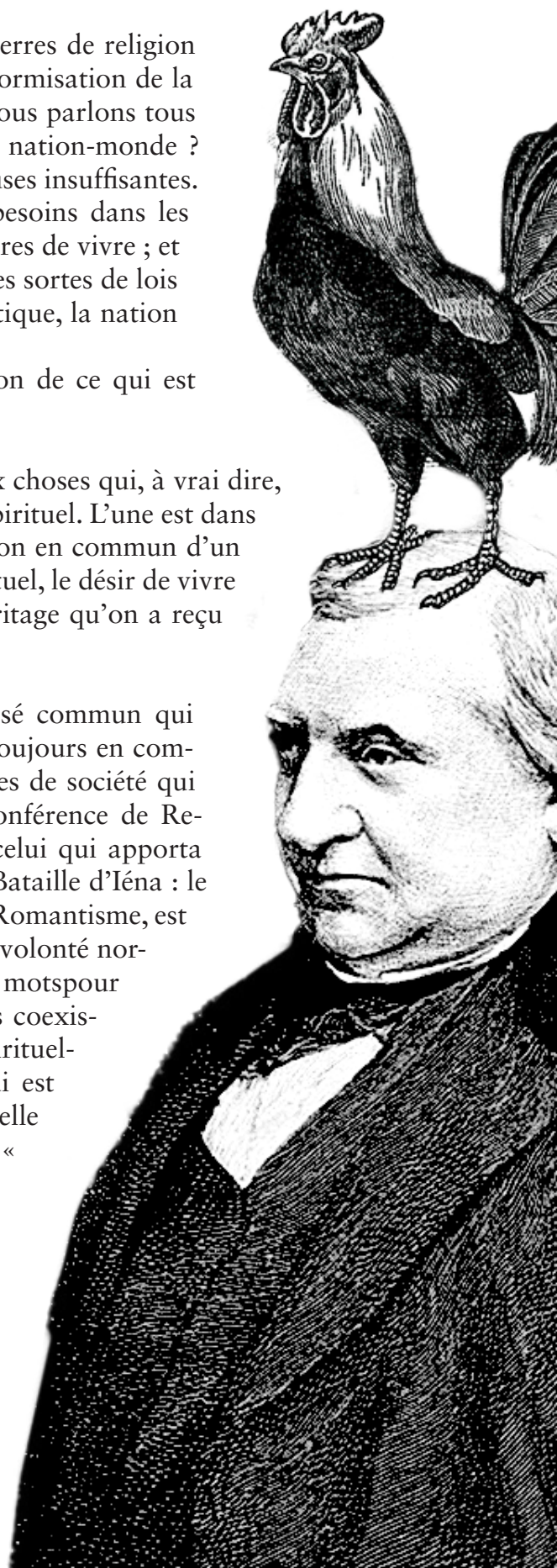
LA NATION, UN SOUVENIR, UNE VOLONTÉ

Il est énoncé dans le texte de Renan un savant équilibre : la nation n'est pas qu'un concept figé, elle n'est pas non plus un vaste ensemble nébuleux et contingent. Elle est une sédimentation progressive, issue d'un long processus qui vient de la volonté de ceux qui firent la France et de ceux qui la font – du moins qui devraient la faire – aujourd'hui. Si l'un des deux ingrédients manque, la chaîne est rompue. « Nous sommes ce que vous fûtes; nous serons ce que vous êtes »⁷: Renan évoque ici la maxime spartiate et l'érige en principe axiomatique d'une nation, en « hymne abrégé de toute patrie »⁸. Par conséquent, nul besoin d'un ethnos pur reposant sur une religion et une langue uniques. L'idée de nation s'est construite par

la sécularisation, elle fut un puissant remède aux guerres de religion et aux velléités impériales. Elle précipita certes l'uniformisation de la langue en France, mais le globish anglo-saxon que nous parlons tous à ce jour fait-il pour autant du cosmopolitisme une nation-monde ? On ne peut donc pas réduire le concept à de telles causes insuffisantes. Montesquieu l'affirmait : « Ce sont les différents besoins dans les différents climats, qui ont formé les différentes manières de vivre ; et ces différentes manières de vivre ont formé les diverses sortes de lois »⁹. Certes, mais cela reste vrai pour toute forme politique, la nation ne se résumant pas à une simple nécessité naturelle. Positivement, l'idée de nation suppose la conjonction de ce qui est trop souvent érigé à tort en antagonisme :

« Une nation est une âme, un principe spirituel. Deux choses qui, à vrai dire, n'en font qu'une, constituent cette âme, ce principe spirituel. L'une est dans le passé, l'autre dans le présent. L'une est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs; l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis. »¹⁰

C'est précisément l'absence de rupture avec ce passé commun qui permet de tracer la ligne directrice de notre avenir, toujours en commun. Il est d'ailleurs troublant d'observer les modèles de société qui façonnèrent l'histoire Outre-Rhin. On dit que la conférence de Renan fit écho à la pensée de Johan Gottlieb Fichte, celui qui apporta une vitalité au nationalisme allemand à l'issue de la Bataille d'Iéna : le *Volkgeist* (comprendre « esprit du peuple »), cher au Romantisme, est un concept essentiellement hermétique à l'idée d'une volonté normative contenue dans l'esprit français. Fichte eut ces mots pour définir le peuple allemand : « l'ensemble des hommes coexistant en société et se reproduisant, naturellement et spirituellement, sans cesse par eux-mêmes, un ensemble qui est soumis à une certaine loi particulière en vertu de laquelle le divin s'y développe. »¹¹ Et son origine provient du « peuple-souche » germanique qui lutta contre « la menace d'une hégémonie mondiale de Rome »¹². Le legs du passé fut l'horizon indépassable vers lequel devaient tendre les allemands au XIXe siècle : le souvenir sans la volonté. Aujourd'hui, l'Allemagne procrée des penseurs qui défendent l'inverse. Jürgen Habermas, théoricien du « patriotisme constitutionnel », affirme la nécessité d'une rupture avec sa propre histoire au profit de valeurs abstraites. Par conséquent, il s'agit d'extraire le demos de



l'ethnos, pourtant consubstantiels au sein de l'État-nation, le citoyen portant désormais allégeance à des principes juridiques essentiellement formels. Le changement de paradigme est alors total au XXI^e siècle : la volonté sans le souvenir.

L'Allemagne a toujours oscillé entre deux modèles extrêmes voire excessifs. Renan nous rappelle la nécessité d'un équilibre axiologique entre héritage et volonté afin de faire société. Mais notre tragédie moderne est que cette pensée n'est plus une boussole idéologique, ce n'est plus notre idéal normatif. « C'est la gloire de la France d'avoir, par la Révolution française, proclamé qu'une nation existe par elle-même. Nous ne devons pas trouver mauvais qu'on nous imite. Le principe des nations est le nôtre. »¹³ Désormais, en son propre pays, l'anathème est jeté au citoyen portant fièrement le drapeau tricolore.

LA NATION, UN PANSEMENT ACCUSÉ D'ÊTRE UNE LAME

L'idée de nation est accusée de tous les maux. Elle serait la cause des guerres fratricides entre européens, un frein à l'émancipation des individus et des richesses matérielles. L'amnésie de ce qu'elle fut positivement est totale. D'ailleurs, nos élites ne prennent même pas conscience que le désenchantement démocratique et le règne de l'intérêt privé ne sont que la conséquence de leur désaffection pour elle. La citoyenneté nouvelle, cosmopolite et ouverte aux quatre vents, reposerait toujours sur la prémisse fondamentale de la volonté, mais dont la carence ne serait toutefois pas sanctionnée. Car quel fou consentirait à payer l'impôt, à sacrifier de son être pour une somme arithmétique d'individus déracinés et désunis ?

« Je disais tout à l'heure : “avoir souffert ensemble” ; oui, la souffrance en commun unit plus que la joie. En fait de souvenirs nationaux, les deuils valent mieux que les triomphes, car ils imposent des devoirs, ils commandent l'effort en commun. »¹⁴

Nous souffrons toujours, mais notre peine est solitaire, introspective. Défendre la Nation, dans l'ère du marchand-suzerain et du consommateur-vassal, est un combat qui semble perdu d'avance. Ah, si seulement « le moyen d'avoir raison dans l'avenir [était], à certaines heures, de savoir se résigner à être démodé »¹⁵ !

Notes de fin

- 1 Ernest Renan, Qu'est-ce qu'une Nation? Conférence en Sorbonne, le 11 mars 1882. Voir: http://www.iheal.univ-paris3.fr/sites/www.iheal.univ-paris3.fr/files/Renan_-_Qu'est-ce_qu'une_Nation.pdf.
- 2 Déclaration du 9 mai 1950 prononcée au Salon de l'Horloge du Quai d'Orsay par Robert Schuman et initiant la construction européenne. Voir : <https://www.robert-schuman.eu/fr/declaration-du-9-mai-1950>.
- 3 Ernest Renan, Qu'est-ce qu'une Nation ? op. cit. p. 9.
- 4 Ibid. p. 6.
- 5 Ibid. p. 9.
- 6 initiative pour l'Europe - Discours d'Emmanuel Macron pour une Europe souveraine, unie, démocratique, publié le 26 septembre 2017. Voir : <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2017/09/26/initiative-pour-l-europe- discours-d-emmanuel-macron-pour-une-europe-souveraine-unie-democratique>.
- 7 Ernest Renan, Qu'est-ce qu'une Nation ? op. cit. p. 8.
- 8 *Ibid.*
- 9 Montesquieu, De l'esprit des lois, Livre XIV, Chapitre X. 10 Ernest Renan, Qu'est-ce qu'une Nation ? op. cit. p. 8.
- 10 Ernest Renan, Qu'est-ce qu'une Nation ? op. cit. p. 8.
- 11 Johann Gottlieb Fichte, « Huitième discours », in Discours à la Nation allemande, Paris, Éd. Imprimerie Nationale, 1992, pp. 211-235, spéc. p. 217.
- 12 Ibid. p. 229.
- 13 Ernest Renan, Qu'est-ce qu'une Nation ? op. cit. p. 3.
- 14 Ibid. p. 8. 15 Ibid. p. 9
- 15 Ibid. p. 9.